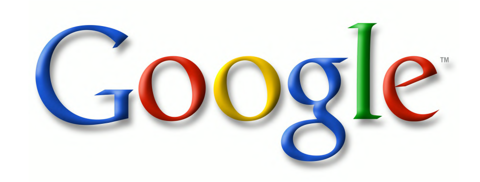
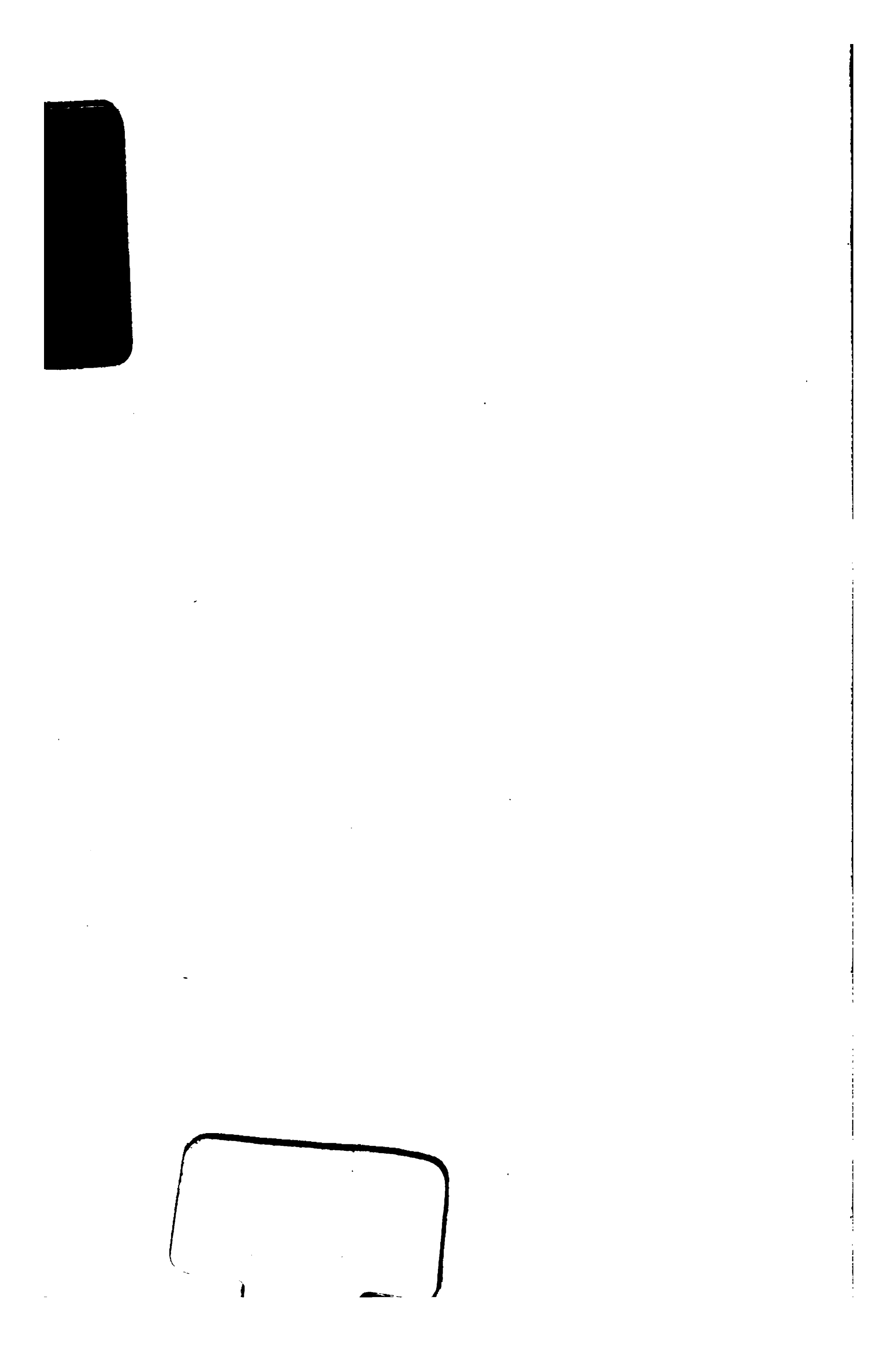




LA RUSSIE

ET

L'ALLIANCE ANGLAISE

ÉTUDE HISTORIQUE ET POLITIQUE

PAR

NICOLAS NOTOVITCH



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1906

Notovitch

1 omit
2-3 OK

ED
S/a I

LA RUSSIE

ET

L'ALLIANCE ANGLAISE

LA RUSSIE

ET

L'ALLIANCE ANGLAISE

ÉTUDE HISTORIQUE ET POLITIQUE

PAR

NICOLAS NOTOVITCH



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e^

1906

Louis
2-3. OK.

59
S.a.I.

LA RUSSIE

ET

L'ALLIANCE ANGLAISE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

L'Empereur Alexandre III et son entourage. Un volume in-8° .... 7 fr. 50

Le même ouvrage dans le format in-18 jésus .... 3 fr. 50

L'Empereur Nicolas II et la politique russe. Un volume in-8° .... 7 fr. 50

Le Livre d'Or à la mémoire d'Alexandre III. Édition de luxe .... 10 fr.
Édition ordinaire .... 5 fr.

Souvenirs de Sébastopol, recueillis par S. M. l'Empereur ALEXANDRE III, traduction et préface de Nicolas NOTOVITCH. Un volume grand in-8° .... 7 fr. 50

Le Tzar, son Armée et sa Flotte. Un volume in-8° carré, avec nombreuses illustrations .... 2 fr.

La Vie inconnue de Jésus-Christ, avec illustrations et cartes. Un volume grand in-8° jésus .... 3 fr. 50

L'Europe à la veille de la guerre. Un volume in-8° jésus .... 2 fr.

Mariage idéal, drame en 4 actes .... 2 fr.

La Pacification de l'Europe .... 7 fr. 50

Pour paraître prochainement :

Gallia, drame historique, prologue et 4 tableaux.

A travers la Perse, relation de voyage illustrée.

La Femme à travers le monde, études, observations et aphorismes.

A travers l'Inde.

LA RUSSIE

ET

L'ALLIANCE ANGLAISE

ÉTUDE HISTORIQUE ET POLITIQUE

PAR

NICOLAS NOTOVITCH



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1906

A LEURS MAJESTÉS

NICOLAS II ET ÉDOUARD VII

SIRES,

Vous ambitionnez, l'un et l'autre, le titre glorieux de « Princes de la Paix » ; et Vos contemporains, devançant le jugement de la postérité, Vous l'ont déjà décerné, ne tenant compte que de la générosité et de la pureté de Vos intentions, et rejetant sur la cruauté du sort et l'injustice des hommes les mécomptes que Vous avez pu éprouver dans cette voie véritablement triomphale.

Vous, mon noble et gracieux souverain, Vous avez inauguré Votre règne en conviant les peuples aux grandes assises pacifiques de La Haye, et, s'il n'avait dépendu que de Vous, les lois qui doivent régler, dans le sens de l'équité, les contestations entre nations seraient maintenant promulguées dans tout l'univers. Forcé ensuite, pour maintenir intact l'honneur de la

Russie, de repousser une agression inopinée et traîtresse, Vous avez eu le rare courage d'arrêter l'élan de vos soldats, à l'heure précise où une victoire probable et vengeresse nous aurait consolés des deuils et des tristesses causés par les surprises de la première heure. A des trophées certains mais sanglants, à des lauriers éblouissants mais éphémères Vous avez préféré la bénédiction de vos sujets et le repos du monde.

Petit-fils d'Alexandre-le-Libérateur, Vous aimez mieux consacrer vos efforts aux œuvres de liberté et à l'amélioration du bien-être de Vos peuples innombrables qu'à la préparation de conquêtes qui, pour être parfois fort justes, n'en sont pas moins toujours arrosées des larmes des épouses et des mères. Fils d'Alexandre III, l'Empereur magnanime dont toutes les pensées furent dirigées vers la grandeur et le bonheur de la Sainte Russie, tous les battements de Votre cœur sont mus pour la même cause, et vous pensez, avec raison, que travailler à la paix du monde c'est travailler efficacement à la grandeur et au bonheur de Votre pays.

Vous, roi d'Angleterre et Empereur des Indes, digne héritier de l'illustre reine sous qui le Royaume-Uni est monté à l'apogée de la gloire et de la puissance, il ne dépendait que de Vous de placer encore plus haut le trône où vous êtes assis presque au-dessus du regard

des mortels. Mais Vous avez résisté à tous les enivrements et Vous avez affirmé, à peine revêtu de l'omnipotence, Votre volonté ferme de laisser à la paix le soin d'achever et de féconder les œuvres des guerres heureuses.

Après avoir brisé enfin l'opiniâtre résistance des vaillants colons de l'Afrique du Sud, Vous Vous êtes aussitôt préoccupé de leur rendre la liberté qu'ils croyaient à jamais perdue et, de concert avec eux, de fertiliser les terres dévastées par trois années d'affreux combats.

Aussitôt après, Vous avez réalisé ce miracle de faire acclamer un roi anglais par la population parisienne si impressionnable et naguère si mal disposée envers sa puissante voisine. Mais Votre grandeur d'âme a soudain effacé les méfiances séculaires et, grâce à Votre initiative, la Manche est devenue désormais le fleuve mitoyen qui ne sépare plus les deux frères celtiques, qui les réunit, au contraire, pour les œuvres de civilisation.

Sire, achevez ce grand ouvrage. L'alliance franco-russe avait annihilé les menaces de la Triplice, mais la paix qu'elle a procurée à l'Europe fut, il faut le reconnaître, une paix précaire, une paix armée imposant aux peuples un fardeau sans cesse renouvelé et presque aussi lourd qu'un état de guerre permanent.

L'union franco-anglaise rassure seulement le commerce maritime.

Quels bienfaits ne résulteraient pas, pour l'humanité tout entière, d'un accord qui réunirait les trois premières Puissances de l'univers, celles qui disposent, à toute heure, de toutes les forces modernes mises au service du droit, et leur permettrait de faire converger toute leur action vers un but de concorde et de justice.

Humble ouvrier de cette sublime et vaste entreprise, j'ose contribuer de ma petite pierre à l'édifice que Vous projetez d'élever ; j'apporte une fascine à la digue de granit que Votre Majesté s'est promise d'opposer au déchaînement des passions brutales.

En résumant l'histoire des relations anglo-russes, en montrant combien l'accord des deux grandes nations de l'Orient et de l'Occident de l'Europe, presque constant au cours de plusieurs siècles, a été salutaire au repos et à la libération du monde ; combien, au contraire, leurs différends passagers ont été fatals au bonheur de tous, je tâche de rappeler à l'opinion publique de tous les pays qu'elle se doit à elle-même de faciliter le succès des idées pacifiques de Nicolas II et d'Édouard VII.

De nos jours, Princes très illustres, les meilleures volontés impériales et royales sont méconnues et frappées parfois d'impuissance, si elles ne sont fortement appuyées sur ce levier nouveau mais irrésistible qu'est l'opinion publique.

Ce livre a été écrit dans le but de la préparer à recevoir sans étonnement et avec reconnaissance la nouvelle, aujourd'hui pressentie, que demain la Russie, l'Angleterre et la France ne formeront qu'un corps et qu'une âme, et que désormais les peuples pourront suivre avec sécurité le cours de leurs destinées, parce qu'une ère de tranquillité s'est levée sur le monde.

C'est pourquoi, Sires, je me flatte que vous ne me jugerez pas trop audacieux si je supplie Vos Majestés d'en accepter la dédicace et d'agréer l'hommage

De leur très humble serviteur,

N. Notovitch.

AVANT-PROPOS

Depuis qu'a été énoncé le projet, heureux entre tous, de réunir en un faisceau compact la France, la Russie et l'Angleterre, c'est-à-dire les trois grandes Puissances qui détiennent entre leurs mains les clefs du temple de Janus, la presse du monde entier, mais principalement celle de Russie et d'Angleterre, ont recherché les arguments qui pouvaient militer le mieux en faveur de sa réalisation.

L'idée a recueilli tout d'abord les meilleurs et les plus importants suffrages, mais, pour la faire accepter facilement de tous les esprits, on aurait voulu trouver dans l'histoire des arguments qui frappent l'imagination des peuples.

Or l'histoire générale, telle qu'on l'enseigne et telle que la plupart des hommes ont le loisir de l'apprendre, est sobre de renseignements détaillés relatifs aux incidents diplomatiques

qui toujours ont précédé, accompagné et suivi les grands événements.

On voit s'élever des guerres et se développer des campagnes militaires. On voit des nationalités s'éveiller et d'autres disparaître ; la géographie politique se modifier après chaque commotion ; des trônes s'effondrer et des gouvernements transformer leurs constitutions. On voit enfin des alliances entre peuples se nouer et se dénouer. Mais tout ceci n'est que l'histoire au grand jour, celle dont le moindre observateur peut noter, une à une, les diverses phases.

La diplomatie, qui depuis trois siècles est la principale conductrice de toutes ces péripéties, n'a pas l'habitude de livrer ses secrets à la curiosité de la foule, et les voies où elle a marché, où elle marche encore d'un pas lent et ferme, demeurent mystérieuses au regard du grand nombre.

Cependant il sera toujours bien difficile d'édifier un système vraiment rationnel de philosophie historique, si l'on ne dispose pas de ces éléments essentiels pour la connaissance des faits. C'est en fouillant attentivement dans les archives des Affaires étrangères que d'excel-

lents écrivains français ont su dégager tout récemment la moralité du règne extérieur de Louis XV et surtout celle de la guerre des Sept Ans. En outre, nous vivons à une époque où tous les peuples, participant plus ou moins aux responsabilités de leurs gouvernements, tiennent à être renseignés sur les actes et sur les gestes de ceux qui tiennent en main le pouvoir.

Un éminent conseiller de notre chancellerie, M. de Martens, s'est efforcé de satisfaire ce légitime désir en publiant l'historique complet des relations diplomatiques de la Russie avec chaque nation séparément, et ses très intéressantes révélations s'étendent depuis le jour lointain où fut organisé régulièrement notre service extérieur jusqu'au moment actuel.

Malheureusement et précisément parce qu'il est complet, le recueil de M. de Martens a acquis de trop vastes développements pour être mis facilement à la portée du grand public. C'est le réservoir où l'on puise à pleines mains les documents et les récits clairs et variés dont ces documents sont toujours fortifiés.

Usant de mon droit, j'y ai puisé et, m'aidant aussi d'autres ouvrages et de mes propres

recherches, longues et laborieuses, je présente un résumé de l'histoire diplomatique anglo-russe, depuis le règne d'Ivan IV jusqu'au vingtième siècle.

Tel qu'il est, je crois que sa lecture peut suppléer à de pénibles études; qu'il peut surtout contribuer à mener à bonne fin le projet de pacification caressé par les augustes souverains de Russie et d'Angleterre, si bien secondés, d'ailleurs, par les hommes d'État du gouvernement français.

La conclusion d'une alliance anglo-franco-russe serait ainsi la conséquence naturelle et logique d'une série de démarches poursuivies à travers les siècles avec des alternatives d'espérance et de désespérance de parvenir au but désiré. Ce serait l'étape définitive où concentreraient leurs forces combinées les trois nations les mieux faites pour s'entendre et pour imposer leur volonté au reste du monde.

L'heure est décisive, et à chaque homme de bonne volonté et jouissant d'un peu d'influence de diriger ses efforts vers une solution qui, de l'avis unanime, doit reculer indéfiniment le retour des sanglantes conflagrations.

Je ne me dissimule pas d'ailleurs que les

miens seront d'un bien médiocre effet, s'ils ne sont favorisés de l'adhésion de mes confrères les journalistes de Russie, d'Angleterre et de France.

Je m'adresse donc à eux avec instance et confiance, pour les prier de m'aider à vulgariser la pensée pacifique, chère aux deux plus grands potentats de la terre :

A la presse russe, je demande d'invoquer la tradition nationale et de songer aux intérêts supérieurs de la patrie;

A la presse anglaise, je demande de rappeler au peuple libre habitué aux libres discussions, qui la lit et la commente, que le drapeau de *Britannia* n'a jamais brillé sous un ciel plus pur que lorsqu'il a associé ses éclatantes couleurs à celles de l'étendard impérial des tsars;

Je demande enfin à la presse française d'éclairer l'opinion de la généreuse nation, d'achever de dissiper les derniers préjugés et les derniers malentendus, de montrer enfin que l'espoir des nobles revanches ne peut se maintenir dans les cœurs qu'à la condition de les étayer sur l'amitié des ennemis de leurs ennemis.

On observera peut-être que les arguments développés dans ce livre ne servent qu'à démon-

trer la nécessité d'une alliance anglo-russe et qu'ils n'envisagent pas suffisamment l'utilité d'une nouvelle Triplice.

Assurément, un ouvrage spécial, relatant à travers les âges les diverses phases des relations franco-russes, eût apporté son contingent de preuves historiques à l'appui du projet dont nous voulons tous être les protagonistes.

Mais à quoi bon! puisque l'alliance entre les deux Puissances continentales est un fait accompli depuis dix ans, et puisque l'entente cordiale entre la France et l'Angleterre est maintenant proclamée.

A quoi bon surtout puisque la France vient d'élire un président de la République qui tiendra à honneur, nous le savons et nous en avons pour garant la droiture de son caractère, les traditions diplomatiques à lui léguées par ses deux prédécesseurs, M. Félix Faure et M. Loubet!

En France — nous ne l'ignorons pas en Russie — le personnel gouvernemental change souvent, comme les décors sur le fond d'un théâtre, mais la scène reste la même, et nulle part la tradition n'y est plus ponctuellement obéie.

Quand M. Félix Faure a traduit enfin en acte indéchirable la réconciliation des deux

grands peuples, réconciliation qui était dans le cœur de l'un et de l'autre depuis la fin de la malheureuse guerre de Crimée, il n'a fait que mettre le sceau à un programme qui datait de Pierre le Grand et de Louis XV. M. Loubet n'a pas retranché une virgule à ce document à jamais historique, et les sept années paisibles de son passage aux affaires auraient confirmé, s'il eût été nécessaire, la validité du contrat. Il en sera certainement de même sous le septennat de M. Fallières, dont nous sommes heureux de saluer l'élection à la première magistrature de son pays.

Ce contrat a été fondé sur l'utilité commune; mais il était aussi le résultat presque fatal des sympathies mutuelles de deux races d'hommes qui s'aimaient sans se connaître et qui se sont irrévocablement dévoués les uns aux autres, aussitôt qu'ils ont pu s'embrasser.

LA RUSSIE

ET

L'ALLIANCE ANGLAISE

INTRODUCTION

LA MISSION DE LA RUSSIE

Le fils de Japhet, Mosoch, dont nous descendons tous, moscovites et russes, les uns par filiation directe, les autres par filiation d'adoption, a bâti sa demeure inviolable, qui porte toujours son nom, sur un rocher indestructible, et les fondements en sont si fortement enracinés dans notre sol sacré qu'ils défient à jamais l'injure du temps aussi bien que l'outrage de l'ennemi.

Il a choisi l'entablement de notre ville sainte au centre d'une plaine sans fin d'où l'œil puisse sonder le cercle immense de l'horizon et prévenir ainsi l'approche soudaine de l'envahisseur. Six mois durant, une glace consistante, revêtue elle-même d'un épais manteau de neige, couvre cette

plaine, entourant nos solides murailles d'une cuirasse naturelle contre laquelle se sont brisés et se briseraient encore les efforts les plus audacieux.

Moscou, tête superbe et vivante image de la patrie des nations du Nord, est située à mi-chemin des routes de l'Occident à l'Orient, de façon à plonger ses regards tantôt d'un côté et tantôt de l'autre, sans chercher à fasciner personne et sans se laisser fasciner par personne.

Admirablement placée, en effet, pour recevoir les échos du monde extérieur, elle a retenu ceux qui lui semblaient s'adapter le mieux à l'âme vibrante de ses enfants ; elle a rejeté impitoyablement ceux qui auraient pu en altérer l'harmonie. Si, souvent, elle a accepté des influences, elle n'en a jamais subi aucune.

Tous les progrès que Moscou et son peuple ont accomplis dans les branches si touffues et si variées de l'intelligence humaine, ou elle les a puisés dans son propre fond en restant toujours fidèle à elle-même, ou elle les a empruntés, par un choix libre et raisonné, aux deux civilisations qui l'environnent et qui, de temps immémorial, se disputent l'empire du monde.

Que les abstracteurs de quintessence, idéologues à courte vue, ne pâlissent donc plus sur la solution du problème qui consiste à décider si les

Russes sont asiatiques ou européens. Ils sont eux-mêmes et prétendent rester tels jusqu'à la consommation de l'humanité. Ce que voit d'eux l'étranger n'est que surface, et les investigations les plus patientes, les plus impartiales si l'on veut, ne parviendront jamais à pénétrer ce qui se passe dans les replis de l'âme slave. Asiatiques peut-être, par tempérament et par goût, nous sommes Européens par nos mœurs, notre religion, nos institutions, notre passion de la liberté. Mais ces goûts, ces mœurs, ces institutions ne sont qu'un vêtement imposé par le caprice de la mode ou les nécessités de circonstance. Celui-ci ne fait pas corps, Dieu merci, avec la statue animée qui garde ses formes et son irréductible vigueur. Elle peut s'en dépouiller, quand et comme il lui plaît, pour en revêtir de nouveaux, plus exactement appropriés à ses besoins momentanés.

Le père et le fondateur de notre race a su inspirer à ses enfants un violent amour de la terre qu'il leur a léguée en héritage. Ils se sont identifiés, pour ainsi dire, avec elle ; et qui viole une parcelle quelconque du sol que nous possédons, par droit de premiers occupants et, conséquemment, par droit divin, viole l'âme slave et commet contre la nation russe un crime inexpiable. L'amour de la patrie est, en effet, la caractéristique principale de notre peuple. C'est l'idée innée dans le cœur de

tout enfant qui vient au monde sur le territoire russe. C'est l'axiome indéniable sur lequel seront greffées toutes les vérités qui seront plus tard les fruits de l'éducation. Les philosophes dont je viens de parler seraient bien inspirés s'ils l'acceptaient comme point de départ de leurs études savantes sur l'âme slave dans le passé, dans le présent et, j'ose le leur prédire, dans l'avenir.

Ce sentiment de patriotisme est immense parce qu'il embrasse cinquante siècles de générations écoulées, toutes solidaires les unes des autres; immense encore par l'étendue des espaces que l'imagination, d'accord avec la réalité, découvre d'un coup d'œil. Car la patrie russe commence où finissent les glaces éternelles du pôle, et elle finit où commencent les chaleurs torrides du midi; elle s'élargit depuis l'océan Pacifique jusqu'à la Baltique. Elle renferme, en ses limites immesurées, le sixième des terres émergées du fond des abîmes. Jamais empire ne fut plus vaste, et nulle part les cœurs n'ont mieux battu à l'unisson dans la vastitude du globe !

Notre sentiment de patriotisme est également étroit parce qu'il est exclusif et absolu. Étroit comme l'idée d'obéissance du fils à son père, comme l'idée d'autorité du père sur son fils !

C'est le sentiment de l'immensité de notre patrie qui fait notre juste orgueil; c'est cette

étroitesse de notre amour pour elle qui fait notre force, qui a maintenu notre indépendance nationale dans le passé et qui la confirmera dans l'avenir.

Certes ce n'est jamais parmi nous que retentira, avec quelque chance ou quelque apparence de succès, le cri impie et blasphématoire qui trouble si fortement les consciences dans certaines contrées occidentales : plus de frontières! plus de patrie! Des bords glacés d'Arkangel jusqu'aux plaines brûlantes du Caucase une clameur unanime de réprobation s'élèverait de toutes les poitrines. Il ne serait pas même utile de faire appel à la justice régulière pour châtier le sacrilège et le traître; chaque Russe s'arrogerait le droit de l'exterminer.

*
* *

Il n'y a ni évolution ni révolution qui tienne. Toute nation est sujette à des crises intérieures et le peuple russe, pas plus qu'un autre, ne saurait être exempt de ces commotions civiles qui font douter parfois de la vérité des maximes morales les mieux établies, qui ébranlent, de la pierre fondamentale au faîte, l'édifice social qu'on supposait le mieux affermi. Notre histoire est féconde en événements tumultuaires, et aussi en usurpations

et changements de dynasties. Ces fléaux prouvent qu'aucune institution politique et aucune organisation administrative ne sont immuables. Les grondements actuels, dont les échos extérieurs ont si considérablement et, parfois, si partialement augmenté l'intensité, montrent également qu'il existe en Russie, comme partout, des utopistes, des âmes éprises de rêve ou, plus simplement des ambitieux, les uns et les autres désireux de modifier le système gouvernemental, de bouleverser de fond en comble l'économie de la législation, afin de conquérir un bien-être mieux réparti ou de parvenir à une somme supérieure de liberté. Je ne m'inquiéterai pas, au cours de cette étude, de ces émotions populaires, les considérant seulement comme un accident dans la vie de notre nation, accident qui ne ressemble en rien, du reste, à celui qui précipita du trône la dynastie de Rurick et provoqua l'avénement des Romanoff. En dépit des plus sombres pronostics, je demeure persuadé que la substance de la nation russe n'en sera altérée en aucune façon. Le peuple ne déviera pas d'une ligne dans la voie qui lui a été tracée et il la suivra fidèlement jusqu'à l'accomplissement parfait de la mission providentielle qui lui a été confiée.

Les révolutions chez nous peuvent être politiques; elles peuvent être sociales et dégénérer en luttes de classes comme au temps de Pougatcheff;

elles peuvent être religieuses et, par conséquent, impitoyables; elles peuvent même devenir militaires comme aux jours mauvais des strélitz; elles n'entameront jamais l'organe essentiel qui distribue le sang et la vie; elles resteront toujours des querelles familiales; en un mot, elles ne seront jamais cosmopolites.

*
* *

Ce qui explique, jusqu'à un certain point, ce qui justifie, ajouteront certains penseurs dont je ne veux point discuter les sophismes, les théories étranges de l'internationalisme qu'on entend professer tout haut dans les pays en apparence les plus civilisés, c'est que, presque partout ailleurs qu'en Russie, la patrie n'est guère qu'une expression géographique ou une coalition d'intérêts.

Je ne parlerai point de l'Autriche-Hongrie, manteau bigarré d'Arlequin, à qui le gouvernement ferme et paternel des Habsbourg a su donner une tournure élégante au point de faire parfois figure glorieuse dans le monde, et qui, sous toute autre domination, risquerait fort de craquer à toutes les coutures. Mais qui ne sait, qui ne voit que l'Allemagne proprement dite, celle qui s'exprime en idiome teuton, n'est qu'un assemblage de peuples aux multiples origines, comme l'in-

dique du reste l'étymologie de son nom : *all man* « tous hommes »? Route inévitable des hordes conquérantes qui s'avancèrent de l'Est à l'Ouest, au quatrième et cinquième siècles, à la recherche des terres fécondes et des cieux cléments, l'antique Germanie fut littéralement noyée sous le flot sans cesse renouvelé des barbares. Les autochtones, après avoir victorieusement résisté aux assauts répétés de Rome, ne purent tenir contre ces invasions torrentielles. Ils furent tous ou exterminés, ou réduits en servitude, ou rejetés dans les forêts alors impénétrables de la Poméranie et du Brandebourg. Les envahisseurs occupèrent toutes leurs terres, — non pas les plus forts et les plus vaillants, — mais la multitude des traînards qui n'eurent ni la persévérance ni le courage de poursuivre plus loin leur course échevelée, jusqu'aux riches pâturages des bords de l'Océan.

Ces résidus des races opiniâtres de l'Orient, de notre Orient à nous, s'établirent en maîtres au centre de l'Europe, transformé par leurs avant-postes en un véritable désert d'hommes et de cités. Dès lors la Germanie ne fut plus que l'Allemagne et les vertus d'Arminius plus que le souvenir héroïque et inutile d'un peuple disparu. Les nouveaux habitants fondèrent autant de sociétés régulières qu'ils comptaient de peuplades ou de tribus d'origine différente, chacun s'affiliant sui-

vant ses parentés ou ses affinités, morcelant le sol comme on partage un butin, subdivisant les intérêts au point de faire ressembler cette vaste contrée à un damier aux cases d'inégales dimensions et séparées les unes des autres soit par des obstacles naturels presque insurmontables, soit par de telles diversités de mœurs et de coutumes que chaque district restait nécessairement étranger à son voisin.

En effet, ces Sociétés n'ont jamais été rattachées entre elles que par la nécessité de conjurer le péril extérieur et par un langage commun dérivé du gothique.

Longtemps après les barbares, les Chevaliers teutoniques massacrèrent sur les bords de la Baltique les derniers Germains, dégénérés d'ailleurs de la vertu de leurs ancêtres par une existence pénible et un paganisme grossier. Ceux qui échappèrent aux Porte-glaives furent totalement transformés par une religion nouvelle. Leur langue même fut abolie. Des enfants d'Ambiorix il ne demeure en réalité rien, rien que la mémoire imprécise d'exploits fabuleux, des légendes nuageuses à l'aide desquelles les poètes modernes s'efforcent vainement d'étayer un idéal patriotique qui s'évanouit au souffle du plus léger examen.

Voilà l'histoire vraie, dont la vérité est corro-

borée par la lecture des annales allemandes authentiques. A n'importe quelle heure du passé que nous les consultions, nous voyons toujours qu'un particularisme jaloux, quelquefois farouche et sanguinaire, est la caractéristique principale de l'âme allemande aux multiples incarnations. Toujours l'Allemand a supporté avec répugnance, souvent avec révolte, le lien fédéral qui unit chaque principauté ou chaque république au pouvoir central constitué en vue de la défense commune.

C'est en vain que des hommes de génie ont essayé de façonner le bloc de cette masse confuse.

Charlemagne, Othon, Barberousse, Charles-Quint ont échoué à cette tâche surhumaine parce qu'elle est contre-naturelle. C'est en vain que d'autres l'entreprendraient, car le même esprit d'indocilité et de répulsion instinctive pour l'agglomération sous un commandement unique, règne dans toutes les âmes allemandes. Les Allemands du Sud savent qu'ils n'appartiennent pas aux familles des Allemands du Nord; ceux de l'Est comprennent qu'ils n'ont pas la manière de penser de ceux de l'Ouest. Qu'y a-t-il de commun, par exemple, entre le crâne d'un Esthonien et le cerveau d'un Badois?

*
* *

Si je sors de l'Allemagne pour pénétrer chez d'autres nations occidentales, assurément je rencontre des homogénéités politiques, gages de force sinon de durée, homogénéités aussi parfaites que celles qui reliaient entre eux, au moyen du ciment romain, les éléments hétéroclites qui composaient les monuments de l'antique architecture. Néanmoins je ne rencontre l'unité de race nulle part.

Les Anglais sont-ils bretons, celtes, romains, angles, saxons, normands? Quels agrégats de peuples divers ont constitué les nationalités espagnole ou italienne? Quel Français suffisamment renseigné pour soupçonner où furent les berceaux, où sont creusées les tombes de ses lointains ancêtres?

La France, pays béni du ciel, fut de tous temps, est encore l'objet des convoitises les plus ardentes. Toutes les races, toutes les tribus, toutes les familles s'y sont donné rendez-vous, semble-t-il, pour y bâtir de solides demeures. Mais ce ne sont point les liens sacrés de la consanguinité qui les contraignent à vivre côte à côte en bons voisins. Autant d'individus en France, autant de types différents. Autant de provinces, autant de peuples

d'origines diverses, formant la surface des populations mais n'en constituant pas le fond, car le mélange est partout infini. Les Normands passent pour Scandinaves, les Armoricains pour Bretons, les Poitevins pour Mongols comme les Écossais — *Picti*, *Pictavi*, — les Aquitains pour Vandales et Goths, les Bourguignons pour Alains et Burgondes, etc. Tous sont, en même temps, romains, celtes, gaulois, arabes et francs.

La France, en un mot, est le *compendium* de la race humaine le plus complet qui se trouve sur la terre. Si j'ose me servir d'une comparaison irrévérencieuse et triviale, c'est le pot-pourri où les ingrédients humains les plus disparates ont cuit au même soleil pour y composer un amalgame exquis, mais où le goût ne distingue plus aucun arome spécial, où l'œil ne perçoit plus aucune forme *sui generis*.

Je ne nie point, on le voit, que le mets ainsi présenté ne soit parfaitement savoureux; je ne conteste point que dans l'amas inanalysable des cerveaux et des cœurs qui synthétisent la nation française n'ait germé un idéal patriotique capable de se développer jusqu'au paroxysme et d'engendrer des miracles à certaines heures. La merveilleuse histoire de France, depuis Clovis jusqu'à nos jours, protesterait tout entière contre le doute émis à cet égard. Cependant je crois ne manquer

ni à l'admiration ni à la sympathie ardente que je professe pour la France, en affirmant que le patriotisme français ne fut jamais qu'une exaltation passagère dictée par les circonstances ; qu'il n'est pas une floraison naturelle et constante ; qu'il n'est pas indispensable à l'existence et au progrès rationnel des races diverses qui séjournent et prospèrent sur le territoire qui s'étend du Rhin à l'Océan, de la mer du Nord à la Méditerranée. Ainsi l'on voit, à travers les siècles, plusieurs provinces, la Bretagne, la Gascogne, la Flandre, l'Alsace, tantôt détachées de la métropole parisienne, tantôt y rattachées et vivre toujours, sans inconvénients notoires, de leur vie propre, sous n'importe quelle domination.

Cette remarque est si juste que, pour exprimer le sentiment de la patrie et pour le définir, les partisans les plus zélés de l'union indissoluble entre tous les Français ont recours à des métaphores littéraires, au lieu d'en imposer la pratique comme l'accomplissement d'un devoir absolu résultant d'un commandement divin.

La patrie, dit un de leurs poètes :

..... La patrie est le lieu
Où l'on aima sa mère, où l'on connut son Dieu,
Où naissent les enfants dans la chaste demeure,
Où sont tous les tombeaux des êtres que l'on pleure.

Rien n'est plus juste et on trouverait difficile-

ment ailleurs pensée plus délicate plus délicatement rendue. Et pourtant, au regard du penseur, il est incontestable que la définition est incomplète en ce sens qu'elle n'indique pas l'origine du beau mot de patrie, à l'énoncé duquel les haines particulières s'apaisent, les jalousies s'évanouissent, les poitrines des citoyens se tendent, les soldats se serrent coude à coude et les fusils partent tout seuls dans la main de chacun pour la protection de tous.

Sans doute la patrie française est le lieu « où reposent les êtres qu'on pleure, où naissent les enfants, où l'on aima sa mère »; mais, à la bien considérer, cette patrie n'est que la terre où se sont produits des événements joyeux ou douloureux, personnels et relativement récents. A tout prendre, ce n'est que l'amour du sol où se sont solidarisées de nombreuses affections, où se sont coalisés des intérêts compliqués.

Des écrivains modernes, à peine ensevelis ou encore contemporains, Renan, Michelet, Victor Hugo, Coppée, ont également publié des pages sublimes ou des vers d'une belle envolée où est exalté le sentiment patriotique, où l'on voit ce qu'il a de grand en lui-même et de nécessaire comme pratique de vertu sociale. Mais c'est toujours l'amour du sol natal qui est le *leit-motiv* de ces inspirations.

En aucune page de la littérature française on ne découvre l'image de la patrie parfaite, de la patrie sans défaut, si j'ose dire, symbolisée et concrétée dans le souvenir du premier père, à la mémoire duquel ses descendants doivent toujours obéissance et respect, par la vertu duquel ils doivent rester unis comme des enfants habitant encore sous son toit.

*
* *

C'est cette patrie qu'honorent les fils d'Israël, où chaque individu, grâce aux livres généalogiques exactement tenus, remonte sans peine au père de sa race, à la souche commune. C'est l'attachement violent à cette patrie, expression d'un sentiment naturel où n'entre rien de factice, qui permet au plus pauvre des juifs d'appeler le plus riche « mon frère! »; à celui qui a planté sa tente aux antipodes de se sentir voisin de celui qui a bâti son palais sous le nadir opposé. C'est enfin cette solidarité familiale universelle, la plus forte des associations, qui leur donne les moyens de braver les dispersions, le courage de défier les persécutions et — si petit que soit leur nombre — la joie de traiter d'égal à égal avec les Puissances qui semblent les plus formidables. C'est aussi cette patrie qui doit réunir tous les Russes dans un

effort irrésistible, soit pour solutionner les difficultés intérieures au mieux des intérêts de tous et de chacun, soit pour repousser victorieusement l'assaut et dédaigneusement les prétentions d'un arrogant ennemi.

Que les Russes se persuadent bien, en effet, qu'ils ne sont pas seulement une nation, qu'ils sont, avant tout une race, et ils resteront inexpugnables dans l'avenir aussi bien que dans le passé. Qu'on leur enseigne nos annales lointaines, dont l'étude fut trop longtemps délaissée, et ils y verront qu'en dépit des vicissitudes de la fortune et des hasards des combats, ils ont pu être quelquefois battus, que jamais ils n'ont été vaincus, que l'indépendance et la gloire furent constamment le prix de leur persévérance et de leur union.

Tandis que le reste du monde se taisait « en présence d'Alexandre de Macédoine »; tandis que les Romains promenaient partout leur épée meurtrière, anéantissant, les unes après les autres, les nationalités, et, par un abject esclavage, dégradaient les vaincus au-dessous des bêtes de somme, ceux qu'on appelait alors les hyperboréens narguaient les orgueilleux maîtres de la terre. Aucun ancêtre de Russe n'a porté les chaînes avilissantes de la servitude. Seule peut-être, de toutes les races humaines, notre race s'est conservée pure de cette souillure. C'est des bords de nos grands fleuves et

des rivages de nos grandes mers que sont partis, au contraire, les vengeurs de l'humanité outragée. Ce sont nos pères qui ont châtié les Romains et c'est nous qui protégeons encore les Grecs.

Plus tard, quand l'inondation des hordes touraniennes menaça d'éteindre à jamais le flambeau de la civilisation chrétienne, qui a opposé la barrière infranchissable aux fureurs des *spurcissimæ gentes?* qui a préservé l'Europe de la barbarie ou de l'extermination totale? La Russie! La Russie et la Pologne, c'est-à-dire la race slave représentée par la branche aînée et par la branche cadette! La Russie perdit, il est vrai, dans cette lutte gigantesque, trois siècles des progrès laborieusement acquis depuis le grand Vladimir jusqu'au grand Iaroslaw. L'Occident, sauvé par elle, l'oublia, la considérant comme ensevelie désormais dans le *pandemonium* asiatique. Cependant les multitudes armées de Gengis-Khan et de Koublaï-Khan n'avaient fait que passer sur nos steppes comme un raz de marée sur une province où la vague dévaste les œuvres des hommes sans bouleverser le fond des héritages. La nationalité russe était sortie indemne de la tourmente. Moscou, la cité sainte, Kiew, la capitale politique, n'avaient pas été contaminées par le contact du Mongol victorieux. La Russie, écrasée, abandonnée de ses frères chrétiens, n'espéra plus qu'en elle-même. Elle se

recueillit, consciente du devoir accompli. Elle attendait patiemment et sûrement l'heure de prendre une éclatante revanche sur les rigueurs de la destinée et sur la cruauté des Tartares. Cette revanche, elle l'a prise sous Ivan IV, sous Pierre Ier et sous Catherine II. Désormais, elle en recherche une autre, elle l'aura. Ce n'est plus même, comme dans le passé, affaire de temps. Il suffira, à bref délai, d'un rappel d'énergie

*
* *

Qui donc a valu à la nation russe ce privilège presque unique dans le genre humain, cette vertu de conservation à travers les siècles, cette faculté de se retrouver identique à elle-même et toujours sur le même territoire après les périodes d'anarchie les plus sombres, après les guerres étrangères les plus malheureuses?

C'est évidemment l'instinct de sa force, instinct qui dérive du caractère opiniâtre et demi-fataliste, je veux dire incorrigiblement optimiste de ses enfants. C'est surtout le sentiment de solidarité intime qui unit entre eux, sur des milliards d'hectares, les descendants de Ross, de Mosoch et de Tobol, ces trois frères aussi inséparables que les douze tribus d'Israël.

Il est devenu de mode, parmi nos détracteurs, de contester l'unité de la race russe que je pose ici comme le *palladium* de notre nationalité, le gage et le point d'appui de notre réorganisation. Les ethnologistes, qui font de la généalogie par approximation et par analogie, s'évertuent, depuis quelque temps, à persuader le public européen que l'empire russe serait, comme celui d'Autriche-Hongrie, une mosaïque de cent peuples divers retenus entre eux par les chaînes pesantes de l'autocratie. Ils jurent que ces peuples supportent avec impatience non seulement un joug oppresseur, mais encore des voisinages qui leur sont odieux. De là à conclure à l'écroulement prochain de ce *Capharnaüm* il n'y a qu'un pas, on le voit, et ce pas a été déjà franchi par plusieurs gazettes occidentales. Elles prévoient, en effet, une Russie disloquée et, à la place du géant à la puissante ossature, une infinité de petits nains anémiques mais homogènes dans leur substance. Tel un soleil sur la face duquel les astronomes auraient discerné des taches creusées par une tempête superficielle et auquel ils intimeraient l'ordre d'obéir à la force centrifuge et de se morceler en une infinité de sphères sans éclat, de façon à ne former dorénavant qu'une nébuleuse indécise. Tel encore un superbe palais auquel on conseillerait de mettre le feu pour en détruire les souris et les rats.

Nous vivons malheureusement à une époque où il ne faut point négliger les assertions les plus audacieuses et les plus manifestement contraires à l'évidence des choses.

Il convient donc de répondre, ou plutôt de rappeler, que la Russie compte environ 140 millions d'habitants. Sur ces 140 millions, 120 au moins appartiennent à la race slave, étant sibériens, russes, moscovites, petits-russiens et polonais, ces derniers figurant à peine pour un total de 15 millions. Les 20 millions d'êtres humains qui, tout en vivant sous nos lois tutélaires, peuvent passer pour étrangers à notre race, sont Arméniens ou Turkomans. Nous les avons agrégés comme les israélites avaient incorporé les gabaonites; nous ne les avons pas subjugués comme les Prussiens ont asservi les Posnaniens. Nous les avons rachetés, délivrant les Arméniens, qui ne connaissent plus l'autonomie depuis 2,000 ans, du massacre périodique des Turcs, des Kurdes et des Kalmoucks; libérant les Turkomans de leur propre barbarie endémique.

A-t-on jamais reproché à un riche propriétaire de faire la police dans les forêts de ses voisins quand ceux-ci, ou sont incapables d'en exterminer les bêtes féroces ou, par calcul, les entretiennent à proximité des domaines d'autrui? Reproche-t-on aux Français d'empêcher les nègres d'Afrique de

se manger entre eux ou d'être mangés par les Dahoméens?

Je crois qu'il est utile de maintenir la vérité intégrale sur ces points, les considérant comme essentiels. On aura beau dire et beau ratiociner, le peuple russe est un, depuis la mer de Kara jusqu'aux pieds du Caucase, depuis le Kamstchatka jusqu'aux bords du Niemen et de la Vistule. A défaut de preuves historiques et irréfutables, la physionomie identique de tous mes compatriotes, leur *habitus corporis* donneraient au fait une éclatante confirmation, et l'on sait que cet argument est péremptoire au point de vue ethnologique.

Quoi de plus dissemblable qu'un Normand d'un Provençal, tous deux français et distants l'un de l'autre de 800 verstes à peine? Quoi de plus pareil qu'un habitant d'Odessa et un natif d'Arkangel, tous deux russes et séparés par un espace de plus de mille lieues? C'est donc qu'ils sont frères de sang, issus du même père. La beauté de l'un, la laideur de l'autre ne font rien à la chose. Dans une famille, même peu nombreuse, on rencontre souvent des individus qui pourraient poser les uns pour Apollon, les autres pour Thersite. N'importe! ils se ressemblent comme une caricature bien faite à un beau modèle. Chez le premier comme chez le second le dessin de l'âme transparaît sur les

traits, l'ombre du père se réflète dans un éclair du regard.

J'ai appuyé un peu longuement peut-être sur cette question, désireux de convaincre les étrangers qu'ils entreprennent une tâche impossible en essayant de désunir ceux dont l'union indissoluble est cimentée par le sang. Les malveillants peuvent réussir à jeter le trouble dans une famille; ils peuvent exaspérer les passions intimes jusqu'au fratricide; ils ne réussiraient jamais à déterminer même les plus pervers d'entre les caïnites à détruire la maison paternelle et à s'ensevelir sous ses ruines, pour le bénéfice ou le plaisir d'un étranger convoiteux; à plus forte raison ils ne parviendront pas à persuader le fratricide et le suicide aux enfants d'Abel et de Japhet.

Je désire aussi que ma démonstration convainque certains de mes compatriotes égarés que ce serait une impiété de profiter de circonstances difficultueuses pour faire valoir, avec trop d'acrimonie, des griefs qui, par ailleurs, pourraient paraître justifiés.

Je crois qu'il suffirait de renseigner les masses populaires russes sur leurs origines, sur la haute mission qui leur est confiée, sur le but à atteindre, pour rajeunir leur foi patriotique et les décider à renouveler le pacte social sous l'égide du pouvoir protecteur qui, sous des noms divers et avec des

formules différentes suivant les besoins changeants, a toujours heureusement dirigé et réglé les aspirations de la nation russe vers l'idéal qui lui est propre.

*
* *

J'espère bien qu'on n'interprétera pas ce rappel au loyalisme comme un acte de courtisanerie envers ceux dont l'omnipotence semblait naguère dédaigner les orages. Alors qu'une flatterie outrée et souvent intéressée avait nimbé leurs fronts d'une auréole tellement éblouissante que les simples mortels ne pouvaient la fixer sans en être aveuglés; alors que leurs trônes étaient dressés sur des hauteurs tellement vertigineuses que les meilleurs d'entre eux ne pouvaient plus considérer leurs sujets autrement que comme un troupeau prosterné dans la crainte et l'adoration muette, j'ai bravé hautement ceux de leurs ministres qui abusaient de la condescendante bonté du Maître pour lui souffler de funestes conseils. J'ai payé ces actes de franchise de ma liberté. La déportation sans jugement, un long exil ont été la récompense de ma clairvoyance et de mon ardeur patriotique.

Cependant, je n'ai jamais désespéré de la cause que j'avais entrepris de défendre à mes risques et périls, car c'était la cause de la liberté russe à l'in-

térieur et de la parfaite indépendance nationale à l'extérieur.

Aujourd'hui que les événements démontrent, une fois de plus, que la foudre peut remonter et menacer l'aigle dans son aire, je n'hésite pas à pousser un nouveau cri d'alarme. J'avertis hautement mes compatriotes, entichés d'un libéralisme mal entendu, qu'on ferait fausse route en détruisant, en amoindrissant même dans son essence le principe sacré de l'autocratie.

Notre autocratie n'est pas, en effet, celle qu'ont définie certains sociologues mal renseignés et dont ils ont fait une sorte d'épouvantail aux yeux des autres nations vouées à la licence et au désordre. Rien ne ressemble moins au despotisme, au sens grec ou césarien, que l'autocratie russe. C'est, au contraire, l'organisation du pouvoir patriarcal la plus parfaite que les hommes aient connue. C'est la base nécessaire et c'est le couronnement indispensable de toute notre doctrine politique. C'est, par excellence, l'institution intangible, non seulement parce qu'elle est sanctionnée par la religion, mais surtout parce que la nation russe ne pourrait pas progresser normalement sans elle; parce que, en dehors d'elle, il n'y a plus rien chez nous, rien que le chaos ou l'usurpation tyrannique.

A toutes les périodes de notre histoire l'autocratie a concentré la vie du peuple. Aucun batte-

ment de cœur de celui-ci qui n'ait eu sa répercussion dans le cerveau de son chef naturel ou mieux, comme nous le disons affectueusement, de son père.

Il me paraît sincèrement qu'il serait aussi difficile au peuple russe de respirer et de se mouvoir sans l'autocratie qu'à un individu de vivre décapité.

On parle de modérer sa puissance sous prétexte qu'elle engendre des abus. Mais quel gouvernement, quelle institution humaine n'est pas féconde en abus, pour peu que ceux qui en ont le maniement ne soient pas animés d'intentions droites et ne soient pas doués d'une intelligence impeccable? Est-ce que les gouvernements constitutionnels, parlementaires, oligarchiques, républicains, démocratiques ont mis toujours les peuples à l'abri de la tyrannie et de l'anarchie, plus et mieux que le pouvoir monarchique le plus absolu? Si je voulais consulter l'histoire, elle abonderait en exemples du contraire. Le pouvoir anonyme de la Convention française a été atroce. Henri VIII d'Angleterre, Christian II de Danemark, Néron, Domitien étaient flanqués de parlements soi-disant modérateurs de la volonté souveraine. Est-ce que ces monstres ont trouvé parmi les soi-disant élus du peuple quelque homme de courage qui ait mis un frein à leurs caprices monstrueux? Loin de là, ils s'en sont fait

les complices. Ils ont même renchéri sur les fantaisies sanguinaires des maîtres, sûrs ainsi de se ménager leur bienveillance et satisfaits d'échapper, en même temps,aux responsabilités.

Je rappelle ces faits, présents d'ailleurs à la mémoire de tous, pour mettre en garde des enthousiasmes prématurés auxquels pourraient succéder plus tard d'amères déceptions, non pour critiquer, en quoi que ce soit, les récentes mesures politiques dont il est permis, au contraire, d'augurer le plus grand bien.

*
* *

Quand des fléaux imprévus s'abattent sur une maison, il est naturel, il est juste que le père de famille consulte ses enfants parvenus à la majorité, afin d'étudier ensemble les moyens de les réparer et d'en conjurer les conséquences. C'est ce que vient de faire l'Empereur Nicolas II, avec une sûreté de vues et un désintéressement personnel dont l'histoire offre bien peu d'exemples. Aux grands maux il a résolu d'appliquer les grands remèdes, et il en a puisé la notion dans la parfaite connaissance du passé de sa Maison et de l'histoire de son peuple. La convocation d'une assemblée nationale n'est pas, en effet, une innovation dans le

gouvernement russe ni dans celui, du reste, d'aucune autre nation.

Les nations occidentales renforcèrent le pouvoir royal à la suite de la réforme de Luther et de Calvin, ces moines révoltés ayant semé des ferments de révolte dans le cœur de tous les hommes, et la nécessité d'obvier aux dangers de l'anarchie étant manifeste. Les princes, dès lors, cessèrent peu à peu de convoquer les États Généraux. Cependant la Russie, qui n'avait pas été contaminée par le fléau et maintenait son unité religieuse et sociale, continuait à se gouverner avec ses *Doumas*, sous la direction de son Tsar autocratique. Quand Pierre le Grand entreprit de régénérer son peuple, il jeta les yeux sur les pays dont il désirait s'assimiler la civilisation. En France, en Allemagne, en Italie, partout il vit l'absolutisme régnant en maître et produisant d'ailleurs de merveilleux effets de gloire et de bien-être universel, car le dix-septième siècle, sous son aspect général, est peut-être le plus beau de l'humanité. Notre grand homme comprit l'importance d'un pareil système pour l'application rapide de ses grandes idées. Ce système lui permettait de réaliser promptement chaque conception de son génie. Pierre Ier se fit monarque absolu.

Cette dérogation aux vieux usages nationaux fut-elle heureuse ou funeste en soi? La solution de cette question est du domaine de la métaphysique.

Ne considérons, quant à nous, que les résultats et ne nous plaignons pas. L'absolutisme de Pierre le Grand a donné à la Russie et au monde son règne d'abord, ceux de la grande Catherine, d'Alexandre Ier et d'Alexandre II ensuite. N'est-ce pas assez pour justifier l'innovation ?

Mais l'expérience est finie. Elle a produit tous les fruits qu'on pouvait en attendre : les bons et les mauvais : les bons puisque la Russie est entrée, grâce à elle, en pleine voie de ses développements économiques et militaires ; les mauvais puisque la centralisation, condition essentielle de l'existence de l'absolutisme, a donné naissance à une bureaucratie ruineuse et trop souvent dénuée de scrupules, sans parler de l'arbitraire odieux de la haute administration.

Nicolas II revient hardiment en arrière. Il reprend la tradition au point exact où elle fut interrompue il y a deux siècles. Il a daigné le reconnaître lui-même en recevant la députation des *Zemstvos*. Son nom mérite d'être loué à jamais pour cet acte de courage. La netteté avec laquelle il vient de tracer les devoirs et de délimiter les droits des élus du peuple est une preuve de l'élévation de son âme et de la clarté de son intelligence.

Que ne doit-on pas espérer de l'ère nouvelle inaugurée sous des auspices si favorables ? D'une part, abnégation parfaite d'un potentat qui impose

silence aux conseils de la violence pour n'écouter que la voix de la douceur, pensant avec raison que la pacification des esprits obtenue par la force laisse des souvenirs amers autant dans le cœur de celui qui l'emploie que dans l'âme de ceux qui la subissent ; d'autre part, apaisement progressif des tumultes provoqués par des malentendus que la libre discussion expliquera facilement et dissipera bientôt.

En se rapprochant spontanément de ses sujets, Nicolas II a plus fait pour accroître leur amour et pour assurer à jamais la durée de sa dynastie que les plus illustres de ses prédécesseurs par leurs victoires et leurs bienfaits. Je dis « spontanément », car la charte du 19/6 août 1905 a été octroyée, elle n'a pas été imposée ; elle est comme le cri de ralliement au milieu de la tempête, poussé par le roi des aigles à ses compagnons dispersés et errant à l'aventure.

Aussi voyez comme ce cri a été entendu et comme aux angoisses des premières heures, à la désespérance générale a succédé bien vite la confiance universelle.

Le peuple russe est reconnaissant à son chef de s'être résolu à détruire jusque dans sa racine la gangrène bureaucratique et de s'être fié à ses loyaux sujets pour l'aider à mener à bien cette tâche si difficile et si délicate. Il le remercie sur-

tout d'avoir osé proclamer que la liberté individuelle, prise dans sa plus large acception, n'est point incompatible avec le maintien intégral du principe autocratique. Grâce à son heureuse initiative, on va voir, on voit déjà que ce principe doit rester le pivot inarrachable autour duquel se meuvent toutes nos institutions secondaires, comme les étoiles et les planètes autour du soleil toujours fixe et toujours inaccessible. Loin de diminuer l'autorité du Tsar, la collaboration du peuple, dans l'avenir comme dans les premiers siècles de notre monarchie, ne fera que lui imprimer un caractère plus vraiment national. Ainsi, la convocation des évêques catholiques en concile renforce, au lieu de l'amoindrir, l'infaillibilité dogmatique du pontife romain.

*
* *

Je viens de parler en Russe. Ceux qui, au rebours des intérêts sainement compris de notre nation, n'apercevraient pas les inconvénients graves d'une diminution réelle du pouvoir autocratique de l'empereur; ceux qui pensent qu'il peut ne pas rester le juge en dernier ressort de toutes les questions concernant l'empire, tant intérieures qu'extérieures, feront bien de considérer quels sont les conseillers qui soufflent ce conseil.

Qu'est venu faire Guillaume II à Bjoerke? Étonner le monde? Le monde n'est plus étonné par ses démonstrations; elles sont trop. Ses coups de théâtre ne produisent plus d'effet sur les imaginations. Proposer à l'empereur son alliance contre l'invasion jaune? Mais si l'histoire de la guerre japonaise et surtout celle de sa déclaration sont jamais consciencieusement écrites, avec documents à l'appui, on verrait peut-être que les intrigues allemandes n'ont pas été complètement étrangères à nos désastres. Ce qui est acquis déjà, c'est que les sujets allemands ont été, comme tant d'autres du reste, les fournisseurs actifs et rétribués des armées du mikado. Ils les ont approvisionnées en armes, en argent, en vivres, et tout cela cyniquement, tout en nous faisant des protestations d'amitié, profitant de nos heures de désarroi pour violer les lois de la neutralité et contribuer, autant qu'il était en eux, à notre écrasement. Mais nous sommes loin d'être écrasés par l'adversaire extérieur.

Guillaume a-t-il cherché à persuader à notre souverain qu'on ne dompte l'émeute qu'avec les mitrailleuses, et lui a-t-il suggéré de noyer dans le sang tous les mécontentements, dont quelques-uns sont légitimes? Mais notre souverain n'a pas l'âme des Hohenzollern. Qu'un Hohenzollern broie sans pitié les peuples captifs sous le sabre

prussien; qu'il fasse fouetter en masse les écoliers de Posnanie pour leur apprendre à chanter ses louanges, et aussi les mères de ces malheureux enfants, Nicolas II sait bien qu'avec de tels procédés on ensemence la haine, et que la haine se résout tôt ou tard en pluie de vengeances. Dieu merci, les Russes émeutiers ne sont pas des captifs qui cherchent à briser leurs fers; ce sont des idéalistes et des rêveurs qu'on ne ramène pas en les massacrant. Nicolas II n'a demandé à la répression que ce qu'il en fallait strictement pour la protection des honnêtes gens menacés dans leurs vies et dans leurs biens; pour le surplus, il a mieux aimé s'entendre directement avec tous ses enfants.

Guillaume II s'est donc trompé s'il a cru qu'il affaiblirait la Russie en contribuant à déchaîner la guerre intestine, en la transformant, pour une période de temps illimitée, en une infinité de champs de batailles civils; après quoi l'autocratie, finalement victorieuse, se travestirait elle-même en tyrannie odieuse au dedans et impuissante au dehors.

Déçu dans ses espérances de perpétuer nos troubles publics, Guillaume II a-t-il entretenu le Tsar des projets gigantesques qui hantent son âme mi-chevaleresque et mi-prudhommesque? A-t-il fait miroiter aux regards qu'il tentait d'éblouir la

revanche des revers sur le Pacifique à prendre sur la presqu'île de l'Inde ? Il se trompe encore sur ce point, car ni le Tsar, ni le peuple russe ne consentiront jamais à se faire de ce côté les pionniers des ambitions du Kaiser. Et ici j'ouvre une parenthèse pour exposer quel est le programme mondial de l'Allemagne, ce qui m'amènera tout naturellement à dire quelle est, selon moi, la mission de la Russie et quels moyens elle doit employer pour la remplir fidèlement.

*
* *

Ce n'est un mystère pour personne que l'empereur allemand rêve, depuis son enfance, de surpasser, par ses grandes actions, tous les héros ayant laissé un nom éclatant dans la mémoire des hommes : Napoléon, Alexandre de Macédoine, le fabuleux Sésostris seraient ses modèles, s'il consentait toutefois à en choisir quelques-uns, et s'il ne se persuadait que son génie les résume tous. On lui a prêté dernièrement cette parole extraordinaire : « Il n'y a plus que deux personnages dignes d'attirer l'attention des intelligences : Dieu au ciel et moi sur la terre ! »

Comme ses actes sont loin de répondre encore à la haute conception qu'il s'est faite de sa valeur,

que son règne s'allonge sans être marqué de traits vraiment saillants ; que l'âge vient, en un mot, et, avec l'âge, les difficultés croissantes de réaliser les vastes espoirs de l'adolescence, il semble bien qu'il veuille maintenant brusquer les choses et donner le signal du branle-bas universel.

Être l'arbitre de l'Europe centrale comme Alexandre le fut de la Grèce avant d'engager la guerre contre l'Asie, voilà évidemment la première partie de son programme. Mais, pour devenir cet arbitre et ce généralissime, deux obstacles se dressent devant lui : la puissance militaire de la France et la puissance maritime de l'Angleterre. Alors, Guillaume n'hésite pas, en vue de les réduire sinon de les annihiler, à se servir de procédés peu dignes d'un grand caractère. Il bluffe. Il adresse à la France une provocation insolente à Tanger, une provocation puérile à l'Angleterre en faisant mine de fermer l'accès de la Baltique. Ignore-t-il donc que le rachat des péages des détroits de la mer du Nord est un contrat international et vieux de plus d'un demi-siècle ; qu'on ne déchire pas un contrat sans l'adhésion de tous les signataires ?

Quoi qu'il en soit, le sang-froid inattendu de la nation française et la souplesse diplomatique des hommes d'État de Paris ont déjà déjoué la provocation marocaine. Le bon sens patriotique de notre

empereur et sa loyauté, qui n'a pas voulu se prêter à une violation du droit des gens, ont fait échouer l'attentat maritime qui n'avait pu être conçu que par un pirate de grande envergure. Fermer la Baltique en temps de paix pour en rendre l'accès impossible en temps de guerre, c'était évidemment prévoir une guerre de l'Allemagne contre la France ou l'Angleterre, ou bien contre ces deux Puissances à la fois. Toutes les côtes allemandes que baignent cette mer auraient été préservées de l'insulte ennemie, avec la complicité obligatoire de la Russie, qui n'aurait retiré aucun profit de cette assistance forcée. D'autre part, en cas de guerre de l'Allemagne contre la Russie, nos côtes finlandaises, privées de l'appui de notre flotte démantelée, auraient été à la merci des flottes allemandes auxquelles se seraient jointes sans doute les escadres suédoises. Le piège était tellement grossier que je ne sais s'il y a lieu de féliciter notre souverain de n'y être point tombé. Nicolas II a bien consenti à déjeuner sur un yacht avec son cousin Guillaume de Hohenzollern, mais il n'a pas eu d'entrevue politique avec le kaiser, en vue de lui prêter la main au guet-apens qu'aurait été la fermeture de la Baltique. Du reste, la promenade triomphale des majestueux cuirassés britanniques en vue de Stettin, de Dantzig et de Kœnigsberg démontre le cas

qu'on a fait à Londres de sa rodomontade.

De tout cela il résulte que Guillaume n'est pas du tout prêt à réaliser à son profit l'hégémonie de l'Europe occidentale. La France patiente et résiste; l'Angleterre raille. Il lui faudrait vivre plus qu'une vie humaine pour forcer ou tourner ces obstacles.

Alors, il intervertit l'ordre de son programme. La première partie passe désormais au second rang de l'exécution et la seconde au premier. Guillaume n'a plus d'yeux que pour l'immense Orient, qui fut témoin de tant de luttes, où les grands héros historiques et poétiques ont cueilli les plus beaux lauriers.

Il sait comment on démembrera l'Autriche et comment, en vertu même de ce démembrement, l'Allemagne touchera aux frontières de l'empire turc, c'est-à-dire au Bosphore et, de là, à l'Asie Mineure. Dès le début de son règne il prépare cette épique chevauchée. Il s'est fait l'ami intime du sultan rouge. Si cette amitié est simulée, elle confine à la trahison; si elle est sincère, elle procède d'un sentiment antichrétien. Grâce à cette intimité, toutefois, Guillaume a maintenant acquis la place prépondérante dans l'empire musulman. En Macédoine, en Albanie, à Constantinople, en Asie Mineure, en Palestine surtout, on ne rencontre que des Allemands. Et ils ont partout le

verbe haut, comme des invités qui abusent de l'hospitalité ou comme des héritiers désignés qui visitent les terres qui seront à eux après la mort du maître. La concession du chemin de fer de Bagdad leur ouvre toutes grandes les portes de l'Inde par le golfe Persique. Survienne l'incident prochain qui permettra de jeter sur le tapis les problèmes ardus qui agitent tout le vieux monde, et l'armée teutonique sera mise en mouvement sur la route qui mène au Gange. Que l'empire turc laisse libre passage ou que, mieux renseigné sur les conséquences de son amitié avec le giaour de Berlin, le sultan tente une vaine résistance, peu importe; ce serait le signal du bouleversement universel dont le résultat final serait le déplacement de l'axe du monde.

Le seul obstacle sérieux à cette catastrophe serait évidemment la Russie dont, la nombreuse armée, maintenant mobilisée et aguerrie, aurait bien vite fait de contraindre le successeur de Barberousse à rebrousser chemin avant d'avoir atteint le Cydnus.

C'est parce que Guillaume redoute de trouver en nous des adversaires résolus qu'il cherchera sans doute, par de fallacieuses promesses, à nous transformer en auxiliaires de ses desseins aventureux. Il nous proposera peut-être d'opérer une diversion au sud de l'Afghanistan, tandis qu'il

dirigerait ses transports vers les embouchures de l'Indus. Mais devons-nous nous prêter à cette fantaisie?

*
* *

La mission de la Russie — et c'est là où je voulais en venir — est une mission de paix. La Russie a terminé son pré carré par la conquête de Bouckara, de Khiva et de Merv. Ses frontières naturelles sont atteintes et affermies à tous les points de l'horizon. Elle n'a que faire de conquêtes nouvelles. Elle n'a pas besoin de butin, si grosse que soit la part que lui promettrait un allié peu sûr. Alexandre II a clos l'ère des guerres d'expansion. La Russie ne doit faire désormais que des guerres strictement défensives, comme celle qu'elle vient de soutenir, quitte à ne plus se laisser surprendre par la soudaineté et la félonie de l'attaque, et à se ménager des amis loyaux, en cas d'une nouvelle agression, d'où qu'elle vienne dans l'avenir.

Alexandre III, dès son avènement, a compris admirablement que le monarque de cent quarante millions de Russes n'avait pas été institué par Dieu pour conduire à la boucherie ses sujets valides, mais pour s'occuper exclusivement de leurs intérêts matériels et moraux. Trop longtemps notre diplomatie a vécu des intérêts de l'Europe et

trop longtemps elle s'est laissé traîner à la remorque de Bismarck et des empereurs germaniques. Assez! Je ne saurais assez le répéter : nous sommes un peuple et une race. Abstraction faite des grandes questions sociologiques devant lesquelles nul homme ne doit rester indifférent, nous n'avons rien de commun avec la politique compliquée de nos immédiats voisins de l'ouest. Ce n'est pas notre faute si leur population étouffe à l'étroit sur un territoire peu fertile. Ce n'est pas à nous à leur ouvrir l'accès de terres plus fécondes et plus vastes, ni à les aider à repousser leurs agresseurs, comme nous l'avons fait en 1807 et en 1813. Jouer ce rôle, c'est faire métier de dupes. Voilà deux cents ans que cela dure et c'est vraiment long, car cela nous a énormément coûté et ne nous a jamais rien rapporté. La politique russe, depuis la mort de Pierre le Grand jusqu'à ces derniers temps, n'a été qu'une politique allemande, à l'intérieur malheureusement autant qu'à l'extérieur. Nos ministres, où allait-on les chercher? En Allemagne! Nos généraux d'armée, nos grands fonctionnaires, nos hauts magistrats, nos ambassadeurs? En Allemagne, toujours en Allemagne. Étions-nous donc si pauvres en capacités de tous genres? Allons donc! la Russie est née depuis hier à la vie scientifique et littéraire et elle a produit déjà plus de vrais savants, plus

d'écrivains remarquables que l'Allemagne en mille ans.

Mais il fallait répondre généreusement, paraît-il, à la débordante amitié que les rois de Prusse témoignaient aux Tsars de toutes les Russies, comme si la sympathie du plus fort n'était pas déjà la récompense suffisante du plus faible. Tous les progrès ont été arrêtés par cette générosité ou n'ont été effectués que lentement. Par suite de cet errement on a pu se demander parfois si l'amitié allemande n'était pas aussi néfaste que la domination mongole. Nous avons payé directement un tribut aux héritiers de Gengis-Khan, mais ce tribut consistait en une somme fixe et nos pères savaient à quoi s'en tenir. Les Allemands, eux, en étaient arrivés à considérer la Russie comme une colonie exploitable à discrétion, et toute notre substance se dissipait entre leurs mains rapaces, comme le meilleur de notre sang se répandait pour le soutien de leurs querelles.

Alexandre III, le pacifique, a mis enfin le holà à cette longue duperie en rompant brusquement avec l'alliance onéreuse des trois empereurs. Il l'a remplacée par l'alliance avec la République française. Innovation merveilleuse de la part d'un homme à qui l'amour du peuple tenait lieu de génie, car cet amour lui donnait la perspicacité et le sens exact des besoins de ses sujets. Cette

alliance française a plus contribué à la tranquillité de l'Europe que les combinaisons diplomatiques les plus savantes. C'est elle qu'il faut maintenir, car le jour où elle serait dissoute les canons partiraient tout seuls sur le Rhin, et l'univers entier risquerait d'être ensanglanté par une guerre d'extermination. Je ne nie point que la Russie ne serait exposée à en subir le contre-coup. Mais elle peut se pourvoir ailleurs; elle peut, au moins, mettre entre l'invasion et le cœur de la nation l'immensité de ses steppes transformés en déserts. Il faut des mois pour parvenir du Niémen à Moscou, et, une fois qu'on y a pénétré, on n'en sort plus vivant. Il ne faut qu'une semaine pour faire le voyage du Rhin à Paris et quand on est entré dans cette capitale du plaisir on y reste parce qu'on s'y trouve bien. Ainsi, que les Jaurès et autres agents du cosmopolitisme y prennent garde! La déchirure du traité qui lie la France à la Russie pourrait être l'arrêt de mort de leur patrie. Il ne serait qu'un arrêt momentané de la circulation du sang dans les veines de la Russie, car notre vitalité est inépuisable et ne dépend pas d'un coup de la fortune.

Mais loin de moi ces présages funestes! J'ai longtemps habité la France et je sais fort bien que les intrigues contraires au maintien de l'alliance franco-russe ne produisent qu'une agitation de

surface, et que les hommes de bon sens, dont la France regorge à tous les degrés de l'échelle sociale, demeurent persuadés que l'union intime des deux peuples est aussi utile à l'un qu'à l'autre.

Loin de nous inquiéter, le rapprochement de la France avec l'Angleterre nous a, au contraire, vivement réjouis. Nous avons vu par là que les Français savent, quand il le faut, dédaigner les rancunes séculaires et sacrifier gaiement sur l'autel de la paix leurs antipathies les mieux justifiées.

Pourquoi la Russie ne suivrait-elle pas l'exemple de son alliée? Les reproches que nous croyons avoir le droit d'adresser aux Anglais ne sont pas si graves que ceux des Français. Les craintes que les Anglais manifestent à notre égard proviennent d'un malentendu. Quelques-uns d'entre eux prétendent que nous nourrissons depuis longtemps des projets ambitieux sur l'Hindoustan. Mais, encore une fois, qu'irions-nous faire par delà l'Himalaya puisque nous possédons dix fois plus de terres fertiles qu'il n'est besoin pour nourrir nos habitants, puisque notre frontière est assurée de ce côté par le rempart inexpugnable du Pamir?

Les Anglais objectent le fameux testament de Pierre le Grand et je m'étonne, à ce sujet, des ravages effroyables qu'une supercherie littéraire

peut exercer dans l'esprit de certains hommes d'État apeurés. Ce testament a été inventé, de toutes pièces, au lendemain des guerres de Napoléon, par un général russe, remarquable publiciste, Nicolas Chavroff, et il n'a pas plus de valeur politique que l'*Utopie* de Thomas Morus n'a de valeur philosophique. Pierre le Grand a lié des relations avec les Khanats de Bockara et de Khiva, mais les contrées dont ces villes étaient les capitales n'ont rien de commun avec la plaine de l'Inde. Il a fait la guerre à la Perse pour libérer la Caspienne des pirates qui l'infestaient et favoriser le commerce de ses sujets avec l'Asie centrale, mais ce n'était point là diriger ses visées sur l'Inde. La Russie tient même si peu à la Perse que l'impératrice Anna Ivanowna a rendu au schah deux provinces que notre grand empereur lui avait arrachées.

N'ayant aucun intérêt divergent avec l'Angleterre, il est facile d'établir que nous avons, au contraire, une infinité d'intérêts communs. Et au-dessus de ces intérêts il y a la nécessité, de jour en jour plus impérieuse, de réfréner l'ambition de l'empire allemand et d'opposer à la triplice centrale la triplice excentrique. Si l'alliance franco-russe a produit des résultats tellement heureux qu'aucune sombre image n'a troublé la sérénité du ciel européen depuis qu'elle est conclue, et

s'il a fallu, pour nuire à la Russie, que ses ennemis lui suscitent des adversaires hors des confins de l'ancien monde, que ne devra-t-on pas espérer d'une alliance anglo-franco-russe qui maintiendrait inséparables dans la voie des progrès économiques et sociaux les trois nations qui disposent, unies, de l'empire des terres et de l'empire des mers?

Que l'Allemagne reste chez elle; que son empereur, obligé de renoncer à ses projets ambitieux, poursuive le dessein plus modeste, mais assurément plus utile, de développer l'esprit commercial de ses sujets et qu'il tâche de renouveler à leur profit les prodiges mercantiles de la Ligue hanséatique. Rien de mieux et personne n'y trouvera rien à redire. Mais qu'il sache bien que les regards sont fixés sur chacun de ses gestes, non pour les admirer mais pour les rendre inoffensifs. Quand il sera bien convaincu que la moindre tentative hostile à la paix aura pour conséquence l'anéantissement de sa flotte et l'obligation de faire front simultanément à deux armées innombrables à l'est et à l'ouest, peut-être comprendra-t-il enfin que le lot qui lui a été fait sur terre est assez riche et assez beau pour satisfaire les plus hautaines aspirations.

C'est Pierre le Grand, je crois, qui avait donné cette consigne — si mal suivie par ses successeurs — de ne jamais s'allier avec ses voisins

immédiats, mais avec ceux qui n'auront jamais avec vous des disputes de mur mitoyen. Quelle dispute de ce genre risquerions-nous avec l'Angleterre comme avec la France ?

Pierre le Grand, toujours, a recherché les amitiés anglaise et française. A l'heure où le reste des chrétiens hésitaient à nous considérer comme des leurs, l'Angleterre, sous Ivan IV et avant lui, entretenait des relations cordiales avec le grand duc de Moscovie. Elle a puissamment secondé nos premiers progrès. Sauf de courts intervalles, résultant de fâcheux malentendus, elle nous est restée constamment fidèle. J'écris ce livre pour l'établir, non point avec des phrases, mais avec des documents officiels qui l'emportent, en ces sortes d'affaires, sur la meilleure éloquence. Quand on l'aura lu attentivement on me rendra, j'espère, cette justice qu'il est écrit de bonne foi et que, docile à la voix du patriotisme, je propose à mes concitoyens d'en revenir, pour la politique extérieure, comme on y revient dans la politique intérieure, à la tradition et rien qu'à la tradition.

*
* *

J'en ai fini avec cette exposition des principes. Qu'on ne lui reproche pas d'être trop longue. Il n'est permis maintenant à aucun Russe de se réfu-

gier derrière des déclarations équivoques ou de vagues professions de dévouement envers son Tsar et son pays. Tout le monde sur le pont !

... Visa est patriæ trepidantis imago !

J'ai vu la patrie en danger ! J'apporte résolument la pierre qui servira à étayer l'édifice. Je tire la petite balle qui tuera peut-être un ennemi. Je crie à pleins poumons : « La Russie aux Russes ! »

CHAPITRE PREMIER

NÉCESSITÉ DES ALLIANCES

Bien souvent, la Russie a prêté son assistance généreuse à des peuples opprimés, plus souvent encore à des gouvernements chrétiens menacés par la révolution, sans se laisser jamais rebuter par l'ingratitude des uns ou par l'abandon confinant à l'ingratitude de certains autres. Sans le concours d'aucun de ses frères européens, elle a chassé l'envahisseur de son sol, et, après l'en avoir chassé, elle l'a poursuivi victorieusement jusque dans ses lointaines capitales occidentales, jusque dans ses nids d'aigle du Caucase, jusqu'au fond de ses déserts ou de ses marécages réputés impénétrables de l'Est. Nous avons tenu entre nos mains les clefs de Berlin, de Budapesth, de Rome, de Paris. Nous trônons à Samarkand où Tamerlan avait bâti ses fastueux palais et ses colossales mosquées. L'Oxus et l'Iaxarte ne connaissent plus d'autres couleurs que les nôtres; nous sommes maîtres des portes du désert de Gobi, par où pas-

sèrent les hordes dévastatrices et invaincues de Gengis-Khan et de Koublaï-Khan.

Nos conquêtes, qui n'ont été, en réalité, que des reprises opérées sur l'ennemi du nom chrétien, opérées uniquement par le génie russe, exclusivement par des armées et des généraux russes, prouvent assez que la Russie n'a besoin de personne pour accomplir jusqu'au bout la mission de pacification et de civilisation qu'elle tient manifestement de la Providence. A ce point de vue comme aux autres, son passé répond devant le monde de son avenir.

Qu'on n'essaie point d'ailleurs, en objectant la réalité d'antérieures défaites et la possibilité de défaites futures, de taxer de fanfaronnade cette prétention justifiée par l'histoire. Quelle nation n'a subi des échecs sur les champs de bataille? — d'humiliants comme Crécy et Azincourt, d'écrasants comme Fontenoy, — pour nous en tenir à l'époque relativement moderne et ne pas rappeler que les désastres de Cannes et de Trasimène furent mieux que compensés par la victoire de Zama. L'important, à la suite d'un revers de fortune, n'est pas seulement de conserver l'honneur intact comme François Ier de France après Pavie, c'est surtout de ne point se laisser aller au découragement; de réserver, dans les jours les plus sombres, l'espérance en de meilleurs lendemains; en un

mot, de ne jamais se reconnaître battu. Et l'on sait que ce fut toujours la noble obstination et le destin de la Russie.

En toute guerre, quelle bataille offre un intérêt pratique? La dernière et rien que la dernière. Que reste-t-il des épiques et longues chevauchées de Charles XII à travers l'Allemagne, la Pologne et les steppes russes? Des souvenirs de légende et des thèmes à variations poétiques. Qui donne à ces fantastiques campagnes leur véritable signification? La dernière bataille, celle de Pultawa, qui a fixé à jamais les destinées des deux nations rivales : destinée de ruine et d'effacement progressif pour l'une; destinée de gloire et de développement sans limites pour l'autre. Par qui fut secourue la Russie en ces navrantes années d'angoisses du commencement du dix-huitième siècle? Par personne. C'est pourquoi, en dépit de l'insuccès de notre dernière campagne, insuccès dont nous ne connaissons qu'imparfaitement encore les raisons d'ordre politique et d'ordre militaire, je persiste à penser que nulle nation n'est en droit, mieux que la Russie, de s'approprier la devise que Tartarin avait un jour soufflée aux hommes d'État italiens : *La Russia fara da se.*

D'ailleurs, sans tenir compte des enseignements de l'histoire, il est surabondamment évident que notre position centrale au milieu du vieux conti-

nent, les remparts naturels qui abritent nos possessions presque de tous les côtés; à défaut de ces remparts, les immenses espaces où il nous est si facile de faire la stérilité absolue et d'où nul ennemi ne sort debout quand nous avons résolu qu'il y soit enseveli; tous ces avantages matériels — sans parler du courage et du patriotisme de nos moujicks — nous permettraient de mettre en pratique le superbe isolement qui a valu à la Chine une si longue période d'indépendance et à l'Angleterre un si vaste et si rapide accroissement.

Mais cet isolement, dégénérant parfois en féroce égoïsme, devient tôt ou tard fatal aux peuples aussi bien qu'aux individus qui l'érigent en dogme politique ou en règle de conduite. On peut le constater, de nos jours, avec la Chine. L'Angleterre, mieux avisée, a renoncé depuis longtemps à cette attitude qu'un de ses hommes d'État passagers lui avait imposée en un jour de mauvaise humeur. Quant à la Russie, elle sait que la charité chrétienne lui ordonne de ne point se désintéresser absolument de la destinée des autres peuples; qu'elle l'invite, tout au moins, à entretenir des rapports de bienveillance avec les faibles, de bon voisinage avec les forts : basés, les uns et les autres, sur les règles de l'équité.

Ces relations, pour être durables, ont besoin

d'être étayées sur des contrats formels où les bénéfices balancent les charges dans la mesure que l'habileté ou la sagesse humaine peuvent préciser et prévoir, de façon que les engagements ne puissent être rompus par l'une ou l'autre des parties contractantes sans qu'il en résulte pour la défaillante un immense dommage, outre la perte de l'honneur.

Les alliances de peuple à peuple sont donc de véritables associations internationales conclues dans un but déterminé. Elles participent des inconvénients mais aussi des avantages des associations commerciales ou industrielles dont les simples particuliers conviennent entre eux. Elles entravent quelquefois l'initiative de l'un des contractants, mais alors elles modèrent heureusement son esprit d'aventure et le contiennent dans les limites d'une prudente sagesse. Elles gênent peut-être son entière liberté d'action, mais, en l'exonérant de la crainte des dangers imprévus et en le débarrassant partiellement des soucis qu'entraînent de trop vastes entreprises, elles lui permettent de concentrer ses forces sur la frontière la plus exposée ou d'exercer utilement son influence sur le point le plus menacé.

Les alliances rationnelles — j'entends par là celles qui ont égard tout à la fois aux affinités naturelles et aux intérêts bien entendus des con-

tractants — sont un gage presque certain de victoire en cas de guerre, parce qu'elles doublent les forces des alliés et contraignent l'ennemi à diviser les siennes; elles sont surtout le gage le plus assuré de la paix, car si l'homme isolé est la proie désignée du malfaiteur, l'homme qui marche accompagné, ne fût-ce que d'un enfant, inspire instinctivement le respect ou la crainte.

Le besoin de lier ses intérêts aux intérêts de l'un ou de plusieurs de ses voisins et de se solidariser avec eux dans les entreprises de paix ou de guerre est inhérent, pour ainsi dire, à la nature humaine. Tout au moins l'association est une des conditions essentielles d'une bonne administration et d'une bonne politique. L'histoire d'un peuple est autant l'histoire de ses alliances que celle de ses progrès économiques et de ses fastes militaires. Il n'est pas téméraire d'avancer que les grands diplomates, qui ont su nouer ou même dénouer, en temps opportun, des alliances utiles, ont autant contribué à la grandeur de leur patrie que les grands généraux; qu'ils ont facilité le développement de ses richesses mieux que les commerçants les plus intelligents.

Le prince de Bismarck — qu'il faut toujours citer quand on parle de haute politique — avait coutume de dire que son corps diplomatique lui était plus précieux que l'armée, qu'il lui avait rendu

des services plus signalés et surtout plus durables.

Remontant plus haut dans l'histoire, ne sait-on pas que l'empereur Tibère — qui résuma dans son âme sombre toute la cruauté, mais aussi toute l'ampleur du génie romain — préférait de beaucoup les négociations aux batailles même victorieuses, et qu'il confiait presque toujours à ses diplomates, de préférence à ses généraux, la solution des conflits?

Les Grecs, dont nous sommes les héritiers politiques plus ou moins directs, ont maintenu l'empire de Constantinople pendant plus de mille ans, après l'éclipse presque totale de leur valeur guerrière, grâce à l'habileté constante avec laquelle ils surent régler leurs alliances.

Les plus illustres conquérants n'ont jamais négligé ce moyen de seconder efficacement leurs plans stratégiques. Ce que nous savons de l'histoire d'Alexandre de Macédoine nous le montre sans cesse préoccupé de s'assurer des alliés fidèles avant d'engager une campagne militaire. S'il n'avait pas eu de parfaits ambassadeurs, aussi parfaits dans leur genre que ses plus braves lieutenants, on ne s'expliquerait pas comment ses petites armées, malgré leur courage et leur discipline, auraient pu traverser avec tant de facilité les défilés presque impraticables de l'Afghanistan;

comment, par exemple, elles auraient passé et repassé le Kaïber, sans perdre un homme, alors que l'histoire moderne nous montre des armées anglaises de trente mille hommes anéanties jusqu'au dernier soldat, dans ces affreux parages, en dépit des fusils et des canons à longue portée? Ce que la force humaine la mieux dirigée ne pouvait vaincre, Alexandre l'emportait par la persuasion, donnant ainsi à la postérité un grand exemple de sagesse et de prudente modération.

Ce qui a été une vérité reconnue et pratiquée dans les temps anciens est devenu, dans les temps modernes, nécessité inéluctable.

Grâce à la civilisation chrétienne, les hommes ne sont plus cantonnés, en effet, sur leur territoire défendu par un patriotisme ombrageux et farouche.

Chaque peuple, pris en particulier, ne considère plus avec haine et jalousie les autres peuples. Aucun, sans motif évident, ne s'avise plus de qualifier de « barbare » l'étranger qui ne suit pas ses propres lois ou qui n'adore pas Dieu de la même manière. Depuis des siècles a disparu de tous les codes civilisés la terrible sentence du droit romain contre quiconque n'était pas citoyen de la ville impériale : *adversus hostem æterna legis auctoritas esto!* qui est la formule cynique de l'arbitraire et de l'injustice.

Bien au contraire ! nous reconnaissons à tous ceux qui vivent en dehors de nous des droits aussi sacrés que les nôtres, droits qui résultent de la constitution de la nature humaine et qu'on ne peut violer sans crime : droit de vivre, droit de rester libre, droit de progresser, droit de se gouverner et de se régir à sa guise, etc.

Aucune nation ne menace plus, sans raison sérieuse, l'indépendance politique d'une autre nation, et l'on peut dire que le droit de conserver intact le territoire de sa patrie est — du moins en principe — reconnu aussi inviolable que la propriété individuelle.

Est-ce à dire cependant que cette indépendance politique ne soit jamais menacée et qu'il ne soit indispensable de veiller constamment et sans cesse à sa sécurité ? Les faits viendraient malheureusement tous les jours infliger un éclatant démenti à qui hasarderait un tel paradoxe, et le cri « guerre à la guerre ! » qu'on entend hurler un peu partout par quelques cerveaux naïfs ou surchauffés est un cri absurde quand il n'est pas criminel.

Renoncer à la guerre et à tout ce qui contribue à la préparer victorieuse équivaudrait donc, dans la plupart des cas, à un suicide prémédité — crime collectif et national — mille fois plus coupable que la mort volontaire d'un individu.

La religion nous enseigne la paix, il est vrai, mais la religion elle-même n'a jamais prétendu supprimer les passions humaines qui engendrent la guerre; elle s'est ingéniée seulement à les amortir.

Pour fonder sur des bases durables la paix — qui est l'aspiration la plus impérieuse des hommes — il faut que les nations établissent entre elles des accords raffermissant le respect qu'elles doivent professer les unes pour les autres, et qu'elles sachent l'imposer à ceux qui seraient tentés de le violer.

Ainsi pourrait se réaliser, pour une période plus ou moins longue, ce fameux équilibre qui fut constamment le rêve des hommes d'État européens et qui tend à devenir l'idéal du monde entier.

Il ne s'agit plus, en effet, désormais, des intérêts maintenant restreints de la république dite chrétienne, c'est-à-dire des nations contenues entre la Vistule et l'océan Atlantique, et dont la configuration géographique paraît maintenant si mesquine aux regards embrassant la totalité du globe.

Par application d'une loi sans doute historique, les préoccupations extérieures de l'humanité ont élargi singulièrement le champ de leur vision, après chaque grande révolution sociale ou scientifique.

Le penseur s'arrête presque exclusivement, vers les trois ou quatre siècles qui ont précédé Jésus-Christ, sur la petite Grèce et sur les petites républiques qui la subdivisent à l'infini. Il semble que tout le génie humain — toutes ses passions bonnes et mauvaises — se soit concentré sur cet étroit espace ; et les faits qui s'y sont accomplis dans un laps de temps assez court, aussi bien que les productions de l'intelligence qui s'y sont accumulées, suffisent d'ailleurs pour nous donner encore les plus hautes leçons et les plus utiles renseignements.

Un peu plus tard, c'est Rome qui distend notre horizon et nous permet d'apercevoir du monde un espace plus vaste, mais encore bien borné si on le compare à ce qui reste inaccessible aux universelles convoitises des Césars.

Plus tard encore, les Espagnols et les Portugais doublent, par leurs hardies découvertes, la connaissance des terres créées. Ce qu'ils ne découvraient pas, dans le sens absolu du mot, ils le soupçonnaient ou le faisaient soupçonner. Dès la fin du seizième siècle on possède des notions moins vagues, sinon encore très précises, sur l'Amérique, sur les immenses contrées de l'orient de l'Asie, sur les archipels sans fin de l'Océanie, en somme sur toutes les terres habitées.

Enfin le siècle qui vient de finir ayant, au moyen

de ses merveilleuses inventions scientifiques, multiplié les voies et les moyens de communication, il ne se rencontre plus aujourd'hui un seul point de la planète qui n'ait jamais reçu la visite de quelque vaillant explorateur; plus un homme, pour ainsi dire, qui n'ait été invité à converser avec ses semblables et à prendre part au grand banquet de la civilisation où, grâces à Dieu, il y a de la place pour tous.

Chacun veut jouir de la vie et chacun veut en jouir en paix.

Aucun peuple n'étant plus seul assez fort pour s'assurer inviolablement la tranquillité à laquelle il a droit, a cherché à obtenir, à titre de réciprocité, le concours de son voisin.

Il s'est donc formé des groupements, tantôt sympathiques, tantôt religieux et tantôt exclusivement politiques, c'est-à-dire inspirés par l'intérêt du moment. Ces derniers groupements auxquels les parentés de race, les affinités instinctives, les sympathies irraisonnées ou les traditions demeurent généralement étrangères, ont, je n'hésite pas à le dire, notre préférence. Un contrat entre parents ou amis est généralement, en effet, rédigé trop à la légère. Il accorde fréquemment trop à la bienveillance et refuse de faire des prévisions fâcheuses ou d'entrer dans des détails. Ces lacunes donnent quelquefois plus tard lieu à des contestations. En

tous cas, elles laissent la porte ouverte à la mauvaise foi. Un contrat passé entre peuples indifférents les uns aux autres ressemble, au contraire, à une affaire conclue entre gens qui s'ignorent et qui sont résolus à limiter leurs relations à l'affaire elle-même et à son objet principal. Tous les points sont examinés minutieusement, les termes de l'accord pesés rigoureusement et aucune place n'est laissée à l'imprévu. Alors il est bien rare que les intérêts de chacun ne soient scrupuleusement ménagés dans le principe et que les engagements ne soient loyalement remplis dans la suite.

Les alliances de famille ont bien rarement donné d'heureux résultats. Quand les Bourbons, par exemple, occupaient conjointement les trônes de France, d'Espagne et d'Italie, ces trois pays n'ont guère cessé de lutter les uns contre les autres, tout en restant pour l'Europe un objet de méfiance.

Les alliances qui sont uniquement fondées sur une conception religieuse ne sont pas moins fécondes en déchirements. Elles offrent l'inconvénient de spéculer sur les bons sentiments d'autrui, et les princes qui les inspirent, poussés par un sentimentalisme mystique incompris des co-contractants, sont généralement dupes de leur générosité et de leur piété. C'est ainsi que notre

magnanime Alexandre Ier, en fondant la Sainte-Alliance, fut victime de son bon cœur, pour n'avoir pas cru à l'égoïsme et au caractère intéressé de quelques signataires de son pacte pacifique.

Les alliances d'intérêt sont presque seules productives d'avantages véritables pour chacune des parties. Généralement, du moins, elles aident puissamment à atteindre le but poursuivi.

Du jour où la Russie est entrée dans le concert des grandes nations, ses souverains, toujours inspirés par l'amour de leur peuple et par le sentiment de leur responsabilité propre, se sont constamment efforcés de réaliser ce programme. Au cours du dix-huitième siècle, leurs alliances furent sans cesse combinées de façon à activer le développement progressif de la Russie. Comme s'ils se méfiaient, eux aussi, « des surprises du cœur », on ne les voit guère, en cette grave question des alliances, s'abandonner à des élans irréfléchis, dont leurs sujets auraient pu ressentir les inconvénients. Élisabeth, Catherine II choisissent leurs amis et leurs ennemis : les premiers parmi ceux qui sont susceptibles de faire du bien à la Russie, les seconds parmi ceux qui seraient capables de lui faire du mal.

Rien d'intéressant à ce sujet comme la

lecture des œuvres diplomatiques de M. de Martens.

En compilant laborieusement le recueil des *Traités passés entre la Russie et les diverses Puissances étrangères,* l'éminent jurisconsulte n'a voulu sans doute que faire avec patience un travail utile. Mais il est arrivé de ses livres ce qui arrive souvent des ouvrages que dicte la conscience et qu'inspire la modestie; ils ont une portée plus haute que celle que leur assignait l'auteur. Ce sont de vrais monuments historiques, où les abréviateurs n'ont qu'à puiser les yeux fermés, pour expliquer le comment et le pourquoi des choses et pour intéresser le lecteur.

Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner si ce recueil occupe une place d'honneur dans toutes les bibliothèques d'Europe, et la fatigue des pages témoigne à quel point il est mis à contribution.

Je tiens à honneur et à devoir de déclarer ici que je n'ai pas eu de meilleur guide pour la rédaction de cet ouvrage. Les traités de la Russie avec l'Angleterre sont contenus dans trois gros volumes in-4°. M. de Martens y reproduit quatre-vingt-dix-sept instruments diplomatiques qui ont réglé nos rapports avec le Royaume-Uni, au cours des deux derniers siècles seulement. Ce chiffre démontre à lui seul quelles furent l'intensité et la cordialité de

nos relations avec « l'alliée naturelle » de la Russie.

En les rappelant dans ce livre destiné au public, plaise à Dieu que j'aide à les faire revivre ! N'aurais-je apporté qu'une petite pierre à l'édifice qu'il s'agit de reconstruire, j'estimerais que j'ai rempli ma tâche.

CHAPITRE II

L'ALLIANCE NATURELLE

Nous sommes, plus qu'aucun autre peuple, et pour les raisons que j'ai exposées dans l'Introduction de cet ouvrage, un peuple de tradition. Nous avons pris coutume, en face des difficultés sans cesse renaissantes dans le gouvernement d'une grande nation, de rechercher dans le passé par quels procédés nos ancêtres en ont résolu d'analogues, et nous nous conformons volontiers à leurs méthodes. Cette fidélité, non point au culte idolâtrique des ancêtres comme les Chinois, mais à leurs usages et à leurs enseignements, permet de poursuivre, avec une constance que ne décourage aucun déboire, les longs projets et les vastes pensées et de les mener à bonne fin : chaque génération continuant sa route là où la génération précédente l'a quittée.

Au point de vue diplomatique nous voyons bien dans l'histoire la Russie lier partie, en vue d'un objet déterminé, avec telle ou telle puissance euro-

péenne et même parfois avec une puissance asiatique. Mais, la plupart du temps, ce ne sont là que des accidents dans sa vie politique, accidents sans lendemains notoires et sans conséquences sérieuses. Une fois le but atteint ou le projet abandonné, on voit l'alliance éphémère se dissoudre d'elle-même quand elle ne fait pas place à une attitude non amicale.

Ainsi donc les ententes passagères avec les différents Etats allemands, avec la Suède, l'Autriche, même avec l'Italie et l'Espagne, n'ont jamais fait corps avec la tradition russe. Nos relations intimes avec ces différentes nations ne pouvaient pas entrer comme facteur important de notre développement progressif, parce que de sérieux conflits d'intérêts surgissaient souvent avec les unes, et parce qu'avec les autres il était trop difficile, par les motifs de distance, de combiner un effort commun.

Une seule nation dans le monde a fait exception à la règle générale de l'instabilité des alliances politiques : c'est l'Angleterre.

Avant d'exposer les raisons de cette longue permanence de l'union étroite entre la Puissance russe et la Puissance anglaise ; avant aussi d'expliquer les motifs réels des brouilles passagères, il est utile de constater que l'alliance anglaise fut toujours dans le vœu des Tsars et que l'alliance

russe fut constamment le point de mire des hommes d'État de Londres.

Il nous faut remonter presque au premier réveil de notre longue léthargie pour constater que sous Ivan IV, elle avait été qualifiée, aussi bien par le souverain moscovite que par la reine d'Angleterre, d'alliance naturelle, tant elle semblait s'imposer aux besoins réciproques des deux pays.

L'expression était heureuse. Elle se traduisit presque tout de suite en axiome politique dans la pensée des gouvernants. En 1806, nous en retrouvons non plus un écho, mais une affirmation solennelle dans la bouche du roi Georges III.

Sa déclaration a une telle importance, surtout quand on songe qu'elle est survenue vingt-cinq ans après l'oukaze de neutralité armée de l'impératrice Catherine II, que nous n'hésitons pas à la reproduire intégralement. Elle a d'ailleurs le mérite de poser nettement la question en un style d'une rare concision.

Voici donc les paroles que le vieux monarque adressa au comte Vorontzow, au mois de mars 1806, en réponse au discours d'adieu de notre ambassadeur :

« Vous savez vous-même, car je vous l'ai souvent dit et répété depuis vingt et un ans que nous nous connaissons, *qu'un bon Anglais doit être bon*

Russe, de même qu'un bon Russe doit être bon Anglais; qu'il faudrait renoncer au bon sens et donner dans des idées chimériques et absurdes pour s'imaginer qu'il puisse exister *une alliance plus naturelle et plus solide* dans le monde que celle entre la Russie et la Grande-Bretagne, qui ne sont ni voisines ni d'un même genre de puissance, chacune d'elles étant puissante sur des éléments différents : l'une étant la plus formidable puissance militaire sur le continent et l'autre étant insulaire avec la flotte la plus nombreuse qu'aucun pays ait jamais eue. Elles n'ont aucune raison d'être rivales et de se méfier réciproquement; bien loin de cela elles peuvent s'entr'aider de la manière la plus efficace et comme leur position géographique, qui fait la base de leur union, ne peut pas changer, *cette union doit être éternelle.* Ce qui corrobore encore plus dans mon âme l'utilité de cette alliance c'est le caractère de l'empereur de Russie. »

Il semble qu'il n'y ait rien à ajouter aux paroles du vieux roi Georges III et que leur reproduction devrait me dispenser de développer les raisons si justes qu'il donne de l'utilité — presque de la nécessité — de l'union intime entre les deux peuples.

Depuis la victoire de Pultawa, la Russie n'a jamais cessé d'être la puissance militaire la plus formidable du continent et, depuis Élisabeth, l'Angle-

terre n'a jamais cessé de posséder la flotte la plus nombreuse qu'aucun pays ait jamais eue. La situation est restée simultanément la même. Les sources de la force de l'Angleterre et de la Russie étant d'une nature absolument différente, il paraît jusqu'à l'évidence qu'il ne devrait jamais exister d'antagonisme entre elles.

Si la guerre n'est autre chose, comme l'enseigne une définition cruelle mais malheureusement juste, « qu'une sentence de mort portée par un peuple contre un autre peuple, » il est bien clair que l'Angleterre serait fort empêchée d'exécuter celle qu'elle aurait portée contre la Russie et réciproquement. On ne ravage pas les champs et les villes avec des flottes; de même on ne capture pas les vaisseaux à la pointe de la baïonnette; on ne les coule pas à coups de sabre.

Je sais bien que l'imagination s'est souvent exercée sur le duel entre la baleine et l'éléphant, et qu'il existe même des récits préventifs de ce combat humoristique. Mais ce ne sont que des fantaisies plus ou moins susceptibles d'amuser les désœuvrés. Le fait lui-même ne rentrera jamais dans le domaine de l'histoire future.

La baleine peut bloquer un port et détériorer momentanément les ouvrages de ce port; l'éléphant peut saisir avec sa trompe quelque navire marchand aventuré trop près de la côte, mais là

s'arrêteront les dégâts que l'un ou l'autre des combattants sont capables de pratiquer sur leur insaisissable ennemi. Ceci s'est passé en 1855. Les blessures infligées de part et d'autre n'ont pas été mortelles et ne pouvaient pas l'être. La réflexion aurait dû faire comprendre que de pareilles hostilités sont inutiles jusqu'à la puérilité, qu'elles n'ont pu résulter que d'un fâcheux malentendu et que la parole dite par le célèbre ministre Pitt au même comte Vorontzow, dès 1806, ne cesse pas d'être vraie :

« La Russie et l'Angleterre ne sont pas, d'après leur situation géographique, dans la nécessité de se faire jamais la guerre; donc elles doivent toujours être des alliées. »

Il est vrai qu'on objecte que la perspicacité de Pitt s'est trouvée quelquefois en défaut, et qu'il ne pouvait d'ailleurs prévoir, voilà déjà cent vingt ans, les accroissements considérables de la Russie en Asie centrale au cours du dix-neuvième siècle. Georges III lui-même, qui a survécu à Pitt, serait bien étonné de voir que « notre position géographique a changé, ou du moins s'est élargie de façon à n'être plus séparée de certaines frontières coloniales anglaises que de quelques centaines de lieues ».

L'objection n'est que spécieuse. Y a-t-il, en raison de l'expansion naturelle de notre puissance,

qui a marché parallèlement avec l'expansion anglaise et à pas moins gigantesques, lieu à conflits d'intérêts entre les deux pays? Y a-t-il sujet de méfiance ou prétexte de jalousie?

Je suis convaincu du contraire. Je suis persuadé que l'Angleterre a fait fausse route en favorisant le développement de telle autre Puissance qui poursuit, à ses antipodes, une voie semblable à celle qu'elle-même a toujours parcourue. Je suis certain que la puissance militaire — toujours formidable — de la Russie, jointe à la puissance maritime de plus en plus irrésistible de l'Angleterre, seraient la garantie de paix la plus efficace qu'aient jamais possédée les hommes; que les deux nations redevenant, comme auparavant, alliées sincères, suffiraient à régenter l'univers, sans avoir, en aucune occasion, besoin de tirer l'épée.

Mais je ne puis, au courant de ce livre, que noter de si intéressantes considérations. Au fur et à mesure que se déroulera l'historique de nos relations diplomatiques avec l'Angleterre, j'espère que cette conviction pénétrera dans l'âme du lecteur avec autant d'intensité qu'elle existe dans la mienne.

Si l'Angleterre a été, au témoignage des hommes d'État et des penseurs des deux pays, l'alliée naturelle de la Russie, il n'est pas permis de violer impunément une loi naturelle universellement

reconnue, alors que les motifs de rupture ne sont pas le moins du monde définis.

En ce qui concerne l'expansion des Russes en Asie centrale, — ce qui fait l'objet principal de l'objection, — on verra, dans un des chapitres suivants, que c'est l'Angleterre qui nous a le plus et le mieux encouragés à nous avancer vers l'Est. En nous poussant dans cette voie pénible et bien peu lucrative, l'Angleterre avait-elle en vue les intérêts supérieurs de la civilisation? Obéissait-elle, peut-être à son insu, à cette voix mystérieuse qui excite les peuples chrétiens à reprendre sur l'Islam les immenses contrées dont les sectateurs de Jésus sont dépossédés depuis douze siècles? L'Angleterre, enfin, s'imaginait-elle simplement que nous allions devenir les gendarmes de ses frontières du nord de l'Inde, et espérait-elle que nous deviendrions ainsi, tôt ou tard, le tampon qui la préserverait d'un retour toujours possible des hordes de Gengis-Khan et de Tamerlan?

Qui peut connaître les mobiles secrets qui font agir et parler les hommes, à plus forte raison les chefs d'État? Dans le cas présent, il serait du reste tout à fait oiseux de le rechercher.

Le fait est là et doit logiquement donner lieu à toutes ses conséquences. L'Angleterre a applaudi des deux mains à notre conquête du Turkestan,

non pas seulement l'Angleterre des publicistes, mais encore et surtout l'Angleterre des hommes politiques : des parlementaires, des ministres et des princes.

Si elle a changé de manière de voir sur cette question, elle doit nous expliquer loyalement pourquoi son opinion s'est à ce point modifiée qu'elle considère maintenant comme dangereux pour elle ce qu'elle regardait jadis comme avantageux. Elle doit cette explication à son honneur et à la bonne foi publique. Elle le doit également à notre ancienne amitié, au souvenir toujours vivant des services que nous nous sommes si longtemps mutuellement rendus.

CHAPITRE III

L'ANGLETERRE ET LES SOUVERAINS MOSCOVITES

Vers le milieu du seizième siècle le commerce anglais décroissait progressivement sur les marchés de l'Europe occidentale, tandis que le commerce espagnol et portugais croissait d'une manière inouïe, grâce aux découvertes d'outre-mer, opérées par Christophe Colomb, Vasco de Gama et autres hardis navigateurs.

Les esprits aventureux ou seulement amoureux du lucre furent pris d'émulation à la nouvelle des admirables périples accomplis par les *conquistadores*, et c'est à qui, dans toute l'Europe, armerait des vaisseaux ou plus simplement des balancelles qu'on lançait à la recherche des terres inexplorées. Les équipages ne manquaient nulle part pour les remplir, ni les capitaines pour les commander. Les armateurs avaient partout l'embarras du choix. Ce fut plus qu'une mode; ce fut un sport, comme on dit de nos jours; plus qu'un sport, une sorte de *furia*.

Les Anglais, qui ont toujours cherché, dans le trafic de mer, le surplus des subsistances nécessaires à l'alimentation des habitants de leur archipel infertile, ne pouvaient rester, en cette circonstance, en arrière des autres nations. Leurs flottes voguèrent de tous côtés vers l'inconnu, avec des chances bien minces toutefois de rencontrer en quelque lieu ignoré le jardin des Hespérides. D'une part, en effet, les Espagnols et les Portugais avaient déjà planté leurs pavillons sur les terres les plus luxuriantes du monde; d'autre part, les Anglais ne disposaient, comme les autres marins du reste, que d'embarcations primitives, jouets de la tempête, véritables tombeaux anticipés d'où ne s'échappaient vivants que de rares téméraires. On calculait alors que de trois navires sortis du port pour une lointaine expédition il n'en arrivait que deux et n'en revenait qu'un.

Mais n'importe! Ce n'est pas d'hier que l'*auri sacra fames* produit des miracles d'audace.

En 1553, le 11 mai, trois vaisseaux commandés par sir Willoughby, ayant pour pilote Richard Chancellor, quittèrent les bouches de la Tamise et mirent le cap sur le Nord.

Où allaient-ils? Ils n'en savaient rien. Ils avaient seulement entendu dire que l'océan Arctique est libre de glaces, l'été, et ils espéraient, après avoir doublé la presqu'île Scandinave, et en cinglant

vers l'est, aboutir à quelque mine d'or aussi riche que celles du Pérou, ou à quelque contrée fertile avec laquelle ils pourraient négocier d'avantageux trafics, peut-être même aux Indes orientales, car c'était alors l'objectif et le rêve de tous les navigateurs.

Leurs premiers pressentiments furent vérifiés. La flottile anglaise doubla la Scandinavie et la Laponie; puis elle s'enfonça vers le sud, et un seul des trois vaisseaux aborda enfin, le 24 août, après plus de trois mois de navigation, à l'embouchure de la Dwina. Le tribut habituel payé alors à l'inconstance de l'élément liquide était d'ailleurs largement payé. Deux vaisseaux sur trois avaient été broyés par la tempête en cours de route. Celui qui était demeuré intact était monté par le pilote Chancellor qui devint ainsi le chef de l'expédition.

Le lieu de l'abordage se trouvait à proximité du monastère de Saint-Nicolas. Nos Anglais ne furent pas peu étonnés de s'apercevoir que la terre nouvelle était terre chrétienne. Ils apprirent bientôt qu'elle appartenait au Tsar moscovite, sur le compte duquel ils ne possédaient que de très incomplètes notions. L'hospitalité qu'ils reçurent fut large et cordiale. Les autorités civiles, aussitôt prévenues, leur rendirent des honneurs et les syndics de Kholmogory expédièrent un rapport à Moscou, informant de l'arrivée d'un envoyé du

roi d'Angleterre Édouard, du nom de « Richard, accompagné d'hôtes » (marchands). Un oukase du Tsar Ivan Wassiliewitch prescrivit de laisser librement passer Chancellor et les « hôtes » (c'est-à-dire les marchands anglais, ses compagnons) jusqu'à Moscou, où ils arrivèrent à la fin de l'année 1553.

Le Tsar reçut avec grande bienveillance le navigateur anglais qui lui remit une charte d'Édouard VI dont il était porteur. Cette pièce, qui porte la date du 14 février 1553, était adressée à tous les souverains « résidant dans les pays septentrionaux et orientaux de par delà l'océan Glacial, de même qu'à ceux de l'Inde orientale ». Il y est éloquemment prouvé que Dieu a créé les hommes pour qu'ils vivent en communauté avec leurs pareils; qu'ils les aiment et soient réciproquement aimés d'eux ; qu'ils dispensent des bienfaits et en acceptent par réciprocité. Mais il faut particulièrement agir avec humanité et bonté « envers les commerçants qui voyagent par tout l'univers, traversant les mers et les déserts, afin de porter dans les États et les pays les plus éloignés des objets bons et utiles qui, par grâce divine, sont produits dans leur pays, et rapporter en retour des pays visités tout ce qu'ils pourront désirer acquérir pour l'utilité de leurs propres pays... Parce que, dans sa sollicitude illimitée pour le genre humain, le créateur des cieux et de la terre n'a pas voulu que tout se

trouvât uniquement dans un seul pays quelconque. »

Et c'est ainsi que la Russie a été découverte, après l'Amérique, par une compagnie commerciale anglaise fondée à Londres sous ce titre :

Société des marchands chercheurs de pays, terres, îles, états et possessions, inconnus et non encore visités par voie maritime.

Nous n'apprendrons rien à personne en observant qu'à cette époque et jusqu'au dix-neuvième siècle, le commerce international était le monopole de quelques privilégiés, qui, après avoir obtenu une charte — nous disons aujourd'hui une concession — de leur gouvernement, se montraient excessivement jaloux des prérogatives et avantages qu'elle leur conférait. Toute concurrence, même de la part de leurs nationaux, leur paraissait un attentat monstrueux contre leurs droits. Il n'y a donc lieu de s'étonner si la découverte de la Russie du nord fut confiée à une compagnie de ce genre et si l'exploitation de la contrée lui fut longtemps exclusivement réservée.

Quoi qu'il en soit, c'est par son entremise que furent fondées non seulement les relations commerciales mais encore politiques entre l'Angleterre et la Russie.

Il est question, il est vrai, dans certains papiers conservés aux archives principales du ministère

des Affaires étrangères à Moscou, d'une correspondance échangée entre le Tsar Ivan Wassilievitch et Edouard VI, antérieure à l'arrivée de Chancellor à Moscou. Mais on ne connaît aucun document ni acte quelconque qui vienne à l'appui de l'existence même de cette correspondance. En outre, il est difficile de se représenter à quel propos pareille correspondance eût pu se produire.

Force est donc de considérer Richard Chancellor comme le premier intermédiaire attitré entre les deux puissances.

Comblé de prévenances et de bienfaits par notre souverain qui lui accorda toutes facilités de commercer librement sur le territoire de son empire, l'ambassadeur improvisé revient en Angleterre par la même route qu'il avait suivie à l'aller. Son retour inspira un véritable enthousiasme parmi le peuple et dans le gouvernement. Les privilèges de sa compagnie furent notoirement augmentés, et lui-même, Chancellor, fut renvoyé à Moscou, cette fois avec un titre officiel et une lettre de la reine Marie et du roi Philippe au Tsar qui est qualifié par eux « d'empereur de toutes les Russies ». C'est la première fois qu'on voit apparaître dans l'histoire ce titre éclatant qui, depuis, a été environné de tant de gloire et de tant de puissance.

Cependant il n'était encore question dans cette première légation que de sujets commer-

ciaux. Les Anglais réclamaient au Tsar de nouvelles facilités pour leurs marchands et Ivan Wassilievitch se fit un plaisir de les leur accorder aussi larges que possible. Il ne demandait, en retour, que la réciprocité pour les marchands russes désirant se rendre et séjourner en Angleterre. Cette clause ne souffrit pas non plus de difficultés.

Ce premier embryon de traité de commerce entre les deux nations fut négocié par notre premier ambassadeur à Londres Ossip Grigoriewitch Nepea, lieutenant du Tsar à Vologda. Il avait accompagné Chancellor à son retour, s'était sauvé seul du vaisseau fracassé par la tempête sur les côtes d'Écosse, et de là avait gagné Londres avec d'extrêmes difficultés. Il y avait été reçu avec les plus grands égards par la reine Marie qui fut charmée de rencontrer, en un indigène d'un pays qu'on représentait comme voué à la barbarie, un galant homme de parfaite éducation.

Nepea repartit comblé de cadeaux pour son souverain et pour lui-même. Il ramenait avec lui un nouvel ambassadeur anglais, Anthony Jenkinson dont nos vieux historiens ont russifié le nom et qu'ils appellent communément Anton Yankine.

Celui-ci était un grand voyageur devant l'Éternel. Il intéressa vivement le Tsar par ses récits et par la description des pays qu'il avait visités; puis,

comme les Anglais ne perdent jamais de vue l'objet principal de leurs préoccupations, il lui demanda la permission et les facilités de trafiquer au delà du Volga, jusque chez les Turkmènes et chez les Perses. On savait déjà que c'était là une route des Indes orientales.

Le Tsar acquiesça à toutes ses demandes et le munit de sauf-conduits qui lui permirent d'arriver sans trop d'encombres jusqu'à Bockara et jusqu'aux frontières du royaume du Schah.

Malgré l'énergie et l'esprit de ressources innés aux Anglais, ils ne réussirent pourtant pas à nouer des relations commerciales régulières avec la Perse, par suite des constantes attaques qu'ils eurent à subir, eux et leur avoir, de la part des nomades pillards. Pour cette cause, le commerce anglais avec la Perse, par voie de Russie, fut provisoirement abandonné vers 1580.

Sans se décourager, les Anglais changèrent de direction et se firent octroyer de nouvelles patentes pour commercer sous la sauvegarde russe — jusqu'à Samarkande et — s'il se pouvait — jusque dans l'empire de Catay (la Chine).

Ivan IV ne se lassait pas de combler de privilèges ces marchands britanniques. Il les défendait contre leurs concurrents étrangers et même anglais. Il intéressait directement son trésor à leurs entreprises commerciales, et s'adressait

directement à eux pour obtenir de la reine Élisabeth qu'elle lui envoyât des architectes, des médecins, des contremaîtres, des officiers de marine et des constructeurs de vaisseaux, en un mot toutes personnes capables de faire l'éducation industrielle et scientifique de son peuple.

Puis, voyant toutes ces demandes favorablement accueillies par le gouvernement anglais à qui leur octroi ne coûtait rien, il s'enhardissait jusqu'à solliciter la conclusion d'une alliance offensive et défensive, et prononçait alors, pour la première fois, le mot d'alliance naturelle, qui a fait si longtemps fortune pour caractériser l'union intime entre les deux nations.

La tentative d'Ivan IV de rendre plus effectives les relations amicales et commerciales de l'Angleterre et de la Russie remonte à l'an 1567. Mais Elisabeth d'Angleterre ne se souciait pas de se brouiller avec la Suède, la Pologne et le Saint-Empire romain qui étaient les ennemis naturels de la Russie. Elle s'abstint de répondre aux avances politiques du czar et celui-ci en conçut une vive irritation, au point qu'il restreignit, presque jusqu'à les réduire à zéro, les privilèges de la compagnie anglaise « Moscovia » qui avait succédé à la « Société des chercheurs d'îles » de 1553.

Pour l'apaiser, la reine d'Angleterre lui dépêcha un ambassadeur extraordinaire, Thomas Ran-

dolph, qui arriva à Moscou, en octobre 1568.

Les instructions données à Randolph demandent une attention exceptionnelle; elles étaient rédigées fort adroitement. Avant tout, il est fait allusion au désir du Tsar, communiqué sous le sceau du plus grand secret, de conclure avec la reine une telle alliance qui offrît en cas de malheur à l'un un refuge dans les états de l'autre. La reine suppose que Jenkinson ne comprit pas le sens des paroles du Tsar *(might misconceave the words of the said emperour)*. Le Tsar avait pu faire des propositions pour la conclusion d'une alliance, mais non pas au sujet de la possibilité d'être forcé de quitter ses états. « Nous ne doutons pas le moins du monde », écrit la reine, « du maintien de la paix durant notre règne, ne craignant rien de nos sujets ni d'ennemis du dehors; d'autre part, nous ignorons quoi que ce soit de contraire à ceci relativement à la situation du Tsar, dont la puissance et la sagesse nous sont connus par les rapports que nous recevons de ceux de nos sujets qui font le trafic dans ses états. En conséquence, nous supposons que notre susdit serviteur a compris d'une manière erronée le sens du discours que lui a tenu le Tsar. »

Néanmoins Randolph est chargé d'assurer le Tsar que « s'il surgissait dans son règne quelque malheur », il serait « amicalement reçu » dans les

états de la reine et y trouverait « une amitié assurée pour le soutien de ses justes désirs ».

Un autre point se rapporte à une alliance entre la Russie et l'Angleterre. Il est catégoriquement prescrit à Randolph de n'entamer aucun pourparler relatif à cette question parce qu'une alliance avec la Russie aurait été fort incommode pour l'Angleterre. L'Angleterre ne désire se brouiller ni avec l'Empire romain, ni avec les rois de Pologne ou de Suède. Quant au gouvernement de Moscou, l'Angleterre ne désire obtenir de lui que quelques prérogatives à l'avantage de ses marchands. Partant de là, il est prescrit à l'envoyé anglais de faire la sourde oreille à toute proposition qui pourrait lui être faite par le gouvernement moscovite.

Les négociations de Thomas Randolph furent extrêmement laborieuses.

Après plusieurs mois de pourparlers pénibles, accompagnés parfois d'humiliations personnelles, il obtint la restitution des privilèges de la compagnie « Moscovia »; mais il y a lieu de penser que ce résultat ne fut acquis que sous sa promesse que l'Angleterre consentirait à l'alliance politique à laquelle le Tsar tenait par-dessus tout.

Pour en arracher au moins la promesse à Élisabeth, Ivan IV envoya à Londres son favori Sovine. Mais au bout de deux ans, Sovine ne put obtenir de l'adroite reine qu'une lettre où il était

dit : « que la reine entre en alliance fraternelle et « d'amitié avec le Tsar pour un temps éternel » et « qu'elle s'engage à s'opposer au moyen des « forces respectives réunies et d'attaquer tous « ceux qui se trouveront être ennemis communs à « nous deux, et enfin, à s'aider, se secourir et se « favoriser réciproquement contre nos ennemis « communs dans la mesure stipulée dans notre « présente charte. »

Conclue en termes aussi vagues, l'alliance n'eut et ne put avoir aucune valeur aux yeux du Tsar. Ce document n'était pas un traité d'alliance et ne définissait par aucune expression « la mesure » dans laquelle il pouvait compter sur les secours de l'alliance avec la reine d'Angleterre, « sa sœur bien-aimée ». Il est vrai qu'au début la charte établit l'alliance et l'amitié « dans les limites qu'admettront les traités et les alliances », transmis par héritage ou conclus depuis longtemps par la reine avec les souverains chrétiens de l'Europe. Il est évident que ces obligations envers des alliés paralysaient entièrement la valeur de l'alliance avec le Tsar, lequel désirait trouver du côté de l'Angleterre un appui pour ses vues politiques relativement à la Suède et à la Pologne.

Naturellement le Tsar Ivan Wassiiievitch ne put être satisfait du résultat de la mission Sovine. De plus, celui-ci revint seul à Moscou sans Jenkinson,

dont cependant le Tsar avait exigé péremptoirement l'envoi en qualité d'ambassadeur d'Angleterre.

Dans une curieuse lettre qu'il adressa le 24 octobre 1570 à la reine Élisabeth, le Tsar Ivan Wassiliewitch donne libre cours à son indignation. Il y énumère toutes les ambassades anglaises venues à Moscou, et qui ont trouvé l'accueil le plus bienveillant; les privilèges exceptionnels dévolus aux négociants anglais par le gouvernement du tsar qui constamment les confirmait en sauvegardant leurs droits commerciaux.

« Mais maintenant, écrit le Tsar, l'ambassadeur Sovine est revenu sans que la reine m'ait envoyé le sien. Quant à la charte, toi tu m'as envoyé une lettre de recommandation ordinaire, tandis que de grandes affaires pareilles ne se traitent pas sans actes formels, ni sans ambassadeurs. Et tu mets l'autre affaire de côté (l'alliance offensive et défensive), tandis que tes boyards ne parlaient que de commerce avec mon ambassadeur. »

« Et nous pensions, continue le Tsar, que dans tes états tu étais souveraine, que tu étais omnipotente et regardant à ton honneur souverain ainsi qu'aux avantages de l'Etat. C'est pourquoi nous voulions faire de telles affaires avec toi. Mais chez toi et par devers toi, ce sont d'autres qui exercent le pouvoir, et quels autres encore? De vulgaires

commerçants (commerçants moujiks), faisant peu de cas de nos couronnes, de notre honneur souverain et des intérêts du pays, mais qui poursuivent leurs propres profits. Et toi tu continues à demeurer en ton état de vieille fille... »

Le courroux du Tsar eut pour suite immédiate l'effondrement de tout le commerce anglais en Russie et la cessation de toute relation avec l'Angleterre. « Et les marchands, écrit le Tsar, qui écartent nos couronnes et notre honneur souverain et le bien de nos Etats et n'ont souci que de leurs intérêts mercantiles, eux aussi ils verront comment ils trafiqueront à l'avenir. Quant à Notre Etat, il n'a pas à redouter la perte du commerce anglais. »

Les conséquences de l'irritation d'Ivan Wassiliewitch se produisirent sans tarder et ce furent les marchands anglais qui en supportèrent les premières manifestations. Non seulement leurs privilèges leur furent retirés, mais ils se virent sur le point d'être expulsés de la Russie.

Afin de conjurer ce péril, la reine Élisabeth se résigna, en 1572, à déléguer de nouveau Jenkinson à Moscou. Ivan Wassiliewitch lui fit attendre sept mois une audience. Ensuite il lui exprima publiquement son mécontentement au sujet des méfiances à son égard et des tergiversations de la reine, et si, finalement, il consentit à restituer aux

marchands londoniens leurs précieuses prérogatives, ce ne fut point sans faire comprendre qu'il désirait n'avoir jamais à se repentir de la grâce qu'il accordait.

Ainsi donc, pour n'avoir pas compris, de prime abord, l'importance de l'alliance russe, l'Angleterre encourait presque l'inimitié du Tsar et cette inimitié faillit même se convertir en hostilité ouverte, le Tsar ayant été justement outré d'avoir rencontré des sujets russes parmi les prisonniers de guerre qu'il avait faits dans les rangs suédois et polonais.

Le gouvernement anglais fut obligé d'envoyer à Moscou, avec mission d'arranger cette affaire, un nouvel ambassadeur, nommé Sylvestre, qui avait longtemps séjourné en Russie et en connaissait la langue.

Sylvestre arriva à Moscou en pleins troubles de l'Opritchnina, à l'époque où Ivan le Terrible s'occupait exclusivement de l'extermination systématique et sans merci de tous ces ennemis ostensibles et présumés. Il reçut personnellement l'envoyé anglais à l'hôtel de l'Opritchnina, à Moscou, en novembre 1575, et dans un long discours lui exprima les causes de son mécontentement contre le gouvernement anglais.

Ce discours, dont nous avons le texte sous les yeux, est de forme menaçante. Il donne, en tout

cas, une idée de l'intelligence de celui qui l'a prononcé et de la conception qu'il se faisait de sa dignité. Ivan IV n'y apparaît pas comme le tyran barbare qu'on se plaît à représenter, mais plutôt comme le chef d'un grand peuple, fort de ses droits et décidé à ne laisser diminuer par personne la majesté impériale qu'il prétend tenir de Dieu lui-même. Il est outré, lui grand seigneur de race, de voir que les Anglais donnent le pas aux questions commerciales sur toutes les autres affaires. Il comprend fort bien, du reste, l'immense avantage qu'offre à l'Angleterre son commerce avec la Russie et, si la reine n'acquiesce pas à ses vues, il transmettra aux mains des Vénitiens et des Allemands tout le trafic. Il n'attend que la décision définitive de la reine : « ou bien un accord complet, ou bien un refus catégorique. »

Le Tsar termina ce long discours par la déclaration suivante : « Si notre sœur avait témoigné dans l'arrangement de nos affaires l'amitié que nous en espérions, en vérité tout notre pays de Russie aurait été à sa disposition autant que l'Angleterre, et il lui eût été loisible d'exiger qu'on lui envoyât d'ici toute espèce de choses ou d'en faire la commande, comme si elle avait eu affaire à son propre trésor ou au trésor de l'État. »

L'Angleterre, en face d'une attitude si résolue, se décida à donner satisfaction à Ivan IV et à

signer avec lui un traité d'alliance parfaitement en règle. Mais l'heure n'avait pas sonné. Sylvestre, qui en apportait la minute, revêtue du sceau de la chancellerie anglaise, fut tué d'un coup de foudre à Kholmogory. La maison qu'il habitait fut réduite en flammes avec tout ce qu'elle contenait, y comprise la charte d'alliance.

Cet événement extraordinaire se produisit en 1575 et, jusqu'en 1580, Ivan IV, qui, dans l'intervalle, avait rendu ses bonnes grâces à la Compagnie anglaise de commerce, ne renouvela plus ses instances auprès du gouvernement anglais. Mais, cette année-là, il eut besoin de munitions de guerre. Il envoya à Londres un nommé Gorsey, d'ailleurs sujet anglais, et le chargea d'en négocier l'envoi. Gorsey réussit et revint, l'année suivante, avec treize navires remplis de poudre et d'engins de combat. C'est là la première assistance effective prêtée par l'Angleterre à la Russie, et c'est pourquoi cette date de 1581 est à retenir.

Mis en goût par ce premier succès, Ivan Wassiliewitch accrédita un ambassadeur auprès du gouvernement anglais, tandis que l'Angleterre en accréditait un autre à Moscou.

L'envoyé russe s'appelait Théodore Pissemsky, gentilhomme, et l'envoyé anglais était sir Jeremy Bowes.

Le premier était chargé de négocier l'assistance

en hommes et en argent de l'Angleterre contre le roi de Pologne. Il devait également solliciter, pour le Tsar, la main d'une cousine de la reine, Mary Hastings.

Cette double exigence d'Ivan IV rendit fort perplexe Élisabeth qui ne voulait, à aucun prix, se brouiller avec le protecteur de ses marchands. Elle essaya de se tirer de ces cas difficiles par des moyens dilatoires; en ajournant la conclusion de l'alliance sous le prétexte qu'une si grave affaire avait besoin d'être étudiée article par article; en s'excusant sur l'état de santé de Mary Hastings pour éviter de donner une réponse immédiate à la demande matrimoniale.

Mais le Tsar insistait avec véhémence sur les deux points et menaçait même d'aller chercher à Londres sa septième femme, au cas où l'on tarderait trop à la lui conduire à Moscou.

Sa mort subite, survenue le 18 mars 1584, débarrassa l'Angleterre de ses inquiétudes. Elle détermina aussi le départ précipité de sir Jérémy Bowes, l'ambassadeur anglais, qui s'était rendu insupportable au peuple russe et même aux marchands anglais résidant en Moscovie par ses hauteurs et sa mauvaise foi. Mais telle était l'astuce de cet homme qu'en se faisant haïr de ses égaux et de ses inférieurs, il savait se rendre indispensable aux deux souverains dont il dépendait, tout

en abusant continuellement de leur confiance. Ivan IV, malgré son mécontentement constant contre les procédés de l'Angleterre qu'il accusait de manquer de franchise, ne sut pas refuser à son ambassadeur la confirmation et même l'extension des privilèges de la Compagnie *Moscovia*. Elisabeth, tout en se plaignant de voir le commerce anglais péricliter en Russie, ne voulut jamais écouter les doléances de ses sujets contre son envoyé. De même, elle éluda les plaintes formelles portées contre lui par le gouvernement et plusieurs grands seigneurs russes.

Je me suis longuement étendu sur le règne d'Ivan IV parce que, de son temps, si les relations avec l'Angleterre furent marquées au coin de la violence qui caractérise presque tous les autres actes de ce prince, du moins elles furent constantes et stables. Les plus grands projets, qui n'eurent que le tort d'être prématurés, y furent ébauchés, et l'on peut dire que de cette époque date la rentrée de la Russie dans la grande famille européenne. Les Tsars russes envoyaient bien autrefois, de temps à autre, des ambassadeurs auprès des autres cours européennes, mais ce n'était jamais qu'à titre temporaire et pour un objet déterminé.

Ce n'est qu'avec l'Angleterre que les relations furent pour ainsi dire permanentes, en fait sinon en théorie; en sorte qu'il est juste de reconnaître

que la Russie est rentrée par la porte anglaise dans la république chrétienne.

L'Angleterre retira de ses bons offices d'énormes avantages pécuniaires; mais chacun sait que ce sont dans les habitudes anglaises de ne donner jamais rien pour rien. De son côté, la Russie n'a pas coutume de marchander le salaire de ceux qui lui rendent service.

Comme nous étions loin encore, en 1586, d'avoir atteint le développement politique et économique auquel nous prétendions déjà, les successeurs d'Ivan Wassiliéwitch continuèrent, l'espace d'un siècle, de s'adresser à l'Angleterre, de préférence à toute autre nation, pour en obtenir une assistance d'ordre moral qu'ils payaient en privilèges commerciaux, monnaie d'ordre positif fort appréciée des insulaires britanniques.

Cependant sous le fils d'Ivan, Féodor Ivanovitch, les rapports furent souvent tendus et prirent quelquefois un caractère aigu. Si les Anglais parvenaient quand même à maintenir leurs droits exclusifs, c'était grâce à la protection de Boris Goudounoff, beau-frère du Tsar.

Quand il monta lui-même sur le trône, son avènement fut salué avec enthousiasme par Élisabeth qui, s'adressant à l'ambassadeur Mikouline, termina ainsi son discours :

« J'entretiens avec bien des souverains chrétiens

une amitié fraternelle, mais je n'ai pour aucun de ces souverains pareille amitié fraternelle et relations comme avec votre grand Souverain. J'espère en toutes choses sur l'amitié de Sa Majesté et je serai toujours heureuse de payer de toute mon âme, de toute ma bonne volonté, de toute mon affection, cet amour fraternel, comme il plaira à Sa Majesté Tsarienne. »

De son côté, Boris Goudounoff entrait en pleine confiance avec la souveraine anglaise et s'enhardissait jusqu'à lui proposer une croisade contre le Turc.

« Et à toi, sœur bien-aimée, lui écrivait-il, il ne convient pas à l'avenir de t'unir à des princes mécréants, de frayer avec eux, ni de faire commerce d'amitié, ni de les aider en rien, soit en hommes, soit en argent, mais bien avoir soin et de contribuer à ce que tous les souverains chrétiens soient unis entre eux par l'amour, l'alliance, de bons rapports et une ferme amitié, pour ne former qu'un contre le mécréant, afin que la main chrétienne s'élève et que la main de l'infidèle s'abaisse. »

On peut de nos jours taxer cette lettre de naïveté. Il n'en est pas moins vrai qu'elle est conforme à la tradition chrétienne de la Russie et qu'elle donne une haute idée des sentiments chevaleresques qui animaient nos aïeux.

Ai-je besoin d'ajouter que l'Angleterre sut

mettre à profit les excellentes dispositions de Boris Goudounoff et que sous son règne les privilèges commerciaux de ses nationaux furent sensiblement agrandis? Le trafic extérieur de la Moscovie était virtuellement passé en entier entre leurs mains. La ville de Narva avait été déclarée, il est vrai, ville franche où pouvaient se donner rendez-vous tous les marchands du monde; mais les négociants anglais savaient éluder les inconvénients de cette concurrence.

Une telle situation n'était pas sans soulever des récriminations de la part des autres nations, notamment des républiques de Gênes et de Venise, ni sans provoquer de vives protestations de la part des négociants moscovites. Mais on n'en avait cure. Il devait s'écouler de longues années avant que ce scandale ne prît fin.

La situation juridique des Anglais et de leur commerce était à la fin du seizième siècle la suivante : Les sujets anglais étaient autorisés de trafiquer librement sans payer aucun droit ni de douane, ni de pavillon, ni de voirie, ni de pesage, ni d'autres. Mais les Anglais ne devaient pas importer dans les états moscovites des marchandises étrangères, non anglaises, et il était défendu aux sujets russes de trafiquer avec des marchandises anglaises, achetées à des Anglais. Ils n'avaient pas le droit d'envoyer dans les villes ou faire des

achats; ils devaient échanger marchandises contre marchandises; ils ne pouvaient vendre au détail, au poids et à l'archine. Les draps se vendaient par balles ou par morceaux entiers; le velours par demi-morceau, le vin par futailles. En quittant la Russie pour l'Angleterre ou autre pays, les négociants anglais étaient obligés de se fournir en marchandises au trésor tsarien, les vendre ou les échanger contre d'autres marchandises, nécessaires à l'État moscovite, et livrer celles-ci au trésor.

Les négociants anglais pouvaient vivre en toute liberté et vaquer à leur négoce, d'après l'usage établi, dans leur factorerie près l'église Saint-Maxime, et, en outre, entretenir des comptoirs à Kholmogory, Yaroslavl et Wologda. Un portier indigène excepté, ils ne pouvaient pas prendre à leur service de gens russes. Tous les Anglais relevaient directement de la Chancellerie des Ambassadeurs. Le diak de cette chancellerie et le trésorier du Tsar étaient chargés de la juridiction à l'égard des Anglais. « Ce qui ne pourra être prouvé », dit Solowiew dans son *Histoire de Russie*, « sera adjugé par voie de tirage au sort. »

Ces droits et libertés si exclusifs des Anglais leur furent également confirmés par le gouvernement moscovite après l'époque des troubles qui fut suivie de l'avènement de la dynastie des Romanoff, appelée par le suffrage de la nation.

Michel Féodorovitch désirait cependant que les condescendances tsariennes envers les Anglais fussent payées de quelque réciprocité effective, et ne paraissait pas devoir se contenter exclusivement de l'eau bénite de cour au moyen de laquelle on s'était acquitté envers ses prédécesseurs.

Son ambassadeur, Zuzine, envoyé pour notifier son avènement au roi Jacques Ier, fut également chargé de négocier avec l'Angleterre une alliance formelle contre le roi de Pologne, Sigismond, et le roi de Suède, le fameux Gustave-Adolphe.

Le roi Jacques avait parfaitement conscience de l'immense avantage que retiraient les Anglais de leur commerce avec Moscou et, dans le fond du cœur, il était disposé à entrer dans la voie où Élisabeth avait toujours refusé de s'engager. Cependant le roi d'Angleterre avait à compter, alors comme aujourd'hui, avec son parlement. Désireux néanmoins de témoigner au Tsar sa bonne volonté, il délégua l'ambassadeur John Mérick à Moscou, avec mission exclusive d'offrir sa médiation officielle aux Suédois et aux Russes.

John Mérick remplit scrupuleusement sa charge, mais ce ne fut pas sans peine qu'il aboutit à un résultat satisfaisant. Nous le voyons, en effet, s'adonner à sa tâche en 1613, et le traité de paix de Stolbovo — qui est son œuvre — ne fut signé que le 17 février 1617.

La récompense que réclama John Mérick fut encore l'agrandissement des privilèges anglais en Russie. Il demanda leur extension sur tout le territoire moscovite, ce qui lui fut accordé. Il demanda aussi la permission d'exploiter la Sibérie, l'autorisation de transformer le Volga en voie navigable anglaise et d'établir partout des relais pour trafiquer avec la Perse, l'Inde et la Chine. Sous couleur de négoce, il ne visait à rien moins qu'à confisquer au profit de sa nation toute la vie économique de la nôtre. Le Tsar et ses boïards comprirent. Sous des prétextes plus ou moins plausibles, on déclina ses propositions et on congédia l'avide ambassadeur, satisfait quand même — du moins provisoirement — des avantages qu'il avait obtenus.

Quand l'Angleterre revint à la charge pour en arracher d'autres à la complaisance présumée inépuisable du souverain moscovite, elle se heurta cette fois à sa volonté très ferme de ne rien accorder sans avoir en mains au préalable un traité d'alliance offensive et défensive parfaitement en règle.

Le roi Charles I[er], poussé dans ses derniers retranchements, fit enfin rédiger un projet qui fut présenté à la signature de Michel par son ambassadeur Cooks. Dans ce projet il est dit que « les nations moscovite et anglaise doivent s'aimer mutuellement » comme frères et demeurer unis comme un seul peuple, « souhaitant l'un à l'autre

gloire et honneur, tant en paroles qu'en faits ». En cas de guerre quelconque, les deux alliés avaient le droit d'enrôler des troupes dans le pays de l'autre partie contractante et étaient en outre obligés de se prêter mutuelle assistance. Cette fois-ci ce fut le gouvernement moscovite qui refusa sa signature au traité d'alliance, évidemment par la raison que cet acte stipulait aussi une nouvelle et solennelle confirmation de tous les franchises et privilèges des négociants anglais en Moscovie.

Néanmoins durant le règne du Tsar Michel Féodorovitch le gouvernement anglais réussit à maintenir à l'égard du commerce anglais tous ses anciens droits et avantages. Il parvint même à obtenir du gouvernement moscovite l'autorisation pour un certain sieur Schmidt de séjourner à Moscou, en qualité « d'ancien » ou plutôt de « consul » des Anglais trafiquant en Russie. Ceci eut lieu en 1627. En outre le gouvernement anglais exprima le désir que tout Anglais fût admis en Russie sans qu'il fût nécessaire de faire partie de la Compagnie londonienne, comme c'était le cas jusque-là.

Une modification radicale s'accomplit enfin sous le règne du fils de Michel, Alexis Michaïlowitch.

A cette époque se produisit la Révolution d'Angleterre, et l'exécution juridique de Charles I[er] exaspéra notre autocrate au point qu'il n'hésita pas à faire retomber tout son courroux sur les négo-

çants anglais établis en Moscovie et qui, d'ailleurs, étaient presque tous partisans de Cromwell.

Il restreignit leurs privilèges par un oukase du 1er juin 1649, dont voici la teneur :

« Vous, Anglais, avec tout votre avoir, devez prendre la mer et vous en aller ; mais vous pouvez trafiquer de toutes marchandises avec les commerçants moscovites à Archangelsk en arrivant par mer. L'arrivée à Moscou et autres villes, avec ou sans marchandises, vous est interdite. Le séjour dans les États moscovites vous est défendu, à vous autres Anglais, car auparavant vous y trafiquiez en vertu de patentes tsariennes octroyées sur la demande de votre souverain, Carolus, Roi d'Angleterre, par amitié et amour fraternel envers lui. Mais actuellement il est parvenu à notre connaissance que les Anglais de tout votre pays ont commis un grand forfait : ils ont tué jusqu'à mort *(sic !)* leur souverain, Carolus, leur roi. C'est pourquoi il ne vous sied plus d'habiter les États moscovites. »

En prenant cette mesure énergique et définitive, Alexis Michaïlovitch ne donnait pas seulement à tous les princes chrétiens une haute leçon de solidarité royale ; il soulageait ses peuples et surtout ses marchands, depuis longtemps excédés par les

procédés des Anglais. Les immenses prérogatives dont jouissaient ceux de cette nation provoquaient de plus en plus le mécontentement et les murmures de la nation russe qui se trouvait dans l'impossibilité d'entrer en lutte sur le terrain de la concurrence mercantile, avec les négociants anglais.

Leur onéreux monopole et l'exploitation impitoyable exercée par eux à l'égard de l'industrie et du commerce russes étaient devenus absolument abusifs et, en 1646, les marchands de Moscou avaient présenté au jeune Tsar une plainte contre les négociants étrangers, en le suppliant de les sauver d'une perte presque certaine.

Les Anglais ne se sont jamais bien relevés de ce coup fatal. Ni les envoyés de Cromwell que, quatre ans plus tard, Alexis voulut bien recevoir mais qu'il accueillit très froidement, ni les ambassadeurs de Charles II, restauré, qu'il combla d'honneurs stériles, ne purent faire revenir le second Romanoff sur sa détermination. Tout au plus permit-il à dix négociants anglais seulement, établis à Arkangelsk, de fonder une succursale à Moscou. En vain l'ambassadeur, comte Carlysle, proposa-t-il sa médiation en faveur de la paix avec le roi de Pologne. Sa proposition fut acceptée en principe, mais sans conditions, et comme Carlysle visait surtout la restauration du monopole commercial anglais, il n'y fut pas donné suite.

Les divers envoyés qui lui succédèrent n'obtinrent rien non plus.

La Russie voulait vivre désormais de sa propre vie économique et n'avait plus besoin d'instituteurs commerciaux vraiment trop coûteux.

Les Anglais n'avaient, durant le seizième siècle et une partie du dix-septième, entretenu des relations avec nous que dans un but exclusivement mercantile. L'étiquette excessive qui régnait alors à la Cour de Moscou n'avait pas permis de se défendre efficacement contre leurs empiétements. Les représentants du gouvernement moscovite gardaient généralement une attitude très hautaine à l'égard des envoyés anglais. Dans leurs missives ils écrivaient que la reine ne peut que « solliciter » le Tsar, — tandis que le Tsar ne saurait « prier » la reine au sujet de n'importe quoi; — il « exigeait ». En un mot la reine d'Angleterre n'était pas envisagée comme étant l'égale du Tsar moscovite.

Cependant, malgré la présomption des diplomates moscovites, les Anglais finissaient toujours par atteindre leur but secret : l'exploitation commerciale du peuple russe.

La réaction qui se produisit vers la fin du dix-septième siècle, dans les mœurs et dans les idées, prépara le règne de Pierre I[er].

L'avènement au trône de l'illustre réformateur imprima une toute nouvelle direction aux relations

entre la Russie et l'Angleterre, en déterminant de nouveaux buts aux aspirations générales de la Russie. Les intérêts commerciaux cédèrent la place, durant le règne de l'empereur Pierre le Grand, à l'action des vues politiques suggérées par son génie.

CHAPITRE IV

L'ANGLETERRE ET PIERRE LE GRAND

Durant son séjour en Hollande et en Angleterre, c'est-à-dire au cours des années 1696 et 1697, Pierre Ier se persuada profondément de l'utilité des bonnes relations entre la Russie et cette dernière puissance. Il songeait déjà à solliciter sa médiation pour la conclusion de la paix entre son gouvernement et la Porte ottomane.

En vue de rendre l'Angleterre favorable, il prêtait, à Londres même, une oreille favorable aux sollicitations des hommes d'État anglais réclamant le retour des anciennes constitutions commerciales qui avaient réglé les rapports des deux pays au temps d'Ivan IV et d'Élisabeth. Afin de leur prouver sa bonne volonté et, comme entrée de jeu, il concédait *proprio motu* à une compagnie anglaise le monopole de la fabrication et de la vente du tabac sur tout le territoire russe. Les conditions de cette concession étaient d'ailleurs, pour l'époque, assez avantageuses au trésor moscovite.

Cette invite du Tsar ne fut pas suivie de l'effet qu'il en attendait. Déjà l'Angleterre considérait d'un œil jaloux les progrès de la Russie sur le Danube, et le roi Guillaume III ne fit rien pour mettre fin à la guerre turque. De même, on remarqua, de sa part, une sourde partialité à l'occasion de la longue guerre du Nord contre Charles XII.

L'Angleterre croyait qu'il suffirait, comme par le passé, de couvrir de fleurs de rhétorique ses refus de concours, pour masquer sa complète indifférence vis-à-vis de nos intérêts essentiels; comme aussi d'accabler de marques de déférence les représentants du Tsar et le Tsar lui-même pour le décider à sacrifier les intérêts de ses sujets aux intérêts des sujets britanniques.

Mais les temps étaient changés et les hommes aussi. Pierre le Grand, qui n'était pas, en 1700, assis dans toute sa force, mais qui possédait déjà l'intuition que confère le génie en attendant l'expérience que procure la pratique des hommes, Pierre le Grand, dis-je, se montra dès lors aussi bon diplomate que les ambassadeurs, blanchis dans la carrière, à lui envoyés par Guillaume III et la reine Anne.

Il accepta volontiers les honneurs qu'on lui rendit à Londres et dans les autres villes de la Grande-Bretagne, où il résidait tantôt comme

apprenti charpentier et tantôt comme empereur. Il écouta complaisamment toutes les propositions séduisantes qu'on lui fit, et accorda presque toutes les concessions réclamées en faveur du commerce britannique, mais il fit rédiger les chartes et patentes de telle sorte que leur exécution, même celle qui concernait le monopole du tabac, devait tourner, tôt ou tard, au bénéfice de la Russie. Il laissa même accréditer à Moscou un consul général du Royaume-Uni, mais il se réserva le droit d'en accréditer un à Londres. Il subordonna d'ailleurs le maintien des nouveaux privilèges commerciaux consentis aux Anglais à la conclusion d'un traité d'alliance politique entre les deux États.

Quant aux honneurs extérieurs dont on l'avait comblé à Londres, il se piqua d'amour-propre de les rendre avec prodigalité à l'ambassadeur du roi d'Angleterre, Whitworth.

Nous ne résistons pas au plaisir de reproduire la description de la réception qui fut faite à ce personnage, telle qu'il la rédigea lui-même tout aussitôt dans son rapport du 21 février (4 mars) 1709 :

« A la rencontre de l'ambassadeur fut envoyé le stolnik (chambellan) du Tsar avec onze voitures attelées chacune de six chevaux. Quand l'ambas-

sadeur, accompagné de tous les marchands anglais venus à sa rencontre, se trouva à peu de distance du cortège d'honneur, la bienvenue lui fut souhaitée par un interprète, envoyé par le stolnik. Immédiatement après arriva le stolnik, en personne, pour souhaiter encore une fois la bienvenue à l'ambassadeur, au nom du Tsar. Après l'échange de ces politesses, le cortège se mit en marche dans la direction de Moscou et dans l'ordre suivant : 1° cent soixante cavaliers ayant leurs sabres hors du fourreau ; 2° sept voitures vides appartenant aux principaux ministres du Tsar; 3° quatre voitures appartenant au Tsar, et dans la dernière prirent place l'ambassadeur avec un huissier et un interprète; six personnes marchaient à pied des deux côtés de la voiture; 4° tous les marchands anglais à cheval; 5° trois chevaux de selle appartenant à l'ambassadeur; 6° ses deux voitures, attelées chacune de six chevaux; 7° trois charrettes sur lesquelles étaient entassés vingt petits traîneaux ayant servi au transport des serviteurs de l'ambassadeur et de ses bagages.

« Le cortège traversa tout Moscou à pied en s'arrêtant parfois et, quatre heures plus tard, il arriva au quartier allemand, au palais construit par feu le général Lefort, où l'on avait préparé des appartements pour l'envoyé et pour sa suite. A son entrée au palais, il reçut un présent envoyé

par le Tsar et se composant de vin, d'hydromel et d'autres rafraîchissements. Devant la maison occupée par l'envoyé se trouvaient, suivant l'usage, un lieutenant et trente-six soldats pour monter la garde en permanence. »

« Le lendemain matin le Tsar invita l'ambassadeur en audience privée et le reçut sans aucune cérémonie particulière. Ayant remis au Tsar ses lettres de crédit, Whitworth prononça un discours pour faire ressortir tout le respect et toute l'amitié que la reine ressentait pour ce souverain. Pierre Ier prévint l'envoyé qu'il partait immédiatement pour Voronège et le pria d'entrer en rapports avec Th.-A. Golovine, président de la chancellerie des ambassadeurs. »

Golovine était un interprète fidèle de la pensée de son souverain, et l'habitude l'avait déjà rompu aux habiletés de la diplomatie. Il opposa des moyens dilatoires aux demandes réellement excessives de l'ambassadeur anglais, et ne cessa de subordonner les concessions commerciales à la médiation de l'Angleterre entre la Russie et la Suède.

Les longues conversations qu'il tint avec Withworth le convainquirent que de ce côté il n'y avait rien à espérer. L'Angleterre s'obstinait à ne considérer la Russie que comme un pays d'ex-

ploitation commerciale. Elle était jalouse de la voir s'étendre sur la Baltique et voyait avec dépit Pierre I[er] jeter sur la Néva les fondements de la nouvelle capitale. C'est malaisément qu'elle dissimulait ses sentiments malveillants.

Le Tsar, qui dirigeait personnellement les négociations, dans les intervalles de ses campagnes militaires, comprit que le mieux pour lui serait de temporiser. Il fit donc traîner les choses en longueur et ajourna toutes les décisions. Il donna même une preuve excessive de patience quand il apprit que son ambassadeur à Londres, Matvéew, avait subi dans cette ville, de la part d'agents gouvernementaux, des outrages inouïs dans les fastes diplomatiques. Il se contenta, pour toutes réparations, des excuses publiques de la reine. Notre grand homme sentait qu'il lui fallait une grande victoire pour forcer les portes de la grande famille européenne.

Cette victoire, il la remporta à Pultava en 1709.

Pierre le Grand désormais parle en maître redouté. L'Angleterre, qui voit crouler le royaume de Suède, qu'elle considère comme le boulevard du protestantisme du Nord, n'ose néanmoins lui prêter secours pour retarder sa chute définitive. Elle laisse la Russie lui ravir ses provinces de Livonie, d'Esthonie, et se fortifier dans la Carélie et l'Ingrie, qui ne sont que des reprises sur l'en-

nemi séculaire : l'Angleterre tremble pour tout le rivage de la Baltique. Engagée depuis dix ans dans une guerre pénible contre la France, elle craint surtout que l'étoile du Nord ne joigne ses rayons à ceux de sa puissante adversaire.

Son orgueil l'emportant néanmoins sur son intérêt, elle s'abstient encore, il est vrai, de solliciter l'honneur, si longtemps dédaigné par elle, d'une alliance avec la Russie. Son ambassadeur se plaît même à répéter que les « avantages commerciaux sont les seuls anneaux qui puissent unir l'Angleterre à la Russie ». Mais ces impertinences cachent mal le fond de sa pensée; elles sont l'écho de la vanité de la reine Anne qui ne peut se consoler de la ruine de son ami suédois et ne veut pas se donner un démenti trop humiliant en venant saluer le vainqueur.

Pourtant tout ceci n'est que bouderie dont les effets disparaîtront dès que les intérêts britanniques seront sérieusement en jeu. D'ailleurs, la reine Anne disparaît de la scène de ce monde en 1714, et avec elle s'éteint la descendance directe des Stuarts. C'est un prince allemand, Georges de Hanovre, qui est appelé à lui succéder.

Celui-ci, comme grand Électeur, fut toujours l'allié fidèle de Charles XII pendant la durée de la guerre du Nord; mais il est doué de l'esprit pratique de ceux de sa race. Il sent que la continua-

tion de ses hostilités contre le Tsar détermineront tôt ou tard la perte de son duché de Brême. Il comprend que l'alliance avec le puissant Monarque russe sera d'une plus grande utilité au Hanovre et à l'Angleterre que l'amitié du roi de Suède vaincu.

Il s'abouche avec Pierre le Grand, et les résultats des pourparlers des représentants des deux princes est la conclusion — le 28/17 octobre 1715 — du traité de Greifswald.

Ce traité consacre le démembrement du royaume de Suède ou plutôt son refoulement définitif dans ses limites naturelles. Toutes les conquêtes russes sont reconnues.

Mais, nous Russes, nous devons moins envisager ces avantages matériels que la reconnaissance de la grandeur de notre nation, que ce traité admet implicitement.

C'est fait désormais. La Russie a fait sa rentrée solennelle sur la scène politique du monde. Du troisième ou quatrième rang elle est montée d'un seul bond au premier. Et ce magnifique résultat est la conséquence de la bataille de Pultava, la dernière de la campagne du Nord, la seule qui compte, comme nous le disions plus haut.

Désormais encore la Russie va marcher la main dans la main de l'Angleterre, l'une et l'autre à la poursuite de leurs glorieuses destinées.

CHAPITRE V

LA PREMIÈRE ALLIANCE OFFENSIVE ET DÉFENSIVE

Les guerres sanglantes, qui troublaient l'Europe entière, au cours des premières quinze années du dix-huitième siècle, furent suivies d'une longue période de paix relative. Au midi, l'épineuse question de la succession d'Espagne avait été réglée par les compromis d'Utrecht et de Rastadt. Au nord, les victoires de Pierre Ier avaient assuré pour toujours la prépondérance de notre nation dans cette partie du monde.

Les peuples refaisaient leurs forces épuisées par une série de combats qui avaient eu pour théâtre presque la totalité du continent; les souverains n'étaient plus occupés qu'à recueillir les fruits de tant de travaux. Notre grand monarque, dont l'activité était seulement déplacée, s'inquiéta de consolider ses conquêtes et de prévenir le retour des agressions perpétuelles qui avaient si souvent mis son État et même l'indépendance de son peuple en péril. Mais ce n'est pas ici le lieu de raconter

les travaux de la paix qu'il accomplit sur la fin de son règne, travaux peut-être plus féconds que ceux de ses guerres victorieuses.

L'expérience l'avait confirmé dans cette vérité, qu'il est bien difficile à un homme seul, quelle que soit l'étendue de son génie, de mener seul à bonne fin de vastes entreprises. Il voyait clairement qu'un secours étranger, en lui facilitant sa tâche guerrière ou pacifique, lui permettrait de marcher à pas de géant dans les voies de réformation, où il s'était résolument engagé. Les alliances que, vaincu, il n'avait pu obtenir, il chercha, vainqueur, à les imposer. Fidèle aux traditions de son pays et obéissant à ses propres inclinations, il se tourna encore du côté de l'Angleterre.

Cependant son élévation avait été trop rapide et surtout trop haute. Aux sentiments de dédain, qui avaient si longtemps présidé aux relations du Royaume-Uni avec la Russie, avaient bien vite succédé des pensées de jalousie. L'Angleterre craignait que la domination de la Baltique ne lui fût ravie, et que son lucratif commerce n'y périclitât pour faire place à celui de la nation nouvellement émancipée.

L'Angleterre répondit donc froidement d'abord aux avances de Pierre le Grand, ensuite même avec une certaine méfiance.

Georges Ier avait signé le traité de Greifswald

seulement en qualité d'électeur de Hanovre, et cette signature n'engageait pas la couronne d'Angleterre, car dans ce pays tous les actes souverains, pour être valables, ont besoin d'être sanctionnés par un vote du Parlement.

Le traité, d'ailleurs, lui était personnellement fort avantageux. Non seulement il garantissait ses possessions en Allemagne, mais il en prévoyait l'agrandissement. La parole du Tsar était donnée; il était certain qu'elle serait tenue. Le roi d'Angleterre ne se croyant pas obligé de payer les dettes de reconnaissance de l'électeur de Hanovre, Georges Ier, en cette première qualité, demeura donc tout son règne presque hostile à l'empereur de Russie.

Il arguait du prétexte que, la Suède ayant toujours été l'amie fidèle de l'Angleterre, celle-ci était engagée d'honneur à la soutenir dans l'adversité. La Suède, d'ailleurs, n'avait pas encore mis bas les armes. Battue sur terre et sur mer, entamée sur son propre territoire, elle persistait à lutter, mais seulement pour l'honneur, peut-être aussi dans l'espérance vague que la nation qui grave sur ses monnaies l'effigie de saint Georges viendrait la délivrer de l'étreinte moscovite.

Assurément le roi d'Angleterre n'aurait pas mieux demandé; mais, s'il était souverain absolu en Hanovre, il avait à compter en Angleterre avec

le parlement et l'opinion publique. Ces deux puissants co-souveraines de Londres étaient, il est vrai, bien disposées envers la Suède, mais la France, dont le gracieux suffrage est acquis à tous les héros, manifestait ses sympathies à l'égard de Pierre le Grand; l'Autriche elle-même le favorisait, et le peuple anglais ne se souciait pas de ranimer le fléau de la guerre pour les beaux yeux de la reine de Suède.

Ne pouvant faire davantage, l'Angleterre offrit sa médiation pour hâter la conclusion de la paix entre les deux puissances du Nord. Cette médiation, elle avait été sollicitée, presque mendiée après Narva et pendant les longs mois d'angoisses qui précédèrent cette funeste bataille. Elle avait été refusée, et les refus n'avaient pas été quelquefois sans être accompagnés d'une certaine humiliation. Après les victoires de Pultava et des îles d'Aland, l'heure était mal choisie pour une intervention qui, au lieu de nous être utile, ne pouvait que nous être nuisible, étant données les sympathies manifestes de l'Angleterre envers la Suède.

Pierre Ier déclina donc l'offre peut-être intéressée et certainement non amicale de l'Angleterre. Alors, le gouvernement anglais imagina de nous l'imposer. Il envoya dans la Baltique une forte croisière de navires de guerre et poussa l'audace jusqu'à intimer aux flottes russes l'ordre de stationner

dans les ports, sous peine d'ouverture d'hostilités. Pierre et ses successeurs accueillirent avec philosophie cette menace à main armée.

A l'ultimatum qui lui fut adressé, l'impératrice Catherine Ire faisait cette réponse pleine de dignité, réponse adressée directement à Georges Ier :

« Vos ministres n'ont pu rien inventer de neuf et ont fait surgir la vieille et fausse accusation de rapports que nous entretenons soi-disant avec le prétendant. Vous êtes libre de donner à vos amiraux les ordres qui vous conviennent, mais, sans vous offenser, s'il nous prend envie d'envoyer notre flotte en pleine mer, nous le ferons, malgré la défense de Votre Majesté Royale, car, de même que nous ne voulons pas faire acte nous-même de supériorité, ni dicter des lois aux autres, nous ne sommes pas disposée non plus à exécuter les lois d'autrui, en notre qualité de souveraine autocrate et absolue qui ne dépend de personne, que de Dieu.

« Néanmoins, — continuait Catherine, — nous sommes très portée et même prête à entretenir en permanence une bonne entente avec Votre Majesté Royale et n'entreprendrons rien qui puisse porter atteinte à l'amitié qui unit les deux États, vu que les deux États doivent reconnaître que cette amitié leur est très utile. »

Pour bien comprendre toute la signification de

cette lettre, il est utile de rappeler qu'aux regards de tous les princes légitimes l'accession au trône d'Angleterre de la maison de Hanovre passa pour une usurpation, et qu'une forte minorité de la nation anglaise ne l'apprécia pas autrement. Plus qu'aucune autre maison souveraine, la maison de Russie a toujours eu horreur des usurpations. Pierre Ier et ses successeurs plaignirent donc les Stuarts évincés de la couronne à laquelle ils avaient droit. Ils témoignèrent des sympathies personnelles très vives à l'égard des membres de cette Maison, comme Michel Féodorowitch en avait témoigné à Charles Ier et à Charles II; ils les aidèrent même de quelques subsides, mais à ces démonstrations platoniques s'arrêtèrent les marques d'intérêt qu'ils leur portaient.

Il était donc faux de les taxer de jacobites comme le faisaient Georges Ier et plus tard son fils Georges II. L'inquiétude permanente où furent toute leur vie ces deux princes de voir crouler dans une tempête l'échafaudage de leur fortune explique seule les reproches qu'ils n'ont guère cessé d'adresser à presque tous les rois leurs contemporains. Mais un rapide examen eût suffi à montrer l'inanité du grief en ce qui concernait les autocrates russes. Ceux-ci étaient trop occupés à solidifier l'énorme monument édifié par le grand homme de la race, pour se travestir en chevaliers

errants du droit politique méconnu chez les autres peuples.

L'histoire de ce passé, qui est maintenant faite, le démontre assez.

Quoi qu'il en soit, le malentendu ne contribua pas peu à entretenir la sourde malveillance qui caractérise, de leur temps, les rapports de l'Angleterre et de la Russie.

Par un phénomène étrange, le gouvernement anglais, tout en usant de procédés politiques plutôt désagréables à notre égard, ne perdit pas un instant de vue les intérêts commerciaux de ses sujets. En même temps qu'elle cherchait à nous intimider par ses démonstrations navales, l'Angleterre harcelait nos ambassadeurs à Londres pour leur arracher quelques nouveaux privilèges en faveur de ses marchands, et elle envoyait des instructions dans le même sens à ceux qu'elle entretenait à Moscou.

Cette prétention de rester amis tout en faisant des actes ennemis, de se poser en médiateurs tout en prenant parti pour l'un des belligérants, de faire du tort à son prochain tout en sollicitant ses bienfaits, toute cette incohérence n'a pas été sans frapper les hommes d'État russes.

Nous trouvons plus qu'un écho, — une traduction fidèle — de leur étonnement, dans un long mémoire adressé en 1719 au roi d'Angleterre par

l'ambassadeur, Vessélovsky. En voici quelques curieux passages :

« Proposer une médiation, — y était-il dit, — et se livrer ensuite à des menaces sont des actes contradictoires, qui ne peuvent aller de pair; proposer une médiation pour réconcilier le Tsar avec son ennemi et déclarer immédiatement après qu'on a conclu une alliance avec cet ennemi sont des preuves évidentes du fait que la médiation n'a pas été proposée dans le but d'aboutir à cette réconciliation, mais que l'on cherche des motifs de rupture et d'inimitié. Les conclusions de la réponse des ministres britanniques démontrent suffisamment que Votre Majesté cherche à se poser non pas en médiateur, mais en juge qui veut dicter des lois, et que vos ministres se figurent que Sa Majesté le Tsar doit se soumettre sans observations aux lois qu'ils trouveront bon de lui imposer.

« C'est au public impartial à juger de l'honnêteté et de la justesse de cette opinion et des explications des ministres anglais.

« Laisser ses alliés s'unir à l'ennemi d'un allié, avec lequel on a entretenu des rapports d'amitié pendant des siècles et grâce auxquels on a obtenu de grands avantages et d'immenses bénéfices, c'est un acte impardonnable devant Dieu et pardevant les hommes.

« Sa Majesté le Tsar n'a fourni aucun prétexte pour qu'il y ait lieu de se départir d'une amitié aussi fermement établie et si utile aux deux nations... Sa Majesté le Tsar est désireuse jusqu'à présent de maintenir cette amitié dans les mêmes termes, et la déclaration, par laquelle il autorise les marchands anglais à se livrer librement au commerce dans tous ses domaines en est une preuve évidente, d'autant plus que cette déclaration a été faite à l'époque où Votre Majesté et vos ministres agissaient en ennemis à l'égard du Tsar, en envoyant une flotte au secours de son adversaire et en excitant contre Sa Majesté toutes les puissances, sans en excepter les Turcs... »

Ne pouvant vaincre l'hostilité de l'Angleterre au sujet de la question suédoise, le Tsar finit par se passer de son concours et conclut directement avec son adversaire le glorieux traité de Nystadt qui a mis le sceau à ses exploits de génie et qui a mis fin, pour toujours sans doute, à la turbulence de la Scandinavie.

L'Angleterre dut se résigner, d'autant mieux qu'à ses mauvais procédés le gouvernement russe ne cessait de répondre par des procédés d'une tout autre nature, comme s'il avait voulu contraindre, à force d'amabilité, la méfiante Albion à recon-

naître enfin que le meilleur et le plus sûr allié du Royaume-Uni doit être l'empire russe.

C'est ainsi qu'à la date du 18 juin (8 juillet) 1719 le Tsar octroyait à tous les marchands anglais trafiquant en Russie une charte absolument favorable à leurs intérêts. Il la renouvelait libéralement l'année suivante et, en 1726, Catherine Ire ajoutait encore aux privilèges de ces étrangers.

Ce n'était plus évidemment le retour aux abus commerciaux du seizième siècle; les intérêts russes sont ménagés avec intelligence dans ces quatre chartes successives ; mais avec le développement progressif du commerce, elles ne laissaient pas que d'être encore fort avantageuses aux négociants anglais.

Ces chartes ne constituent pas non plus des contrats bilatéraux et internationaux. Ce sont des dons gratuits concédés par nos autocrates, sans charge de réciprocité, conséquemment révocables au gré des donateurs. Pour rencontrer un véritable traité de commerce conclu entre l'Angleterre et la Russie, il nous faut descendre jusqu'à l'année 1734.

A cette époque, de nouvelles difficultés extérieures avaient surgi : la Russie, s'étant placée d'elle-même à l'avant-garde des revendications que la chrétienté tout entière doit exercer contre l'Islam, s'était posée en protectrice des orthodoxes qui

peuplent beaucoup de provinces de l'empire de Mahomet. Les querelles provoquées par les vexations que les Turcs faisaient subir à ceux-ci étaient fréquentes. Elles s'aggravaient de discussions de frontières. La Russie s'imagina un instant que l'Europe occidentale la seconderait volontiers dans cette nouvelle croisade qu'elle avait entreprise ; mais elle ne tarda pas à se guérir de cette illusion.

Nous étions déjà devenus trop forts, et l'Europe, par une fausse appréciation de ses véritables intérêts, pensa qu'il serait de bonne politique de gêner notre expansion vers le sud, dût-elle, pour obtenir ce résultat, renoncer à ses aspirations séculaires et laisser la horde barbare, campée à Constantinople, fouler indéfiniment et stériliser les plus riches et les plus illustres provinces du monde. L'Angleterre, notamment, ayant, pour ainsi dire, monopolisé le trafic des Échelles du Levant, jugeait que tout changement dans l'ordre établi serait préjudiciable à son commerce. Il semble que depuis l'épique chevauchée de Richard Cœur-de-Lion et surtout depuis Élisabeth, cette nation ait proscrit pour toujours l'idéal de sa politique.

La Russie dut donc renoncer dès lors à trouver un appui quelconque en vue du dessein qu'elle avait formé avec désintéressement de libérer ses frères chrétiens des deux rives du Bosphore.

Cependant, des complications d'un autre ordre

avaient surgi à l'est de ses frontières. A la turbulence de la Suède avait succédé l'anarchie de la Pologne. Le devoir strict des Tsars était donc, autant dans l'intérêt de ses sujets que pour le repos du monde, de veiller à ce que le désordre permanent, qui régnait en maître dans ce pays, ne se propageât pas au dehors du royaume électif. L'impératrice Anne Iwanowna pensa que l'Angleterre ne refuserait pas de se joindre à elle pour y rétablir la tranquillité, cette tranquillité devant favoriser l'extension de son commerce dans cette partie du monde. Mais l'Angleterre craignait de froisser la France, dont le jeune roi avait épousé la fille de Stanislas Leczinski, et c'étaient précisément les partisans de ce prince détrôné qui entretenaient l'agitation en Pologne. L'Angleterre résista donc à toutes les instances qui lui furent faites par notre très remarquable ambassadeur, le prince Cantémir, en vue d'obtenir sa coopération armée à l'expédition que notre souveraine projetait contre la Pologne. La Russie dut agir seule, et elle agit, du reste, avec tant de bonheur et tant de rapidité qu'elle se félicita de ne devoir de gratitude à personne.

Au cours des longues discussions qui s'élevèrent à cette occasion et au cours desquelles l'ambassadeur anglais, Rondeau, se distingua autant que le prince Cantémir, la conviction naquit, impérieuse,

que nous ne parviendrions à conquérir l'alliance politique de l'Angleterre qu'après avoir donné des garanties effectives au développement de son commerce dans notre empire. Les rescrits de Pierre Ier et de Catherine Ire n'étaient, en effet, je l'ai fait observer, que des actes de bon plaisir, des dons gracieux toujours révocables. Quoique l'Angleterre retirât de leur loyale exécution d'énormes profits, elle n'eut de cesse que ces rescrits ne fussent transformés en acte régulier, je veux dire en traité en forme entre les deux nations.

L'impératrice Anne se décida donc à signer, le 2 décembre 1734, un traité de ce genre, divisé en trente articles. Le commerce anglais y était excessivement favorisé ; à titre de réciprocité, il est vrai; mais cette clause devait rester longtemps illusoire, car, à cette époque, le commerce russe à l'extérieur était singulièrement restreint. Dans tous les cas l'Angleterre obtenait le traitement de la nation la plus favorisée. La durée de valabilité était fixée à quinze ans; mais, par le traité d'alliance de 1741, cette durée fut prolongée indéfiniment.

Le gouvernement anglais avait atteint son but le plus essentiel par la conclusion du traité de commerce de 1734 : les intérêts des sujets anglais étaient placés sous la protection d'un pacte qui leur était très avantageux. Ayant rempli le désir de l'Angleterre, le gouvernement de l'impératrice

Anne Iwanowna croyait que le moment était venu enfin de conclure avec la Grande-Bretagne un traité d'alliance. La guerre avec la Turquie et l'hostilité ouverte de la Suède l'obligeaient à désirer que cette affaire fût promptement menée à bonne fin.

Le cabinet de Londres n'avait pourtant pas abandonné son ancienne tactique : il ne cessait de démontrer au prince Cantémir que « les us et coutumes du peuple anglais liaient les mains aux ministres britanniques et les obligeaient à user de la plus grande prudence dans le maniement de toutes les affaires ». Le prince Cantémir écrivait à sa Cour, en 1737, que « le ministre anglais désirait voir la paix se conclure entre la Russie et l'empire ottoman, mais qu'il était parfaitement indifférent quant au meilleur mode à adopter en vue de la conclusion de cet instrument par les parties intéressées ». Le prince était de l'avis que le gouvernement anglais « préférait sa sécurité aux intérêts généraux de l'Europe ».

Cet état de choses prit néanmoins une autre tournure quand survint la question de la succession d'Autriche. En sa qualité d'électeur de Hanovre, Georges II avait intérêt à défendre les prétentions de Marie-Thérèse que combattait la France, et la France était alors l'amie de la Russie, en faveur de laquelle elle avait négocié le traité de

Belgrade. Le roi d'Angleterre avait un besoin extrême de s'assurer le concours de la Russie. Il n'objecta plus l'opposition de son Parlement et sollicita ardemment la conclusion d'un traité d'alliance offensive et défensive.

Après des négociations qui ne durèrent pas moins de deux ans, ce traité fut signé à Saint-Pétersbourg, le 3 avril 1741.

Il comprend vingt-deux articles publics, plus cinq articles séparés — secrets et secrétissimes.

Dans les articles publics, les deux Puissances se promettent aide et secours de toutes leurs forces de terre et de mer contre leurs ennemis, respectifs et communs. Bien entendu, le concours anglais est stipulé principalement en vaisseaux et le concours russe en troupes de terre. Au cas où l'Angleterre serait empêchée de tenir tous ses engagements dans leur intégrité, elle s'oblige à fournir des subsides pour une somme équivalente à la valeur du secours promis et attendu.

L'un des articles séparés implique, d'office, dans l'alliance, le roi de Pologne, considéré déjà comme un vassal de la Russie. Un autre de ces articles consacre officiellement le titre « d'Empereur de toutes les Russies », conféré à nos souverains, titre qui, jusqu'à cette époque, n'avait pas été reconnu par toutes les chancelleries et n'était attribué que par courtoisie.

CHAPITRE VI

PENDANT LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE

Le traité de 1741, signé à Saint-Pétersbourg, ne fut pas suivi d'effet. L'impératrice Anne en avait reconnu le caractère obligatoire, mais elle n'avait pas eu le temps de le signer, ayant disparu de la scène du monde vers cette époque.

D'autre part, la rupture entre la Suède et la Russie était survenue en août 1741, et le gouvernement russe ayant demandé à l'Angleterre d'envoyer une escadre dans la Baltique, en exécution d'une clause de ce traité, le Cabinet de Londres se déroba à son devoir sous le prétexte que les Suédois se garderaient bien de molester les navires anglais.

Cependant la situation en Allemagne se compliquait, et les ambitions de Frédéric II causaient une inquiétude générale. L'Angleterre, faisant volte-face, s'alliait définitivement avec l'Autriche et se brouillait avec la France et l'Espagne. Or, la Suède était l'alliée de la France. Les intérêts de

Londres devenaient communs avec ceux de Saint-Pétersbourg. L'impératrice Élisabeth Pétrowna, qui régnait alors et qui était mécontente des procédés du marquis de La Chétardie, ambassadeur de France, désirait ardemment que des engagements plus solennels que ceux d'avril 1741 unissent les intérêts de l'Angleterre à ceux de la Russie. Ce désir était partagé avec autant de vivacité par le Cabinet de Londres.

Le premier ministre, lord Carteret, ne laissait échapper aucune occasion de le confirmer dans ses entretiens avec le représentant de la Russie. « Sa « Majesté le Roi, disait lord Carteret, ne désire « rien aussi ardemment que l'amitié de Sa Majesté « l'Impératrice. Nous nous rendons suffisamment « compte de l'influence de la Russie sur les affaires « de l'Europe.

« Ceux qui recherchent l'amitié de votre Cour « sont nombreux, mais aucune alliance ne sera « jamais aussi conforme aux intérêts de la Russie « qu'une alliance avec les puissances maritimes, « que Pierre le Grand lui-même a toujours recher-« chée pour le maintien de l'équilibre européen. « J'espère, par conséquent, que Sa Majesté l'Impé-« ratrice ne se départira pas non plus de ces « grands principes. Aucun pays n'envoie en « Russie autant de navires sur lest que l'Angle-« terre pour prendre des cargaisons entières de

« marchandises russes. Les autres États peuvent « vous envoyer des cargaisons de vins et d'autres « futilités, mais aucun de ces commerces ne vous « rapportera jamais autant, argent comptant, que « le nôtre. »

« L'impératrice Élisabeth fit exprimer, par l'entremise de son ambassadeur Naryschkine, toute la satisfaction que lui procuraient les dispositions amicales du gouvernement anglais. Elle donna l'ordre de procéder à la rédaction d'un nouveau traité d'alliance entre la Russie et l'Angleterre, et le gouvernement impérial exprima en même temps la conviction que l'Angleterre, en vue des déprédations commises par les Suédois dans la mer Baltique, ne se refuserait pas à y envoyer une escadre (1). »

Ce nouveau traité est la confirmation, presque point par point, de celui du 3 avril 1741. Il contient, comme celui-ci, vingt-deux articles publics et cinq articles séparés et secrets. La seule clause qui l'en différencie, est celle qui est contenue dans l'article 15, par laquelle les contestations qui pourront surgir entre la Russie et les Puissances musulmanes, aussi bien que les attaques que pourront subir les colonies britanniques, sont, les

(1) **Extrait de l'ouvrage de M. de Martens.**

unes et les autres, dispensées des conditions de l'alliance offensive et défensive.

Voici, du reste, le texte de cet article 15 :

« Il est convenu, que le cas de ce traité d'alliance ne sera pas étendu aux guerres qui pourront survenir entre Sa Majesté Impériale de toutes les Russies et la Porte ottomane, ou les Perses ou Tartares, ou autres peuples orientaux, Sa Majesté britannique devant être dispensée dans chacun de ces cas de fournir les secours stipulés par ce traité, comme aussi de l'autre côté Sa Majesté Impériale de toutes les Russies ne sera pas tenue de fournir les secours stipulés par ce traité pour la défense des possessions de Sa Majesté britannique en Amérique, ou en tel endroit que ce soit hors de l'Europe. »

Ce traité fut signé à Moscou le 11 décembre 1742, et il fut revêtu des signatures du roi Georges et de l'impératrice Élisabeth.

Néanmoins, cet instrument diplomatique ne mit pas fin immédiatement au manque de stabilité des relations mutuelles de la Russie et de l'Angleterre. Cette instabilité s'explique, d'une part par la situation politique générale de l'Europe, et de l'autre par les influences personnelles, qui prédominaient aux Cours de Saint-Pétersbourg et de

Londres. La situation générale de l'Europe était fort embrouillée grâce à l'insatiable ambition du roi de Prusse, Frédéric le Grand, et à la haine implacable de Marie-Thérèse à son égard. C'est autour de cette animosité et de la lutte permanente de la Prusse et de l'Autriche que se groupaient les autres Puissances de l'Europe. La France cherchait à unir dans une alliance commune la Russie, la Prusse et la Saxe, dans le but d'empêcher l'élection du duc de Toscane, époux de Marie-Thérèse, à la dignité d'Empereur d'Allemagne. La Cour de Versailles était de l'avis que cette quadruple alliance garantirait pour une longue période la paix et la tranquillité de l'Europe.

D'autre part, l'Angleterre et la Hollande s'épuisaient en efforts pour résister à la France et à la Prusse et pour garantir à l'Autriche l'inviolabilité de ses possessions. Ces deux combinaisons politiques avaient absolument besoin chacune du concours de la Russie, et voilà pourquoi les fils les plus importants de la politique européenne se concentraient généralement à Saint-Pétersbourg. On voulait obtenir de la Russie son accession à l'une des deux alliances ou, pour le moins, sa neutralité bienveillante. Ces deux courants politiques, diamétralement opposés l'un à l'autre, avaient chacun à la Cour de Saint-Pétersbourg des partisans distingués. Le vice-chancelier,

comte Vorontzow, était pour une alliance avec la France et la Prusse, tandis que le chancelier en personne, le comte A.-P. Bestoujew-Rioumine, se montrait favorable à une alliance avec l'Angleterre et l'Autriche.

Dès le commencement de l'année 1745, la lutte entre les partisans de ces deux systèmes politiques si opposés, acquit un caractère aigu. Quand on procéda, en 1745, à Varsovie, à la signature d'une alliance entre l'Angleterre, la Hollande, l'Autriche et la Saxe contre la Prusse, les efforts du cabinet de Saint-James, en vue d'attirer la Russie dans cette alliance, eurent un caractère très défini.

A cette époque, l'Angleterre était représentée près la cour de Saint-Pétersbourg par lord Hindford, qui remplaça au mois de mars 1745 lord Tiravley qui n'avait rempli que pendant un an à peu près les fonctions d'ambassadeur plénipotentiaire de la Grande-Bretagne près le cabinet de Saint-Pétersbourg. Lord Hindford, d'accord avec les représentants de l'Autriche, de la Hollande et de la Saxe, proposa formellement à l'impératrice Élisabeth Petrowna de se joindre au pacte d'alliance de Varsovie. Mais si l'impératrice Élisabeth n'aimait pas Frédéric le Grand, qu'elle appelait le « Schah Nadir de Prusse », elle ne croyait guère aux manifestations d'amitié du roi d'Angleterre. Les soupçons de l'impératrice Élisa-

beth Petrovna se trouvèrent être parfaitement fondés le jour où le roi d'Angleterre se décida à conclure avec Frédéric le Grand la célèbre convention de Hanovre, par laquelle l'Angleterre reconnut les droits de la Prusse sur la Silésie.

Cette convention, d'ailleurs, ne pouvait avoir que des conséquences temporaires, et les victoires de Frédéric II menaçaient de jour en jour l'indépendance des États héréditaires en Allemagne du roi d'Angleterre. Les provinces allemandes, conquises par la Russie sur la Suède, n'étaient pas non plus à l'abri de ses futures revendications.

La nécessité de s'unir de nouveau, pour garantir leurs intérêts respectifs, s'imposait avec plus d'acuité à la Russie et à l'Angleterre; mais celle-ci devait en obtenir le bénéfice le plus net, parce qu'une alliance avec la France aurait abouti pour nous au même résultat.

La Russie, tiraillée à droite par les hommes d'État de Versailles, à gauche par ceux de Londres, l'était encore par les influences en sens contraire qui se partageaient l'autorité sur l'âme débonnaire d'Élisabeth.

Vorontzow fut enfin évincé, par la faute de l'ambassadeur de France qui laissa surprendre une correspondance compromettante pour son ami.

Bestoujew-Rioumine finit par décider l'impéra-

trice à signer une convention militaire avec l'Angleterre et la Hollande d'une part, la Russie de l'autre.

Aux termes de cette convention, en date du 27 novembre 1747, la Russie s'engageait à concentrer d'une façon permanente, et tant que Frédéric tiendrait la campagne, 30,000 hommes de troupes en Livonie; plus, à tenir prêtes, dans un des ports de la Baltique, cinquante galères de guerre, montées par 12,000 marins. L'Angleterre et la Hollande s'obligeaient, de leur côté, à subvenir à tous les frais de cette force armée. Le prix stipulé était de 300,000 livres par an.

Ce traité fut exécuté à la lettre par les trois Puissances contractantes. Ses effets moraux furent considérables. Les possessions allemandes du roi d'Angleterre ne coururent aucun danger jusqu'à la conclusion de la paix générale d'Aix-la-Chapelle. La Russie, par la promptitude de sa mobilisation et l'énergie de son attitude, en imposa à Frédéric II. La guerre, qu'il lui aurait certainement déclarée dès cette époque, fut ajournée.

Il est hors de doute que tout l'honneur de l'heureuse conclusion des négociations appartient, du côté de la Russie, au chancelier comte Bestoujew-Rioumine. Il eut raison de tous les adversaires de l'alliance anglo-russe et ne discontinua pas d'entretenir l'impératrice dans la conviction que

l'Angleterre était la meilleure alliée de la Russie. Il dirigea en personne tous les pourparlers avec lord Hindford et n'en informa même pas à temps le représentant de la Russie près la cour de Saint-James.

Il faut dire aussi que ce représentant, non plus que son principal secrétaire, n'étaient dignes de confiance. L'un et l'autre furent rappelés de Londres en punition de leur mauvaise conduite.

La conduite personnelle de Bestoujew-Rioumine donna également lieu, de son temps, à des critiques malveillantes. Il se disculpa victorieusement et prouva d'ailleurs, par son habileté et son patriotisme, que les qualités du diplomate sont indépendantes des vertus de l'homme privé.

Avant la conclusion de cette convention, l'Angleterre avait déjà accédé, par traité séparé, en date du 22 mai 1746, au traité d'alliance qui unissait l'Autriche à la Russie. Mais la chinoiserie qui avait présidé à la rédaction du traité de Griefswald, en 1732, se renouvela à l'occasion de ce ce traité. La guerre de la succession d'Autriche terminée, Georges II profita de la première circonstance pour déclarer officiellement qu'il restait bien l'allié de la Russie comme Électeur de Hanovre, mais que, comme roi d'Angleterre, il n'avait plus rien de commun — politiquement parlant — avec nous.

Nous signalons ce trait, parce qu'il sert à caractériser les relations entre les pays et les princes de cette époque, et parce qu'il souligne aussi la remarque faite souvent au cours du dix-huitième siècle, à savoir que les rois d'Angleterre de la dynastie de Hanovre montraient beaucoup plus de sollicitude pour leur patrimoine que pour les intérêts distincts du peuple anglais.

CHAPITRE VII

LA GUERRE DE SEPT ANS

Les négociations qui eurent cours et les événements qui s'accomplirent pendant la guerre de la succession d'Autriche avaient affirmé à la face du monde la situation prépondérante de la Russie au point de vue de l'équilibre européen. Le comte Bestoujew-Rioumine, champion irréductible de l'alliance anglaise, le constatait triomphalement dans un rapport adressé en 1753 à sa souveraine Élisabeth :

« Si l'Europe, dit-il, jouit maintenant de la paix, elle le doit exclusivement à l'impératrice. Les événements ont prouvé, ajoutait le chancelier, à la gloire universelle et retentissante de Sa Majesté Impériale, jusqu'à quel point la tranquillité et la fidèle observation de l'équilibre politique dépendent en Europe de ses ordres, car tant que Sa Majesté observait d'un œil indifférent les troubles qui ruinent notre continent, tout le monde a pu se con-

vaincre que le fléau de la guerre devenait de plus en plus intense, et que les alliés naturels de Sa Majesté en arrivaient à la dernière extrémité. »

La guerre de « Sept ans » allait démontrer que celui que défend la Russie est le maître en Occident; elle allait prouver surtout à l'Angleterre que, sans l'appui des troupes de terre, les victoires navales les plus glorieuses sont suivies de peu de conséquence pratique.

Dans l'intervalle de huit ou neuf ans qui sépare ces deux conflagrations, l'alliance entre les deux nations s'était raffermie et une nouvelle convention, en date du 30 septembre 1755, avait prévu minutieusement tous les cas où les forces des deux gouvernements devaient être mises parallèlement en mouvement. Il y était encore question de l'ambition du roi de Prusse et des moyens d'y mettre un frein. Mais cette convention, dont la rédaction fut très difficultueuse, ne fut jamais exécutée. D'une part, en effet, Frédéric II se tint tranquille et, d'autre part, par suite de la versatilité humaine, la situation politique changea radicalement dans l'Europe occidentale. D'ennemie irréconciliable qu'elle s'était montrée, l'Angleterre devenait soudain l'amie intime de la Prusse, et, le 16 janvier 1756, Georges II signait un traité d'alliance avec Frédéric II.

Cette volte-face ne fut pas sans produire en Russie un étonnement mêlé d'indignation. Les adversaires de l'alliance anglaise, dont le comte Vorontzow demeurait toujours le chef, ne dissimulaient pas leur satisfaction et parlaient de châtier sans retard la perfidie d'Albion. Le comte Bestoujew-Rioumine était consterné, mais il faisait bon visage à mauvaise fortune et tenait résolument tête à l'orage.

Sa position était des plus délicates, il faut le reconnaître, et celle de l'ambassade d'Angleterre était des plus ridicules, car la ratification du traité du 30 septembre n'était vieille que de trois jours, quand il lui fallut se présenter au palais du chancelier de l'empire pour lui faire part de la singulière nouvelle. Comme de raison, il s'efforça de convaincre son interlocuteur que les relations d'alliance de l'Angleterre et de la Russie n'avaient subi aucun changement, et il affirmait que l'alliance avec la Prusse ne portait aucune atteinte ni au contenu, ni au but du traité d'alliance anglo-russe. « Le roi, mon maître, ajoutait l'ambassadeur, espère, qu'en vertu de la convention, l'impératrice donnera l'ordre à ses troupes de se rapprocher de la frontière et qu'elle les y entretiendra, afin qu'elles soient en état d'entrer en campagne. Quant à la somme d'argent requise pour leur entretien, elle est prête. »

On trouvera plus tard dans cette histoire d'autres situations qui ne sont pas sans analogie avec celle-ci, mais pour s'en tirer avec honneur et profit, il faut être doué d'une grande expérience, doublée d'une égale souplesse d'esprit. Le comte Bestoujew-Rioumine ayant imaginé qu'il était homme à venir à bout de la difficulté, l'événement prouva que la tâche était au-dessus de ses forces. Il sut dissimuler le désarroi de son esprit, il est vrai, et faisant sienne hardiment la thèse de l'ambassadeur anglais, à savoir que l'alliance de l'Angleterre avec Frédéric II, — l'ennemi déclaré de la Russie, — ne devait diminuer en rien l'amitié de sa nation pour la nôtre, il s'efforça de démontrer à l'impératrice que nous devions tenir la main à l'exécution du traité. La clause la plus importante de ce traité était le maintien d'une forte armée en Livonie, moyennant des subsides anglais fort importants.

Comme l'impératrice répugnait à réclamer le paiement de ces subsides, il proposa de réunir une conférence militaire secrète qui serait chargée de prendre les mesures pour tenir en respect le roi de Prusse, sans donner ombrage au roi d'Angleterre.

Il fut procédé en effet, au mois de mars 1756, à la création d'une conférence près la cour impériale. Cette précaution ne put toutefois annuler le

fait de la conclusion par l'Angleterre d'une alliance avec l'ennemi déclaré de la Russie. L'impératrice donna l'ordre au collège des affaires étrangères de ne pas oublier que « Sa Majesté se trouvait vis-à-vis de l'Angleterre, dans une position qui lui permettait de jouir de toute liberté d'action et de prendre n'importe quel engagement avec les autres Puissances sans que rien pût s'opposer à la fidèle exécution par elle de ces nouveaux pactes ».

La France, qui avait déjà noué des alliances avec les cours de Madrid et de Naples dont les trônes étaient occupés par des Bourbons, et avec la cour d'Autriche où Marie-Thérèse régnait maintenant sans conteste, la France, dis-je, prit texte immédiatement de cette déclaration pour opérer avec la Russie un rapprochement presque intime. Cette nouvelle atterra l'Angleterre. Le ministre des affaires étrangères de ce pays laissa entendre au prince Galitzyne qu'après la conclusion d'une alliance entre la France et l'Autriche le roi d'Angleterre n'avait plus qu'un espoir : la fidélité et la magnanimité de l'impératrice de Russie. « Si elle abandonne aussi l'Angleterre, la perte définitive de celle-ci est inévitable. L'impératrice de Russie possède le moyen de rendre l'espoir à la cour d'Angleterre. Si la Russie s'unit à l'Autriche et à la France pour combattre la Prusse et l'Angleterre, cette dernière est perdue, car personne

ne sera en état de résister à une alliance de ce genre. »

De son côté, l'ambassadeur anglais, Williams, remuait ciel et terre à Saint-Pétersbourg pour conjurer le danger et faisait des propositions d'arrangements dont quelques-unes étaient des plus bizarres. L'impératrice les déclina toutes et demeura sur l'expectative au cours des années 1756 et 1757. Mais au commencement de 1758 l'hostilité de l'Angleterre fut manifeste, et il devint urgent de se garder contre son mauvais vouloir. Le comte Bestoujew-Rioumine, qui s'obstinait, contre l'évidence, à dissimuler cette situation, fut arrêté le 14 juillet 1758, déchu de son poste et de ses dignités. Le comte Vorontzow, son successeur, prit ouvertement parti en faveur de la France.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de refaire le récit de la belle campagne militaire entreprise par l'armée russe contre le plus grand capitaine de cette époque. Tout le monde sait que le vainqueur de Rosbach recula devant nos troupes, leur abandonnant graduellement toutes ses provinces orientales et même sa capitale Berlin. Cette campagne affirma d'une façon définitive notre puissance militaire et montra à tous que la Russie serait désormais le facteur le plus important de la paix du monde. La mort inattendue de l'impératrice Élisabeth Pétrowna, survenue le 24 dé-

cembre 1761, sauva le roi de Prusse de la ruine et exerça une influence décisive sur l'issue de la guerre de Sept ans.

Ce qui se produisit de plus singulier à cette époque, c'est que les hostilités entre Russes et Anglais furent toujours superficielles. Jamais leurs troupes de terre ne se rencontrèrent face à face, et leurs flottes respectives évitèrent de se découvrir pour n'avoir pas à se combattre. Seuls les corsaires des deux pays s'exercèrent, en vertu des lois maritimes alors en vigueur, à courir sus aux vaisseaux marchands isolés pour s'en approprier la cargaison.

Bien plus. Les relations diplomatiques ne furent jamais rompues, et les ambassadeurs continuèrent leurs services auprès des deux cours, ce qui facilita singulièrement l'entente définitive.

De toutes parts, d'ailleurs, on en avait assez de de la guerre. L'empereur Pierre III, dont l'admiration pour Frédéric était sans bornes, aurait même sacrifié volontiers sur l'autel de son idole tout le profit de nos victoires.

Ceci ne faisait pas l'affaire du gouvernement anglais qui s'apercevait enfin qu'il avait fait fausse route en favorisant les projets d'un ambitieux. Le prince A.-M. Galitzyne écrivait de Londres, le 26 avril 1762, à son gouvernement : « On est plus que fatigué ici de l'alliance avec le roi de Prusse

et l'on profiterait avec joie de la première occasion favorable pour l'abandonner. »

Mais Pierre III, méconnaissant nos intérêts et ceux de l'Europe, insistait pour que l'Angleterre redoublât encore de sacrifices envers son héros favori. Il envoyait, dans ce sens, à son ambassadeur à Londres, des instructions qui semblent avoir été dictées par Frédéric lui-même.

Ces instructions ne purent heureusement avoir aucune portée pratique après l'avènement au trône de l'impératrice Catherine II, en 1762.

La nouvelle du coup d'État qui venait de s'accomplir en Russie fut accueillie avec joie à Londres. Le gouvernement anglais était très mécontent de la manière d'agir de son allié — le roi de Prusse Frédéric II, — et les intérêts commerciaux des Anglais souffraient énormément de la guerre de Sept ans, qui n'en finissait pas. On espérait à Londres que l'impératrice Catherine II ferait tout son possible pour le rétablissement de paix.

Cet espoir était pleinement confirmé par les vues personnelles de l'impératrice, qui écrivait le 21 septembre 1762 au chancelier, comte M. R. Vorontzow, ce qui suit :

« Faire savoir au comte Vorontzow (à Londres) qu'il ait à laisser entendre dans la conversation,

jusqu'à quel point mon désir est grand de voir la paix se rétablir. C'est avec chagrin que je me rends compte du peu de penchant du roi de Prusse pour pour un résultat si utile à toute l'humanité; ces sentiments si déraisonnables du roi m'éloignent grandement de ce souverain; toutes les mesures qui peuvent tendre à la suspension des hostilités me seront très agréables, par conséquent, et je considère comme un excellent moyen de mettre fin à la guerre le refus de payer des subsides (par l'Angleterre à la Prusse) et une entente entre la Russie et l'Angleterre, que je suis prête à ratifier et à rendre la plus complète possible. »

L'impératrice était donc tout à fait du même avis que les ministres anglais, qui ne cessaient de démontrer au ministre de Russie qu'il « n'y avait pas d'alliance plus naturelle » que celle de la Russie et de l'Angleterre, et que « toute acquisition faite par l'empire de Russie et toute augmentation de sa considération en Europe ne pouvaient qu'être agréables au roi d'Angleterre et tout à l'avantage de la Grande-Bretagne elle-même. » (Dépêche du comte M. R. Vorontzow, en date du 19/30 septembre 1762.)

La paix se fit, on le sait, tout à l'avantage de la Puissance anglaise. La modération avec laquelle la Russie en usa avec elle au cours des hostilités;

les bons offices qu'elle lui rendit au moment de la rédaction des traités ne contribuèrent pas peu à ce résultat, et démontrèrent la vérité de l'axiome que j'ai formulé au commencement de ce chapitre : « Celui que défend la Russie est maître. »

L'Angleterre le comprenait bien ainsi, et, sans désemparer, son ambassadeur, le comte Buckingham, s'occupa de contracter avec nous une nouvelle alliance offensive et défensive et un nouveau traité de commerce.

Mais Catherine II n'était pas pressée. Cette femme, illustre entre toutes, se défiait de toute exaltation momentanée et n'examinait jamais que le but à poursuivre. Son but, à cette époque, était la répression et même la suppression du régime révolutionnaire de Pologne. L'alliance anglaise ne pouvait lui être d'aucune utilité pour la poursuite de ce dessein.

Elle déclina donc les propositions du comte Buckingham, ou plutôt elle y mit cette condition qu'une guerre entreprise par la Russie contre la Turquie serait un *casus fœderis*.

Or l'Angleterre entendait rester fidèle aux intérêts de ses sujets dans les Échelles du Levant. Les plénipotentiaires russes insistaient pour que toute guerre entre la Russie et la Porte ottomane fût commune aux deux Puissances. L'ambassadeur britannique déclarait non moins catégorique-

ment, de son côté, que l'Angleterre ne consentirait jamais à cette condition, parce qu'elle risquerait en cas de guerre de perdre « tous ses marchés levantins », c'est-à-dire tout son commerce avec la Turquie. « Si l'on vient à apprendre à Constantinople que l'Angleterre a pris à l'égard de la Russie un arrangement de cette nature, les Turcs n'hésiteront pas immédiatement à persécuter le commerce anglais au point qu'il devra cesser complètement, » déclarait lord Buckingham.

En dépit de la haine que professaient alors les deux cours de Londres et de Saint-Pétersbourg contre la cour de Versailles, les divergences d'intérêts, en ce qui concerne Constantinople, étaient trop marquées entre la Russie et l'Angleterre pour que cette antipathie pût servir entre elles de base d'entente.

On imagina de choisir une autre plate-forme qui est connue dans l'histoire sous le nom de « Système ou Concert du Nord ». Le comte Panine, qui en était l'inventeur, aurait voulu que les gouvernements de Russie, de Suède, de Danemark et de Pologne contractassent entre eux une alliance intime pour servir de contre-poids à l'alliance de famille des Puissances bourbonniennes du Sud. Mais l'accession de l'Angleterre était nécessaire à cet accord pour lui donner de la solidité.

L'Angleterre ne se souciait pas d'en faire partie,

craignant le renouvellement de la guerre de Sept ans, d'où elle était sortie victorieusement, mais fort obérée.

Quand le cabinet de Londres fut informé enfin de la signature d'un nouveau traité d'alliance entre l'Autriche et la France, son inquiétude devint cependant visiblement fort grande, car il craignait de rester tout à fait isolé. Aussi le comte Sandwich insista-t-il, dans un entretien avec Gross, pour que l'on procédât le plus tôt possible à la signature d'un traité semblable entre la Russie et l'Angleterre dans le but de maintenir en Europe l'équilibre politique. Le ministre anglais alla même jusqu'à déclarer à cette occasion que l'Angleterre était prête à adhérer immédiatement au traité d'alliance russo-prussien. (Dépêche de Gross du 4/15 juin 1764.)

Le comte Panine soumit ce rapport à la décision de l'impératrice, en l'accompagnant de l'observation suivante : « Votre Majesté impériale daignera voir elle-même que la lenteur, dont nous avons fait preuve au cours de cette négociation, n'a produit aucun mal et que l'on peut même compter dans l'avenir sur les meilleurs résultats; il se produira peut-être dans ce cas ce que Votre Majesté a vu s'effectuer dans celui du roi de Prusse, quand il cherchait lui-même à obtenir ce qui formait le principal objet de notre politique. »

Mais ce désir du cabinet de Londres de conclure un traité d'alliance avec la Russie ne concordait guère avec le peu de concessions qu'il entendait faire au sujet des conditions qui formaient la pierre d'achoppement pour sa signature. Le gouvernement anglais ne voulait pas encore consentir à considérer comme un *casus fœderis* la guerre avec la Turquie, et Catherine, fidèle à sa tactique de préférer les intérêts russes à toute chose, resta inébranlable sur ce point. Elle refusa donc de se lier et mit quand même à exécution son projet de reculer jusqu'au Danube, sa frontière naturelle, les bornes de son empire, et de chasser de Crimée la horde asiatique qui l'infectait depuis cinq cents ans.

Comme fiche de consolation, et pour dissiper toutes les inquiétudes de l'Angleterre, elle lui concéda le renouvellement du traité de commerce de 1734 et lui fixa cette fois une durée de vingt années.

Ce traité, en date du 20 juin 1766, est divisé en vingt-six articles. Il stipule encore des avantages considérables aux négociants anglais; mais Catherine estimait, à bon droit, que la Russie est assez riche pour payer très cher l'amitié anglaise à laquelle elle attachait un prix immense, l'envisageant comme l'auxiliaire la plus sûre pour atteindre les buts qu'elle avait tracés à la politique russe.

CHAPITRE VIII

LA NEUTRALITÉ ARMÉE

Le génie de Catherine II était moins vaste dans ses conceptions que celui de Pierre Ier, mais plus clair dans sa vision et plus pratique aussi dans les questions d'organisation et d'administration. Il gagnait en étendue ce qui lui manquait peut-être en hauteur, et c'est sans doute pour cette raison que les progrès de notre nation ont été plus grands et surtout plus solides sous son règne que sous celui du principal fondateur de la grandeur de la Russie.

Outre les vertus politiques dont elle était douée, cette souveraine possédait en elle-même des qualités de séduction dont peu de femmes ont été revêtues au même degré. Sa cour l'adorait, son peuple la vénérait, et tout étranger était immédiatement frappé de l'air de distinction et de supériorité qui dominait en elle. Toutes ces remarquables particularités ont exercé une véritable

influence sur le développement de sa puissance autocratique.

Lord Cathcart, l'un des meilleurs ambassadeurs que l'Angleterre nous ait envoyés, fut saisi d'admiration en la voyant pour la première fois. Voici en quels termes il décrit la très vive impression qu'elle a produite sur son esprit :

« L'extérieur de l'Impératrice », écrivait-il à sa Cour, « est plein d'une dignité indescriptible, qui a le dessus sur toutes les autres lignes de son expression, mais il est pénétré en même temps d'une tranquillité limpide, d'une attention et d'une bienveillance qui se répandent sur tout son entourage. Les mesures de Sa Majesté Impériale, qui ont en vue sa propre sécurité, le bonheur de ses sujets ainsi que le développement et la grandeur de son Empire, sont sages et bien conçues. »

Lord Cathcart écrivait en d'autres occasions : « Si l'on n'a pas vu l'Impératrice il est difficile de se faire une idée de la rapidité de sa pensée et de sa conception, de l'attention qu'elle prête aux affaires, et de son désir de gouverner son Empire avec dignité et pour le bien du plus infime même de ses sujets non seulement de la génération actuelle, mais de la génération actuellement en voie de croissance et des générations futures... »

« De toutes les femmes de l'univers entier,

l'Impératrice est certainement la plus capable de faire marcher un mécanisme aussi compliqué que l'Empire de Russie. » (Rapports de lord Cathcart du 12 (23) août, du 7 (18) octobre 1768 et du 6 (17) mars 1769.)

Tout en rendant à Catherine le juste hommage des grandeurs fécondes de son règne, il est juste d'ajouter qu'elle fut parfaitement secondée, dans toutes ses vues et surtout dans sa politique extérieure, par son premier ministre, le comte Panine.

Celui-ci, non seulement entra pleinement dans les intentions de sa souveraine, mais il les devança souvent et veilla avec un scrupule jaloux à ce qu'elles fussent exécutées avec intelligence et ponctualité par tous les agents qu'il avait sous ses ordres. A cet égard, rien d'intéressant comme la lecture des notes qu'il a inscrites en marge des rapports de nos diplomates. Le blâme et l'éloge y sont distribués avec une égale impartialité et une perspicacité qui n'appartient qu'aux esprits supérieurs et courageux. Le comte Panine, en effet, ne tint jamais aucun compte ni de ses sympathies personnelles, ni même des préférences de l'Impératrice, chaque fois qu'il s'agit de remplir avec conscience les fonctions de sa charge. Il dédaigna toujours les intrigues de cour, qui le menaçaient

perpétuellement dans sa position dominante et qui, dans ce but, d'ailleurs inavoué, s'efforçaient de provoquer les passions féminines de Catherine; car celle-ci est restée femme jusqu'à son dernier souffle, et ce n'est pas un de ses plus minces mérites d'avoir su concilier la nervosité naturelle de la femme avec la ferme résolution de l'homme d'État. Catherine sut conserver son ministre malgré les froissements qu'il imposait parfois à son cœur, et son ministre sut conserver sa confiance tout en résistant à ses caprices qui auraient pu être irrésistibles. Cette double constatation suffit à faire le panégyrique des deux personnages, sans qu'il soit utile d'insister.

Catherine II et le comte Panine professaient, l'un et l'autre, une aversion raisonnée contre la France qui avait réussi — je l'ai mentionné plus haut — à réaliser l'union des peuples latins et à constituer ainsi une ligue dangereuse pour le repos du monde. Par voie de conséquence, leur inclination les portait vers l'Angleterre qui partageait avec la France la prépondérance dans l'Europe occidentale, mais à titre de rivalité.

Le raffermissement de l'alliance entre la Russie et l'Angleterre semblait donc, dès l'avènement de la grande Impératrice, tout indiqué. Ce fut tout de suite l'opinion de Catherine :

« L'Impératrice — lisons-nous dans un acte historique des plus curieux — voit dans le renouvellement du traité de l'alliance avec l'Angleterre des avantages identiques pour les deux parties et plus spécialement pour nous (1) : la possibilité de créer le système du Nord, que, depuis le commencement de notre règne, nous avons toujours eu l'intention de considérer comme le but de toute notre future conduite politique. Ce système doit être une fois pour toutes le premier et le principal objet de votre ministère. Par le système du Nord nous entendons l'union la plus grande et la plus étroite des puissances du Nord sur un point immédiat de notre intérêt général d'alliés. »

De son côté le gouvernement anglais était d'avis que le traité d'alliance pouvait être conclu aux quatre conditions suivantes : 1° que le traité fût renouvelé dans son entier sur son ancienne base ; 2° que le terme de huit ans, qu'il proposait pour sa durée, fût prolongé ; 3° que l'article secret sur les affaires de Pologne fût transformé en simple garantie des lois polonaises ; 4° que la Porte ottomane fût absolument exclue du cas d'alliance, sans quoi le commerce anglais aurait à en souffrir.

Cette dernière clause était l'éternelle objec-

(1) Lettre du comte Panine au comte Chernicheff.

tion, et les trente premières années du règne de Catherine s'écoulèrent sans qu'un pacte formel unît les destinées des deux nations. Le comte Panine avait beau, dans les premiers jours de son ministère, mettre en lumière les arguments de premier ordre qui devaient militer en faveur de la conclusion d'un accord désiré de part et d'autre (1), l'Angleterre entendait rester, toujours et quand même, sur le pied d'une bonne amitié avec la Turquie, et cette amitié était exclusive de l'alliance russe, par suite de nos naturelles exigences.

En outre l'Angleterre refusait encore d'intervenir directement en vue de faire cesser l'antagonisme toujours flagrant entre la Russie et la Suède. Cette dernière Puissance ne pouvait se consoler de sa décadence, suite naturelle des fantaisies belliqueuses de Charles XII. Longtemps

(1) « La position locale de ses terres », écrivait le comte Panine, « la situation de son peuple, sa manière de penser, qui se base sur la forme de son gouvernement, ainsi que les forces et ressources essentielles produites par la terre, sont évidemment cette même essence à laquelle chaque pays doit tenir avant tout. En l'étudiant sous toutes les faces, vous vous convaincrez certainement vous-mêmes, mon très cher ami, que de même qu'il est impossible à l'Angleterre de pouvoir jamais se considérer comme une puissance de terre ferme, de même nous ne pouvons pas jouer le rôle de puissance maritime, quand même nous ne perdrions aucun des avantages qui font actuellement notre gloire en Europe. Voilà pourquoi l'Angleterre a besoin de nos armées, tandis que, pour la Russie, c'est le concours d'une flotte qui peut être plutôt de quelque importance pour elle. »

elle s'était raccrochée à l'Angleterre qui l'avait en effet soutenue avec assez de dévouement, moins par raison politique qu'en raison de la similitude des croyances religieuses des deux peuples. Puis elle l'avait abandonnée à son sort, et la France, qui regorgeait alors d'habiles diplomates, avait pris insensiblement sa place de protectrice et d'amie dévouée. L'argent français jouait un grand rôle dans cette affaire, toute d'intrigues, et il était nécessaire de combattre à Stockholm son influence par l'afflux au moins égal d'argent russe et d'argent anglais. La Russie s'en chargea seule d'abord, mais le fardeau était lourd, et notre gouvernement demanda maintes fois au cabinet anglais de partager les dépenses, puisque aussi bien les avantages qu'on devait retirer de ces avances seraient communs. Soit par avarice, soit par difficulté de subvenir à tant de frais, l'Angleterre fit constamment la sourde oreille.

On se passa de son concours. La Russie continua à combattre l'influence française à son profit unique, et quand, à deux reprises, le roi de Suède voulut encore tenter le sort des armes pour reconquérir tout ou partie de son prestige perdu, de rapides campagnes militaires le mirent à la raison.

En ce qui concerne la Turquie, Catherine se passa de la permission anglaise pour entreprendre contre cette Puissance deux campagnes qui furent

heureuses, et dont la première notamment se termina par la conquête de la Crimée et des rives de la mer Noire. Il est juste de noter que l'Angleterre accueillit avec résignation, — quelques-uns de ses hommes d'État même avec joie, — ce résultat qui leur avait inspiré d'avance tant d'appréhensions. Le célèbre Fox n'hésita pas à s'en féliciter tout haut, comprenant que l'accès du Pont-Euxin et, par là, de la Méditerranée au commerce russe, n'était pas de nature à nuire au négoce anglais. Il ouvrait, au contraire, au trafic international des contrées plus productives et des ports plus civilisés. On pressentit dès lors cette vérité d'ordre économique que la concurrence est plus utile au commerce et au développement général des richesses des nations qu'un monopole étroit et exclusif.

Quand éclata la seconde guerre turco-russe, William Pitt, successeur de Fox, tenait les rênes du gouvernement anglais. Il prit une attitude diamétralement opposée à celle de son prédécesseur et alla même jusqu'à des menaces de guerre. Cet homme d'État, si grand par moments, mais parfois si aveuglé par l'esprit de tradition, n'appréciait pas l'odieux du rôle qu'il aurait imposé à son pays en lui faisant prendre parti pour une Puissance musulmane contre une Puissance chrétienne. Le peuple anglais, dont le bon sens fut toujours la

qualité dominante, le fit heureusement ressouvenir de ce qu'il devait à sa religion et aussi à la fidèle alliée russe. L'opinion fut littéralement soulevée en Angleterre à l'annonce des préparatifs navals et militaires qu'on faisait contre la Russie en faveur de la Turquie. L'hostilité de la nation fut telle que Pitt dut résigner ses fonctions. Ainsi donc la victoire nous appartint sans combattre, et on vit que la nation anglaise, ne se laissant pas dérouter par son adoration pour ses grands hommes, ne tolérerait jamais la violation du pacte moral qui la lie à la nation russe.

Néanmoins, même en cette circonstance, il fut impossible de nouer l'alliance explicite qui était dans les vœux de tous. Les pourparlers s'éternisaient; les bonnes volontés étaient visibles de part et d'autre, mais les exigences réciproques arrêtaient toujours les mains prêtes à signer.

Il fut une heure cependant où l'Angleterre, abandonnant toutes ses prétentions, se déclara prête à tous les sacrifices d'intérêt et même d'amour-propre pour obtenir le concours réel de la Russie. Ce fut au moment de la révolte des colonies américaines.

Accablé par ses sujets rebelles; par la coalition de la France, de l'Espagne et des Pays-Bas; battu sur terre et sur mer, Georges III craignit pour sa couronne même.

Il supplia Catherine de lui venir en aide. Mais en quoi la conservation des colonies anglaises pouvait-elle intéresser la patrie russe ? Catherine ne refusa pas l'alliance, mais elle y mit cette condition que l'Amérique serait exclue de ses effets. C'était sa revanche de l'objection turque si souvent mise en avant par les hommes d'état anglais et qui avait été l'obstacle insurmontable à tout projet d'accord définitif.

Comme l'Angleterre ne recherchait alors notre assistance qu'en vue du transport d'un corps d'armée russe par delà l'Atlantique, il devenait évident que ces nouveaux pourparlers n'auraient aucune suite.

D'ailleurs l'Impératrice avait alors de graves griefs à invoquer contre l'Angleterre.

Les Anglais, maîtres de la Baltique et de la mer du Nord pendant la durée de la guerre d'indépendance américaine, avaient mis en pratique certains usages maritimes dont ils étaient les inventeurs et qu'ils auraient bien voulu faire accepter dans le droit international. Leurs corsaires mettaient l'embargo sur tous les navires de commerce qui passaient à leur portée, et l'amirauté anglaise déclarait ceux-ci de bonne prise, sous prétexte qu'ils pouvaient bien appartenir à l'ennemi. On conçoit que cette façon de procéder serait la mort du commerce universel. Ce n'est autre chose que

l'application du droit du plus fort, et la raison invoquée qu'il est facile à l'ennemi de naviguer sous pavillon neutre ne soutient même pas la discussion. C'est la négation pure et simple de la justice.

Catherine, outrée de ce pillage organisé et compatissant aux plaintes de ses sujets, intercéda plusieurs fois à Londres, réclamant la restitution des vaisseaux et des marchandises russes indûment confisqués. Elle intercéda aussi en faveur des sujets danois qui avaient subi de semblables dommages. Le cabinet anglais ne voulait rien entendre.

C'est alors que Catherine puisa dans son propre cerveau et non dans les conseils du comte Panine, comme on l'a faussement avancé, l'idée géniale de la « Ligue des neutres ». Cette ligue avait pour but, et on verra qu'elle eut pour effet, de protéger les droits sur mer des non-belligérants. Quand cette idée eut pris corps par l'adhésion des Puissances du Nord, l'Impératrice la fit codifier en une déclaration solennelle qui fut notifiée à tous les gouvernements. Cette déclaration a été justement qualifiée de « plus grand monument » du règne de Catherine. Elle offre par elle-même une telle importance, que nous n'hésitons pas à en publier en entier le dispositif.

Après avoir flétri la conduite des corsaires

anglais et avoir taxé leurs procédés de « violation du droit des gens » ; après avoir rappelé que la tolérance du gouvernement anglais à leur égard est une « violation d'engagements publics solennels », la Déclaration formule en cinq articles les maximes fondamentales qui doivent servir de règle universelle dans toute guerre maritime :

« 1° Que les vaisseaux neutres puissent naviguer librement de port en port, et sur les côtes des nations en guerre ;

« 2° Que les effets, appartenant aux sujets des dites Puissances en guerre, soient libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande ;

« 3° Que l'Impératrice se tient, quant à la fixation de celles-ci, à ce qui est énoncé dans les articles 10 et 11 de son traité de commerce avec la Grande-Bretagne, en étendant ces obligations à toutes les puissances en guerre ;

« 4° Que pour déterminer ce qui caractérise un port bloqué, on n'accorde cette dénomination qu'à celui où il y a, par la disposition de la Puissance qui l'attaque avec des vaisseaux arrêtés et suffisamment proches, un danger évident d'entrer ;

« 5° Que ces principes servent de règle dans les procédures et les jugements sur la légalité des prises. »

La déclaration se termine par ces paroles expressives :

« Sa Majesté Impériale, en manifestant ces principes, ne balance point de déclarer que pour les maintenir et afin de protéger l'honneur de son pavillon, la sûreté du commerce et de la navigation de ses sujets contre qui que ce soit, Elle fait appareiller une partie considérable de ses forces maritimes.

« Cette mesure n'influera cependant d'aucune manière sur la stricte et rigoureuse neutralité qu'Elle a saintement observée et qu'Elle observera tant qu'Elle ne sera provoquée et forcée de sortir des bornes de modération et d'impartialité parfaite. Ce n'est que dans cette extrémité que sa flotte aura ordre de se porter partout où l'honneur, l'intérêt et le besoin l'appelleront.

« En donnant cette assurance formelle avec la franchise propre à son caractère, l'Impératrice ne peut que se promettre, que les puissances belligérantes, pénétrées des sentiments de justice et d'équité dont elle est animée, contribueront à l'accomplissement de ses vues salutaires, qui tendent si manifestement à l'utilité de toutes les nations, et à l'avantage même de celles en guerre; qu'en conséquence elles muniront leurs amirautés et officiers commandants d'instructions analogues et conformes aux principes ci-dessus

énoncés, puisés dans le Codo primitif des peuples, et adoptés si souvent dans leurs conventions. »

L'effet suivit immédiatement la menace et trois escadres de guerre russes furent lancées en croisière sur la Baltique, sur la mer du Nord et sur l'océan Atlantique, en face du Portugal.

Cette démonstration vigoureuse produisit en Angleterre une véritable consternation. C'était la première fois que la domination maritime d'Albion était hautement contestée; la première fois aussi qu'on jetait un public défi aux traditions surannées dont elle avait longtemps imposé le respect au reste du monde. Le fait que le coup était porté par une Puissance amie en aggravait considérament la rigueur.

Cependant le tempérament flegmatique des Anglais ne se démentit pas en cette circonstance. Le cabinet de Londres se borna à critiquer légalement le fond même de la déclaration du 20 avril 1780. Le ministre, lord Hillsborough, ergota sur la valeur des principes qui y étaient proclamés.

Le gouvernement tout entier fit une réponse officielle qui fut remise au comte Panine par l'ambassadeur Harris. Cette réponse laissait entendre que « pendant tout le cours de la guerre dans laquelle le roi de la Grande-Bretagne se trouve engagé par l'agression de la France et de l'Es-

pagne, il a manifesté les sentiments de justice, d'équité et de modération, qui gouvernent toutes ses démarches, Sa Majesté a réglé sa conduite envers les Puissances amies et neutres d'après la leur à son égard, la conformant aux principes les plus clairs et les plus généralement reconnus du droit des gens qui est la seule loi entre les nations qui n'ont point de traité et à la teneur de ses différents engagements avec d'autres Puissances, lesquels engagements ont varié cette loi primitive par des stipulations mutuelles et l'ont varié de beaucoup de manières différentes selon la volonté et la convenance des parties contractantes. »

La note ajoutait :

« Fortement attaché à Sa Majesté l'Impératrice de toutes les Russies par les liens d'une amitié réciproque et d'un intérêt commun, le roi, dès le commencement de ces troubles, donna les ordres les plus précis de respecter le pavillon de Sa Majesté impériale et le commerce de ses sujets, selon le droit des gens et la teneur des engagements, qu'il avait contractés dans son traité de commerce avec elle... Les ordres à ce sujet ont été renouvelés et on veillera strictement à leur exécution. Il est à présumer qu'ils empêcheront toute irrégularité; mais s'il arrivait qu'il y ait eu la moindre violation de ces ordres réitérés, les

tribunaux d'amirauté dans ce pays-ci... redresseraient les torts d'une manière si équitable que Sa Majesté impériale serait entièrement satisfaite de leurs décisions et y rencontrerait cet esprit de justice qui l'anime Elle-même. »

L'opinion publique en Angleterre trouvait un écho dans les vifs débats que la Déclaration de février provoqua au sein du Parlement. Tous les orateurs anglais des deux Chambres s'accordaient à reconnaître que cette Déclaration était un des actes les plus hostiles de la Russie à l'égard de l'Angleterre, et la plupart des membres du Parlement considéraient comme inévitable une rupture avec cet empire. Le célèbre juriste anglais lord Cambden démontrait, dans un assez long discours, que l'impératrice de Russie se proposait « de dicter ses propres lois à toutes les puissances maritimes et de saper les bases fondamentales du droit des gens, qui n'a jamais prescrit de respecter les cargaisons de l'ennemi naviguant sous pavillon neutre ». Le noble lord traitait la Déclaration de Catherine « d'acte dangereux et arbitraire », en vertu duquel l'Angleterre devait ou déclarer la guerre à la Russie et à ses alliés, ou permettre à ces Puissances de secourir tant qu'elles le voudraient tous les ennemis de la Grande-Bretagne.

Malgré ce profond mécontentement du plus ancien et du plus naturel ami de la Russie, l'impé-

ratrice fut inébranlable et n'en maintint pas moins les principes qu'elle avait proclamés; mais d'autre part elle ne voulut non plus, par des conventions spéciales conclues avec la Suède et le Danemark pour la protection du commerce des neutres, attribuer à la ligue de neutralité armée, qu'elle venait de fonder, le caractère d'une mesure hostile à l'Angleterre. « Le sens propre de nos engagements, écrivait-elle à Simolin le 26 octobre 1780, prouve qu'ils n'ont pas d'autre but que la défense et la protection de la navigation et du commerce de nos sujets et des nations qui se sont unies à nous; et, qu'à part cela, notre ferme et inébranlable intention, prise solennellement par-devant toute l'Europe, consiste à maintenir la neutralité la plus stricte à l'égard de toutes les Puissances belligérantes, tant que, de leur part, elles ne nous placeront pas, contre notre volonté et contre nos désirs, par des offenses effectives, dans la nécessité d'agir autrement. »

Enfin, le premier moment de stupeur passé, l'Angleterre se ressaisit et commença à comprendre que le mieux pour elle serait d'accepter franchement une situation qu'elle ne pouvait dénouer par l'épée, et de maintenir quand même la cordialité de ses relations avec la Russie.

Aussitôt après la conclusion de la paix de Versailles, elle restitua spontanément aux Russes et

aux Danois les prises faites pendant la guerre sur leur marine marchande, ou bien elle indemnisa convenablement les armateurs lésés dans leurs biens.

Ensuite, la réflexion aidant, les penseurs et les publicistes de Londres se prirent à songer que la Déclaration de Catherine II pourrait bien n'être que l'expression des principes de probité qui doivent régler les rapports des nations entre elles dans un monde civilisé. Ce sentiment fut même traduit d'une façon presque officielle par Fox qui était redevenu premier ministre. A ce sujet, ce n'est pas un hors-d'œuvre d'observer que l'école libérale, à laquelle appartenait Fox, a toujours traité les questions de justice universelle avec plus de hauteur de vues et plus d'impartialité que l'école conservatrice, laquelle n'a jamais eu d'autre objectif que la prépondérance de l'Angleterre.

Par une lettre écrite le 4 mai 1782, Fox fit savoir à Simolin que « Sa Majesté britannique n'éprouvait aucune difficulté de dire qu'elle acceptait pour base de la paix particulière entre elle et les Etats Généraux la navigation libre selon les principes proclamés par Sa Majesté impériale dans sa déclaration du 28 février 1780 ».

Par une autre lettre adressée au vice-chancelier de Russie, le même Fox écrivait ce qui suit :

« Je puis prendre sur moi de déclarer que les principes de la neutralité armée ne feront plus un objet de discorde entre nos deux cours; la mienne se dispose à les adopter et je me rends responsable qu'elle facilitera, en tout ce qui dépend d'elle, leur consolidation. »

L'impératrice était sur le point de remporter sur l'Angleterre la plus brillante des victoires en l'obligeant, non par la force des armes mais par celle de la conviction et des circonstances qu'elle avait créées elle-même, à reconnaître le droit des nations neutres à continuer sans obstacle leurs opérations commerciales légales.

Mais, malheureusement, Catherine II ne voulut pas consentir à l'unique condition que le gouvernement anglais mettait à son adhésion à la Déclaration de février 1780. Elle refusa catégoriquement de renouveler le traité d'alliance avec l'Angleterre, malgré le consentement formel de cette puissance à comprendre la Turquie elle-même dans le *casus fœderis*. Elle préférait ce qu'on désigne en diplomatie sous le nom de « politique des coudées franches ».

Du reste le renversement de Fox éteignit le beau zèle de la nation et du gouvernement anglais en faveur des maximes d'équité absolue, si magnifiquement formulées par l'impératrice de Russie. Les successeurs de ce grand orateur, dont Cathe-

rine avait fait placer le buste en marbre dans son cabinet, entre ceux de Démosthènes et de Cicéron, crurent leur honneur britannique engagé à maintenir, contre tous, les principes erronnés qui avaient longtemps prévalu dans la conduite de leurs guerres navales.

Il leur fallut près de cinquante ans pour admettre que l'observation des règles inscrites dans la Déclaration du 20 avril 1780, serait la sauvegarde de leurs intérêts comme des intérêts des autres nations, car la fortune de la guerre est changeante, même de la guerre maritime. Mais c'est le sort des grandes idées de ne pénétrer les intelligences humaines que lentement.

Aujourd'hui, il est reconnu partout que le « pavillon couvre la marchandise », et que le droit de visite des belligérants sur les vaisseaux neutres est limité à la recherche de la contrebande de guerre.

C'est principalement à l'Angleterre qu'on doit l'introduction de cette règle dans le Code du droit public européen. C'est elle qui a rendu cet hommage à notre illustre impératrice de faire sien le principe de droit que la loyauté avait inspiré à son génie. Et puis, comme les Anglais ne s'arrêtent jamais à mi-chemin dans les voies où ils se sont engagés, ils ont complété cette réforme radicale dans les coutumes internationales en faisant décré-

ter, par le traité de 1856, que la guerre de course était abolie sur mer. Il est vrai que cette abolition est surtout profitable aux marchands de Londres dont les corsaires à vapeur ennemis anéantiraient la fortune en un rien de temps. Mais il faut, même en cette occasion, rendre justice à l'esprit pratique de l'Angleterre qui sait merveilleusement s'adapter les inventions de son prochain et faire tourner à son profit celles qui auraient pu lui devenir nuisibles.

Cette première éclipse des relations cordiales entre l'Angleterre et la Russie ne fut d'ailleurs que très passagère. L'Angleterre n'en continua pas moins à nous témoigner sa sympathie.

Malgré l'absence de toute espèce de traité d'alliance, la cour de Londres soutint énergiquement la politique russe à Constantinople et contribua pour une grande partie aux nouvelles victoires pacifiques que la Russie remporta sur la Turquie. Fox, lord Portland et presque tous les hommes d'État anglais les plus remarquables de cette époque, étaient profondément convaincus que l'amitié de la Russie et de l'Angleterre reposait sur « les intérêts naturels et mutuels des deux nations, qui sont de nature à ne jamais contraster ». Rapport de Simolin du 22 septembre (3 octobre) 1783.

Les services rendus sans aucune arrière-pensée par la cour de Londres au triomphe de la politique

russe en Orient furent reconnus par l'impératrice elle-même. Dans un rescrit impérial, adressé à Simolin, le 23 janvier 1784, nous lisons ce qui suit : « Maintenant que tous les malentendus actuels entre notre empire et la Porte ont définitivement pris fin; quoique, comme on le sait, nous ayons été prêts d'en arriver à une rupture, nous considérons comme un agréable devoir d'exprimer à Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne notre sincère reconnaissance pour son concours amical en empêchant les Turcs de se lancer dans une guerre et en contribuant par là au maintien de la paix générale. »

Une seconde éclipse se produisit pourtant quand la Russie eût conclu avec la Prusse le traité de Berlin de 1788. L'Angleterre en fut outrée. Pitt, redevenu premier ministre du roi Georges, sentit se réveiller sa vieille haine du Russe et exploita le ressentiment mal digéré de ses amis, les tories, contre les règles de la « neutralité armée ».

Comme nous étions alors engagés dans une troisième guerre, simultanément contre la Suède et la Turquie, il en profita pour nous rendre partout les plus mauvais offices.

Dès lors les relations entre les deux pays tournèrent à l'aigre, et il fut un instant où l'on put craindre une rupture ouverte.

Mais un événement capital survint, qui changea radicalement la face des choses et amena des rapprochements inattendus. Il provoqua notamment la conclusion de l'alliance définitive entre la Russie et l'Angleterre, alliance qui a été si féconde en avantages de toutes sortes pour les deux nations. Cet événement fut le déchaînement de la Révolution française.

CHAPITRE IX

L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

L'Angleterre a donné au monde un magnifique exemple d'obstination ou mieux, comme on dit aujourd'hui, d'endurance, en soutenant contre la Révolution française et contre son héritier direct, Napoléon, une lutte de vingt-cinq ans, sans trève, sans merci; ne se laissant rebuter par aucun revers; ne se laissant décourager par aucune difficulté, même d'ordre économique; ne désarmant enfin qu'après avoir réduit son adversaire à sa discrétion.

L'Angleterre, pour engager ce combat gigantesque, a dû commencer par fouler aux pieds ses propres doctrines, car, à bien considérer, celles de la Révolution française, aussi bien que celles qui ont présidé à l'émancipation américaine, n'ont été que le développement des maximes sociales mises en honneur par Cromwell et ses adeptes. Si les Français en ont poussé l'application plus loin que

les Anglais, ce fut chez eux affaire de tempérament ou de race; mais au fond les principes restaient identiques. Ce fut une poussée de courage moral qui détermina les Anglais à détruire leur propre image et à renverser chez leur voisin l'édifice qu'ils avaient construit dans leur île inaccessible. Il serait donc puéril de leur marchander l'admiration pour cet acte de vigueur intellectuelle, autant que pour le courage civique et militaire que toute une génération a déployé et qui a été enfin récompensé par une victoire décisive, telle que les annales des autres nations n'en enregistrent aucune autre d'aussi complète.

Tout au plus est-il permis d'observer qu'en se déclarant les ennemis irréductibles de la Révolution française et de ses conséquences, l'Angleterre obéit surtout à l'instinct de préservation personnelle.

Le roi et les grands hommes d'État que Georges III avait alors à son service, comprenaient que la terre anglaise était une terre préparée pour la diffusion rapide des idées de liberté individuelle absolue, qui faisaient le fond, — du moins en apparence, — des maximes prêchées par les Jacobins. Ils sentaient que s'ils ne dressaient pas un rempart de feu entre les citoyens de la République française et les sujets de la couronne britannique, s'ils ne fermaient pas violemment la porte à toutes

communications entre eux, c'en était fait d'abord de l'antique constitution anglaise, ensuite de l'indépendance nationale elle-même. En luttant avec un tel acharnement contre la Révolution française, les princes et les lords d'Angleterre ont lutté pour leur propre existence.

Rapprochant la conduite de la Russie, en cette période d'histoire à jamais mémorable, de la conduite de l'Angleterre, il est facile de se convaincre que notre nation et notre gouvernement ont fait preuve d'une égale énergie. En outre, notre entier et parfait désintéressement, soit pendant la lutte, soit après la victoire, imprime à notre attitude un caractère plus admirable encore.

Quel besoin avions-nous en effet de prendre parti dans une querelle où, au premier abord, les institutions intérieures d'un pays lointain étaient seules menacées? En quoi la propagation des idées révolutionnaires à travers l'Europe pouvaient-elles influer sur notre administration civile et notre développement extérieur? Au premier point de vue, la Russie était garantie du fléau par la fidélité presque idolâtrique des moujicks envers leur souverain, par la solidité d'une armée cent fois victorieuse, par la solidarité des intérêts de la noblesse avec ceux de la couronne, enfin, par la grandeur du règne de Catherine, règne qui tou-

chait à son déclin, mais dont l'éclat irradiait encore l'horizon. Au second point de vue, les Jacobins, terrorisés eux-mêmes par la soudaineté et l'étendue de leurs premiers succès, redoutaient un retour de fortune après lequel ils n'auraient eu aucun quartier à espérer. Afin d'obtenir non pas l'amitié de la Russie, — car amitié dans ce cas signifiait complicité, — mais seulement sa neutralité indifférente, ils étaient prêts à toutes les concessions envers elle.

Si nous avions écouté alors la voix de l'intérêt, nous n'avions qu'à laisser la Révolution française acquérir en Occident son développement normal et attendre que l'incendie s'éteignît de soi-même. Tandis que se seraient amoncelées les ruines, nous aurions pu sans peine réaliser tous les grands desseins rêvés par notre Impératrice et, sur les ruines mêmes, édifier notre omnipotence. Mais ce ne sera jamais une âme slave qui concevra d'aussi froids et d'aussi cruels calculs.

Nos pères ne virent alors que les plus mauvaises passions humaines déchaînées, un sang innocent répandu à flots, les trônes légitimes abattus à coups de hache, les fureurs homicides se donnant libre carrière tout en s'abritant derrière des déclamations humanitaires. Leur cœur d'homme se révolta, et ils résolurent de venir en aide à leur prochain, pareils au bon Samaritain qui accourt

de bien loin à la lueur d'un incendie pour mettre la main aux pompes et secourir les sinistrés.

La Russie n'a jamais rien eu à gagner en participant aux ligues nombreuses qui furent ourdies contre la Révolution française; elle avait à y perdre beaucoup et, en effet, elle a beaucoup perdu pendant la lutte. Après avoir vaincu, après être entrée la première à Paris, elle s'est contentée, pour récompense définitive, de l'honneur d'avoir fait son devoir résolument et jusqu'au bout, c'est-à-dire d'avoir contenu le débordement des passions dans de justes limites et de n'avoir pas permis à une réaction déraisonnable de se livrer à des vengeances inutiles.

La Révolution éclata au moment où William Pitt n'avait de haine que contre la Russie et où la Russie, obligée de se garer contre cet adversaire tenace, avait détourné ses yeux de la Turquie, de la Suède et aussi de la France, pour ne songer qu'à la sûreté de ses ports sur la mer Noire et sur la Baltique.

Pitt oublia soudain sa haine et résolut d'utiliser contre les Jacobins les armements énormes qu'il avait préparés contre nous. Il se souvint que la Russie n'était pas l'ennemie de l'Angleterre, mais, au contraire, son amie la plus naturelle et la plus sûre.

En décembre 1792, le nouveau ministre des

Affaires étrangères d'Angleterre, lord Granville, remit au comte Vorontzow une note dans laquelle il démontrait la nécessité pour l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse de s'unir en vue de mesures à prendre en commun contre la France. Ces mesures générales devaient être prises « afin de pourvoir à leur propre sûreté et aux intérêts les plus importants de l'Europe ».

« Depuis le massacre du roi de France », écrivait le comte Vorontzow à sa Cour, en janvier 1793, « le roi d'Angleterre a pris une haine si violente contre les Français, qu'il ne peut la cacher dans aucune occasion, et la consolidation d'une République dans son voisinage le remplit de terreur. Les ministres craignent la même chose et ne voudraient pas être traités comme leurs confrères en France. »

L'impératrice Catherine partageait les sentiments du roi d'Angleterre et de son représentant à la Cour de Londres quant à « l'exécrable nation française ». Aussi ne pouvait-elle qu'encourager le gouvernement anglais dans son intention d'agir contre la Révolution. Quand Whitworth déclara au vice-chancelier que l'Angleterre se proposait d'agir sur le peuple français « par la persuasion et par des pourparlers », le comte Ostermann lui fit observer que « Sa Majesté aurait préféré que l'Angleterre procédât directement à l'action, sans

entrer en pourparlers avec des rebelles, car en agissant ainsi à leur égard, on aurait l'air d'avoir reconnu la République ».

Dans ces circonstances le rapprochement de la Russie et de l'Angleterre s'effectua par la force des choses.

Au commencement du mois d'avril 1792, le ministre d'Angleterre près la Cour de Saint-Pétersbourg renouvela la proposition de conclure un traité de commerce. Il lui fut répondu que le comte Vorontzow était muni de pleins pouvoirs et d'instructions à cet effet. En mars 1793, lord Granville revint de nouveau sur cette question, et quelques jours après il signa avec le comte Vorontzow le projet des conditions préliminaires à la convention de commerce.

A la même date, le 14/25 mars 1793, le comte Vorontzow signa, sans être muni de pleins pouvoirs, un projet de convention pour une action simultanée contre la France, qui lui fut proposé par lord Granville.

Cette convention était seulement d'ordre général et ne définissait, en aucune façon, les limites dans lesquelles chacune des parties contractantes devait participer à la guerre qu'elles allaient entreprendre en commun et avec d'autres alliés. Il était nécessaire de s'entendre sur ces points spéciaux, et des pourparlers s'engagèrent immédiatement à cet effet.

Malheureusement ils durèrent longtemps, parce qu'il y avait divergence notable d'opinion sur le nombre de soldats que la Russie devait envoyer au secours de la coalition, et sur l'importance des subsides que l'Angleterre pouvait leur attribuer.

Sans entrer officiellement dans la coalition anglo-austro-prussienne, Catherine prit cependant des mesures hostiles contre la République française. Elle rompit toutes relations diplomatiques avec la France et interdit aux vaisseaux de la République l'entrée de ses ports. Ces mesures étaient condamnées à demeurer à l'état platonique. La marine française était alors trop occupée à défendre ses propres côtes pour songer à menacer les rives du fond de la Baltique, et la navigation de cette mer demeura constamment libre pour les flottes des Puissances alliées et amies. Néanmoins, l'interdiction absolue intimée aux Russes de faire des affaires avec les Français fut profitable aux Anglais qui accaparèrent tout le trafic extérieur de notre pays, et y assirent leur suprématie commerciale sur des bases qui paraissent encore de nos jours presque inébranlables.

Cette situation, assez mal définie politiquement, de la Russie vis-à-vis de l'Angleterre et de la France, dura environ deux ans, de 1793 à 1795. Dans l'intervalle, la Prusse fit avec la République

la paix séparée de Bâle, à la grande indignation de l'Angleterre et de l'Autriche qui avaient en outre à reprocher au successeur de Frédéric II d'avoir mené la campagne avec grande mollesse, avec des allures frisant presque la trahison.

Au seul nom de Bâle et de Berlin le visage du roi Georges III trahissait une vive émotion. Il s'emporta même un jour jusqu'à traiter son frère royal de Prusse de « vil escroc ». En effet, l'Angleterre avait avancé à celui-ci 1,200,000 livres sterling pour faire la guerre à la France, et rien ne prouvait que cet argent eût suivi la destination stipulée.

La politique perfide du roi de Prusse eut pour conséquence inévitable de resserrer les liens entre l'Angleterre et l'Autriche et de hâter la constitution d'une « triplice » avec ces deux Puissances et la Russie. Ce fut au mois d'octobre 1795 que la Russie adhéra. En vertu de ce pacte, l'impératrice mettait à la disposition de l'Angleterre une flotte auxiliaire, et à la disposition de l'Autriche un corps de troupes de 12,000 hommes. C'est tout ce que nous pouvions faire en la circonstance. La répression de l'insurrection polonaise occupait en effet celles de nos armées qui n'étaient pas massées dans les provinces du Sud, en prévision d'un retour offensif du Turc.

Cependant Catherine mourut l'année suivante,

n'ayant pas eu le temps de donner à la coalition la force et la cohésion qu'on était en droit d'attendre de son énergie virile et de son esprit de suite.

Dès le début de cette affaire, en 1793, elle avait posé nettement les principes. Les co-alliés, suivant elle, devaient viser exclusivement la restauration de l'ordre en France, et, pour y parvenir, poursuivre le rétablissement, dans son intégrité, du régime aboli. L'action concertée devait être précédée d'un pacte de désintéressement, et chacun des alliés devait renoncer d'avance à tout agrandissement territorial.

L'impératrice ne tarda pas à s'apercevoir que ses pensées généreuses n'entraient que difficilement dans le cerveau de ses alliés. L'Autriche cherchait évidemment à reconquérir en Occident la situation prépondérante que les guerres de Louis XIV lui avaient fait perdre. La Prusse avait déjà songé à reculer ses frontières vers l'ouest et escompté, pour arriver à ce résultat, plus sur certaines connivences avec les Jacobins que sur ses propres victoires. L'Angleterre profitait du désarroi universel pour affirmer, dans les cinq parties du monde, sa prépotence maritime. Son gouvernement refusait d'ailleurs de s'immiscer dans les affaires intérieures de la France.

Dans ces conditions la coalition formée contre la France devait inévitablement aboutir à un échec complet. « N'ayant plus d'unité de principes

il ne peut plus y avoir d'unité d'action », écrivait l'impératrice au comte Vorontzow. Le gouvernement anglais était profondément persuadé de l'impuissance des alliés contre la France révolutionnaire, surtout depuis que les troupes autrichiennes, ayant été battues partout par les Français, le cabinet de Vienne avait été obligé de demander la paix aux révolutionnaires de Paris. L'Angleterre, restée seule, pouvait soutenir encore sa supériorité sur les mers, mais elle était complètement dénuée de force sur le continent.

Un vent de paix souffla alors sur l'Europe entière, et l'on pensa partout qu'il serait possible d'entrer en accommodement avec la République, revenue du reste à des sentiments plus modérés et à des pratiques moins homicides.

Le gouvernement de Londres tint bon, et, malgré la lassitude du peuple anglais, sa flotte continua à faire aux Français une guerre navale qui leur était plus préjudiciable que leurs étonnantes victoires sur terre ne leur étaient profitables. La Russie demeura fidèle à l'Angleterre, et notre flotte auxiliaire lui fut d'un grand secours. La coopération active de nos marins provoqua avec ceux de la nation alliée une fraternité d'armes qui était déjà et qui est encore de nos jours la meilleure méthode à employer pour entretenir la bonne intelligence entre deux nations.

« Il m'est impossible de ne pas vous communiquer, très gracieuse souveraine », écrivait le comte Vorontzow à l'impératrice, le 31 janvier (10 février) 1796, « qu'il est extraordinaire et agréable de voir la bonne entente qui règne entre les commandants, les officiers et les matelots des deux nations comme s'ils étaient de *la même race et de la même croyance*, et qu'en général toute la nation (anglaise) est attachée maintenant à la Russie. Il y a eu ici des escadres hollandaises et portugaises, mais aucune d'elles n'a été l'objet d'autant d'amitié que celle que Votre Majesté a daigné envoyer ici.

« Tous les membres du gouvernement, continuait le ministre, et même des particuliers qui n'en dépendent pas du tout, sont aimables avec les nôtres en dépit des autres, et, ce qui est le plus extraordinaire, c'est que les simples matelots des deux nations ne se sont pas encore querellés une seule fois dans les endroits publics ou dans les tavernes. »

Cette heureuse constatation avait décidé l'impératrice à faire un effort gigantesque et à diriger toutes ses forces contre la France. Une armée de 60,000 hommes était déjà mobilisée au moment de sa mort, et, dans l'esprit de Catherine, cette armée ne devait être qu'une avant-garde.

Son fils, l'empereur Paul, dont il est sans doute

inutile d'essayer de tracer l'insaisissable portrait, s'ingénia, en montant sur le trône, à prendre sur tous les points le contre-pied des idées de sa glorieuse mère. Sous prétexte de besoin de paix et d'économies nécessaires, il refusa de donner l'ordre de départ à cette armée de 60,000 hommes. L'Angleterre craignit un moment d'être contrainte à une rupture avec lui. Cependant, en dépit de son esprit fantaisiste, Paul Ier était un bon Russe chez qui l'enthousiasme patriotique était particulièrement développé. Il ne tarda pas à se rendre à l'évidence et comprit que la situation des affaires en Europe et la sécurité de son trône même lui imposaient l'obligation de ne pas s'isoler dans la grandeur de sa puissance. Il fallait être alors pour la France, c'est-à-dire pour la Révolution, ou contre la Révolution et alors pour l'Angleterre. Il n'hésita plus et le 18/29 décembre 1798, il signait une convention d'alliance avec le roi Georges III.

Aux termes de cette convention, la Russie s'engageait à fournir aux alliés une armée de 45,000 hommes, dont le nombre pourrait être augmenté indéfiniment. L'Angleterre, de son côté, s'engageait, moyennant un prix stipulé, à pourvoir à tous les besoins de cette troupe. L'armée russe devait être employée partout où, après concert préalable entre les alliés, l'utilité de la cause commune l'exigerait.

La Russie, plus que fidèle à ses engagements, tint mieux que parole pendant la campagne qui fut la conséquence de cette convention d'alliance. L'armée de 45,000 hommes fut portée à plus de 100,000, dès le mois de juin 1799. Cette armée opérait en Italie et en Suisse. Une autre, plus petite, il est vrai, fut expédiée dans les provinces bataves. Enfin, la flotte russe tout entière ne cessa de coopérer avec la flotte anglaise.

Les annales militaires racontent partout les exploits de l'armée de Souvoroff en Italie : les troupes républicaines, réputées invincibles, écrasées dans vingt combats ; les meilleurs généraux français tués ou faits prisonniers ; enfin le fruit de tant de victoires anéanti à Zurich par suite de la témérité de Korsakoff. Ce qu'on connaît moins, c'est qu'un des résultats de l'intervention vigoureuse de Paul Ier fut de contraindre la Prusse, qui penchait alors en faveur de la France, à se tenir dans une neutralité stricte et... prudente.

Nous ne voulons retenir de ces faits appartenant à l'histoire générale que cette réflexion : c'est que jamais allié n'a rendu plus de services et de plus désintéressés que la Russie n'en rendît alors à l'Angleterre.

Il est juste aussi d'ajouter que l'Angleterre les appréciait à leur juste valeur : « Jamais, écrivait le comte Vorontzow au mois de mai 1799, il

n'y a eu sur cette île de Monarque étranger aussi sincèrement aimé et respecté de tous que l'empereur de Russie actuellement si glorieusement régnant. »

CHAPITRE X

L'ANGLETERRE ET LA RUSSIE PENDANT LE RÈGNE DE NAPOLÉON

Cette bonne harmonie ne dura guère qu'un an. Au commencement de l'année 1800, un refroidissement assez sensible se manifestait dans les relations entre l'Angleterre et la Russie. Au mois de mai la brouille était complète et au commencement de 1801 la rupture faillit dégénérer en guerre ouverte.

C'est un lieu commun, parmi la plupart des historiens, d'accuser Paul Ier de légèreté et d'inconstance, et de faire peser sur sa mémoire l'entière responsabilité de cet événement, si grave que ses conséquences auraient pu changer la face du monde, si elles avaient eu le temps de se dérouler.

L'examen attentif des faits permet cependant de l'en décharger en grande partie et d'établir que les raisons qu'il eut de s'éloigner de la coalition étaient des plus sérieuses.

La défaite de Zurich l'avait irrité, surtout parce

qu'en cette affaire il fut très mal secondé par ses alliés. La façon dont ses troupes furent commandées dans les provinces bataves l'exaspéra. Malgré ses objurgations, le roi d'Angleterre s'était obstiné à les placer sous les ordres du duc d'York, en la capacité militaire duquel l'empereur Paul n'avait nulle confiance, et l'événement avait cruellement vérifié l'exactitude de son jugement. Le duc d'York les avait conduites à la déroute, et plus de mille Russes avaient été faits prisonniers d'un seul coup de filet.

Enfin, la colère de Paul Ier tourna au délire à la suite de l'affaire de Malte.

Il avait été nommé grand-maître de cet Ordre célèbre après sa dispersion par les républicains, et il tenait beaucoup à ce titre et aux devoirs que ce titre lui imposait. Ce n'était pas là, comme on le croit généralement, un effet de son caractère capricieux et inconsidérément vaniteux.

La règle essentielle de l'Ordre de Malte prescrivait aux chevaliers une guerre éternelle contre les sectateurs de Mahomet, et la politique traditionnelle de la Russie indiquait aux autocrates la délivrance des chrétiens opprimés par les Turcs comme le but essentiel de leur Pouvoir. Quoi d'étonnant que l'empereur Paul ait cru, en vertu de sa grande maîtrise, pouvoir réunir de nouveau les chevaliers dispersés, la plupart jeunes et tous

excellents marins et soldats? Il eût trouvé en eux de précieux auxiliaires pour donner à sa marine une plus forte cohésion et pour l'aider directement dans une nouvelle croisade.

Quand l'Angleterre eut repris l'Égypte et Malte, il pensa qu'elle s'empresserait de restituer la petite île à ses légitimes propriétaires. Mais ce qui est bon à prendre est bon à garder. A toutes les démarches que Paul Ier fit faire et fit même directement pour obtenir cette restitution, il fut répondu en termes évasifs. Quand il comprit que le pavillon anglais flotterait perpétuellement sur Malte à l'exclusion de tout autre, sa nature violente l'emporta sur toute autre considération. La meilleure preuve qu'il avait vu juste, c'est que cette question de Malte fut invoquée également par Napoléon pour prétexter en 1803 le déchaînement des guerres titanesques dont les différentes étapes sont présentes à la mémoire de tous les hommes.

Le grand tort de Paul Pétrovitch fut de traduire son mécontentement avec une brutalité dont il n'y a pas d'autre exemple dans les annales diplomatiques. Il ne se contenta pas de rappeler de Londres son ambassadeur, le prince Vorontzow. Il chassa littéralement de Saint-Pétersbourg l'ambassadeur et le chargé d'affaires anglais, sans vouloir même leur accorder de passeports. Il chassa de même tous les sujets anglais résidant dans son empire,

et défendit aux siens de leur payer l'argent qu'ils pouvaient leur devoir.

Après de vaines tentatives pour calmer sa fureur, l'Angleterre, désespérant d'en venir à bout par des explications qu'il refusait même d'entendre, essaya des procédés d'intimidation. Elle expédia une flotte formidable sur la Baltique, bombarda en passant la capitale du Danemark qui était notre allié, et vint croiser en vue de Cronstadt. Au moment où elle en serait venue peut-être aux dernières extrémités, le comte Pahlen écrivait au comte Vorontzow la lettre suivante :

« Le décès de Sa Majesté l'empereur Paul Ier, qu'une attaque d'apoplexie a subitement enlevé dans la nuit du 11 au 12, a placé sur le trône l'espoir et l'amour de la nation, l'Auguste Alexandre. »

Le nouvel empereur s'imposa pour but le rétablissement des anciennes relations d'amitié avec l'Angleterre, telles qu'elles avaient toujours existé entre les deux états. Le comte Vorontzow fut chargé de faire au gouvernement anglais une déclaration dans ce sens et d'ajouter qu'il serait de nouveau désigné lui-même pour le poste de Ministre impérial, aussitôt que l'on serait informé du nom de la personne que le cabinet de Saint-

James nommerait en qualité de Ministre à Saint-Pétersbourg.

« Notre auguste Maître, continuait le comte Pahlen, en désirant de voir le rétablissement de la bonne intelligence entre les deux pays, y concourra certainement par tous les moyens qu'il trouvera compatibles avec la plus stricte justice, et il ne propose qu'une condition expresse qui doit servir de base au renouement des anciennes liaisons, c'est la reconnaissance de la part de la Grande-Bretagne des principes de la convention maritime, qui vient d'être arrêtée entre les Puissances du nord et dont les stipulations, assises sur la plus parfaite équité, ne peuvent aucunement être préjudiciables ni aux intérêts de la Grande-Bretagne ni dérogatoires à sa dignité et ne tendent qu'à assurer la tranquillité du commerce et de la navigation des Puissances neutres. »

C'était un changement de front radical, et l'orientation politique de la Russie reprenait subitement sa direction naturelle.

Nous ne chercherons pas à savoir ce qui serait advenu du maintien de Paul Ier sur le trône. Comme il lui fallait une idole, il s'était épris, les derniers mois de sa vie, d'un violent amour pour Napoléon dont la gloire naissante l'éblouissait.

Homme d'impulsion, lui aurait-il sacrifié les vrais intérêts de la Russie et aurait-il chevauché à ses côtés à la conquête de l'univers? C'est une conjecture, sur laquelle il serait oiseux de philosopher, l'historien ayant assez à faire de tirer des conclusions de ce qui a été et non de ce qui aurait pu être.

La volonté fermement exprimée d'Alexandre Ier de reprendre avec l'Angleterre les relations anciennes et, si possible, de les reprendre plus solides que par le passé, doit seule m'occuper ici.

Non content de réintégrer le comte Vorontzow dans son titre et ses fonctions d'ambassadeur à Londres et de le combler de grâces personnelles, il nomma le comte N.-P. Panine chancelier à la place de son père décédé. L'anglophilie du nouveau ministre avait résisté, comme celle de Vorontzow, à tous les désenchantements.

D'après le comte Vorontzow, la Russie et l'Angleterre devaient être liées l'une à l'autre par des liens indissolubles (surtout après la révolution française) contre leur ennemi commun la France, que l'ambassadeur appelait « ce colosse de puissance monstrueuse ». « En vue du danger qui menace tout le monde de ce côté, comment peut-on avoir peur, se demande le noble ambassadeur, de la puissance maritime de la Grande-Bretagne? Cette puissance est la seule barrière qui puisse être opposée à la trop grande force de la nation

française, et si l'Angleterre venait à la perdre, c'est la France qui en hériterait et alors l'empire universel des Français deviendrait un fait accompli. »

Le comte Vorontzow, en général, ne trouvait pas assez de paroles pour s'enthousiasmer de la modération et du sentiment de justice des Anglais.

C'était évidemment excessif, et les sentiments du diplomate de carrière se ressentaient trop de son long séjour au milieu des insulaires qui le traitaient comme un de leurs compatriotes.

Le comte Panine et l'empereur personnellement étaient très satisfaits de ses services ; mais quand il proposa de signer avec l'Angleterre une convention de commerce, où les intérêts de nos alliés, la Suède et le Danemark, étaient sacrifiés et où les principes de la « Neutralité armée » seraient reniés, il reçut des instructions qui lui rappelèrent que la défense des intérêts russes devait primer ses propres préférences.

Sur ses vives instances l'empereur consentait bien à ce qu'il ne fût fait, sur la nouvelle convention commerciale, aucune allusion aux principes de la « Neutralité armée », mais il refusait de renoncer publiquement à ce legs précieux de son aïeule. De plus, il voulait que son ambassadeur tînt la main à ce que les droits de la Suède et du Danemark fussent sauvegardés. C'était pour la Russie une question d'honneur.

C'est sur ces bases, inspirées par l'esprit de justice, que fut conclue la fameuse convention du 5/17 juin 1801.

L'ambassadeur anglais, lord Saint-Hellens, en fut le rédacteur, et il est aisé de concevoir que, sous sa plume, les avantages ne sont pas ménagés à ceux de sa nation. Mais l'empereur Alexandre voulait en finir. Il lui suffisait de rester fidèle à l'amitié que son père avait vouée à la Suède et au Danemark pour se persuader, avec raison, qu'il gardait le beau rôle. Il signa avec empressement, réservant à des temps meilleurs la reconnaissance des principes de la « Neutralité armée », principes de loyauté et d'humanité qui seront éternellement à l'honneur de la grande Catherine, qualifiée à cette occasion par le ministre français, M. de Vergennes, de « Législatrice des mers ».

Le délaissement momentané de ces principes par Alexandre I[er], causa, il est vrai, une grande surprise, et quelques esprits chagrins qualifièrent même « d'abdication » de la Russie l'acte de condescendance de l'Empereur. Si l'on en juge par le délire de joie qui accueillit à Londres la signature de cette convention de 1801 et par les rapports adressés par lord Saint-Hellens à son gouvernement, on est, en effet, porté à penser que le premier acte officiel d'Alexandre I[er] fut un acte de faiblesse politique. Les reproches qu'il en reçut,

surtout de la part de la Suède et du Danemark, qui prétendaient avoir eu la main forcée, le chagrinèrent. Il rejeta la responsabilité de ce déboire sur le comte Panine et se priva de ses services. Le prince Kotchoubey, ami du comte Vorontzow, qui avait mené toute l'intrigue, lui succéda.

Mais tout ceci n'est qu'un hors-d'œuvre. Le fait principal qui surnageait, c'était le rétablissement des relations intimes entre l'Angleterre et la Russie, et ce fait n'allait pas tarder à produire des conséquences incalculables.

Les années de 1801 à 1805 furent relativement calmes. La paix fut même conclue à Amiens entre la France et l'Angleterre, et les portes du temple de Janus, restées si longtemps ouvertes, se trouvèrent un instant fermées. Mais la paix franco-anglaise était éphémère de sa nature. Diverses circonstances devaient rallumer la guerre, moins d'un an après l'échange des signatures. Plusieurs motifs contribuèrent de nouveau à déchaîner ce fléau et à ressusciter l'ère des hécatombes humaines qui atteignirent des proportions inouïes jusqu'à cette époque dans les fastes de l'humanité.

De la part de l'Angleterre la conclusion de la paix d'Amiens n'avait été qu'une œuvre de parti; un ministère passager avait cherché ainsi à acheter une popularité facile et, dans ce but, il avait fait trop bon marché des justes revendications de

la nation anglaise. Aucun but de la précédente lutte n'était atteint, en effet, et le public londonien, dont le sens est fort aiguisé vers toutes les questions de sa politique extérieure, ne sut aucun gré aux hommes d'État wighs d'avoir négligé plusieurs des intérêts vitaux du pays. Au lieu de les remercier de ce prétendu bienfait de la paix le peuple les renversa, et William Pitt prit de nouveau le pouvoir. Il suffisait dès lors d'une étincelle pour réduire en cendres le hâtif traité d'Amiens, dont tout le monde était mécontent et qui changea tout au plus en malaise profond le cauchemar qui pesait sur le monde.

D'un autre côté, l'insatiable ambition de Napoléon se montrait à visage découvert. Sous le titre de Consul il avait instauré à Paris sa propre autocratie, sans frein parce qu'elle ne s'appuyait ni sur la tradition, ni sur les besoins réels de la France, ni sur l'antagonisme des classes — puisque toute distinction sociale avait disparu, — ni sur l'identification du souverain avec le peuple — puisque Bonaparte était, par sa naissance et son éducation, étranger au pays qu'il gouvernait. — Le titre d'empereur, qu'il s'octroya en 1805, changea l'apparence de son pouvoir, mais n'en augmenta pas la force. L'historien doit considérer que depuis Marengo Bonaparte fut maître de sa volonté, sans aucune espèce de contrôle, et, malheureusement,

cette volonté, servie par un grand génie militaire, ne tendait à rien moins qu'à la domination universelle.

L'obstacle immédiat à l'exécution de ce vaste dessein était la Puissance anglaise. Il chercha tout de suite à la briser, et la non-rétrocession de Malte lui servit de prétexte à une nouvelle rupture.

Alexandre I[er] ne pouvait raisonnablement le blâmer, non qu'il attachât à la rétrocession de cette île et à la reconstitution de l'Ordre des chevaliers la même importance que son père, mais il redoutait, avec raison, que la possession d'une forteresse aussi importante ne rendît plus tard l'Angleterre maîtresse absolue de la navigation méditerranéenne. Cependant, il craignait davantage encore de voir déchaîner de nouveau sur l'Europe les horreurs de la guerre. Il proposa donc sa médiation entre les deux puissances. Elle fut agréée par courtoisie, mais l'acharnement était tel des deux côtés que ses bons offices n'avaient aucune chance d'aboutir.

L'Empereur regretta beaucoup son insuccès, quoiqu'il l'eût prévu dès le premier jour. Il ne lui resta qu'à souhaiter que la guerre prît fin le plus tôt possible. « Malgré la puissance de la Russie », écrivait le chancelier de l'Empire le 26 octobre (7 novembre), « sa position par elle-même, étant pour ainsi dire dans le coin, nous rend impossible

d'entreprendre à nous seuls quoi que ce soit. » On a tort seulement de croire à Londres que « le bon vouloir de la cour de Russie à l'égard de l'Angleterre a diminué. Le danger que la France fait courir à toute l'Europe rend au contraire plus forte encore l'amitié qui unit la Russie à l'Angleterre. »

La guerre entre l'Angleterre et la France se distingua, dès les premières opérations, par une grande animosité de part et d'autre. Napoléon donna l'ordre, aussitôt après la déclaration de guerre, d'arrêter tous les Anglais et toutes les Anglaises se trouvant sur le territoire français. Le comte Vorontzow cite comme exemple de cette mesure lady Elgin, qui fut arrêtée par la police de Paris et qui ne fut pas autorisée à rentrer en Angleterre où son mari et ses enfants étaient malades. Un autre Anglais, arrivé en France pour soigner son frère, qui était devenu fou, fut arrêté à Paris et défense lui fut faite non seulement d'aller voir son frère malade qui vivait dans un des départements de France, mais aussi de retourner en Angleterre.

De son côté, la Grande-Bretagne ne se gênait pas sur mer, ni avec les bâtiments naviguant sous pavillon ennemi, ni avec les navires neutres. L'empereur Alexandre Ier, qui avait sacrifié si facilement les principes de la Neutralité armée dans la convention maritime de 1801, dut se convaincre par

amère expérience des actes de violence innombrables commis par les corsaires.

Il fit des réclamations, en ce qui concernait les prises des navires russes, et, pour la première fois, ces réclamations furent écoutées, et nos vaisseaux furent rendus à leurs armateurs. Malgré sa force, l'Angleterre sentait bien qu'elle ne viendrait jamais à bout de son adversaire sans un concours puissant, et elle faisait déjà tout au monde pour se ménager celui de son « allié naturel ».

Cependant, si l'Angleterre laissa fléchir, en notre faveur, la pratique du *summum jus*, elle ne relâcha rien, en théorie, de ce qu'elle considérait comme étant son droit maritime.

Dans le but de mettre des limites aux horreurs commises par les corsaires anglais, le gouvernement impérial avait chargé le comte S. R. Vorontzow de déclarer au cabinet de Saint-James que la mer Noire devait être considérée comme mer fermée et, par conséquent, inaccessible aux navires de guerre et aux corsaires anglais. Tout corsaire atteint dans les limites de cette mer serait considéré comme pirate. Le gouvernement russe se basait pour la déclaration de ce principe, sur le fait que les côtes de la mer Noire appartenaient à la Russie et à la Turquie qui ne prenaient aucune part à la guerre. (Dépêche du chancelier de l'Empire du 11/23 août 1803.)

On ignore quelle fut l'attitude de l'Angleterre vis-à-vis de cette exigence de la Russie. Mais, d'autre part, il est hors de doute que la Grande-Bretagne refusa catégoriquement de faire droit à une autre de ses réclamations, qui consistait à demander la levée du blocus anglais de l'Elbe, en considération de l'importance des opérations commerciales de la Russie avec Hambourg. L'Angleterre, déclara lord Hawkesbury à l'ambassadeur de Russie, doit se servir de tous les moyens qui peuvent être bons pour la lutte contre Napoléon. « Ce serait un péché devant Dieu », s'écria le noble lord, « ce serait une honte devant les hommes et la postérité, si l'Angleterre, que la Providence a dotée de forces suffisantes pour contrecarrer les plans de la France qui aspire à la domination du monde, ne les employait pas au renversement de ce colosse qui est prêt de fouler aux pieds l'Europe souffrante et opprimée. » (Rapport du comte Vorontzow du 11/23 septembre 1804.)

Le gouvernement impérial était tout à fait de l'avis de l'Angleterre au sujet de la nécessité absolue de prendre des mesures contre les empiétements sans fin de Napoléon. C'est surtout dès le mois de février 1805, quand le prince Adam Czartorysky prit la direction du ministère des affaires étrangères, que la conscience de cette nécessité se manifesta d'une manière encore plus évidente. Le

meurtre du duc d'Enghien révolta à un tel point l'empereur Alexandre Ier qu'il ordonna à la Cour de prendre le deuil de ce malheureux prince. Le comte Morkow fut chargé, en outre, de déclarer à Napoléon que l'exécution du duc d'Enghien avait soulevé la profonde indignation de l'Empereur.

C'est dans ces conditions que furent entamées, dès le commencement de l'année 1804, des négociations sérieuses entre la Russie et l'Angleterre pour une action militaire en commun contre la France.

Les flatteries de l'Angleterre recommencèrent, plus actives et aussi peu dissimulées que possible, à l'égard de la Russie et de son empereur, le magnanime Alexandre Ier.

Pitt démontrait au comte Vorontzow que l'Europe traversait une crise pareille à celle de la fin du dix-septième siècle, sous le règne de Louis XIV. Le sauveur de l'Europe à cette époque fut Guillaume d'Orange qui « électrisa toutes les cours » et arrêta la marche de Louis XIV entraîné par « la rage des conquêtes ». Un nouveau Guillaume d'Orange devait apparaître maintenant aussi sur le continent européen, et en arrêtant son regard sur tous les monarques de l'Europe continentale, Pitt n'en voyait qu'un seul, l'Empereur Alexandre Ier, qui fût capable de devenir un second Guillaume d'Orange pour l'Europe. « L'Empereur, disait-il,

devrait électriser avant tout l'Autriche et la Prusse pour qu'elles combattent Napoléon. Les autres nations suivront ces puissances. »

Alexandre n'avait pas besoin de ces insinuations pour connaître où était son devoir et pour le suivre jusqu'au bout. Tout d'abord, et sans prévenir l'Angleterre, il lia l'Autriche à la cause commune en vue d'un effort concerté et chercha à attirer la Prusse dans son orbite. Mais la Prusse se réservait, attendant, pour se décider, de quel côté pencherait la balance de la victoire. On sait quelle catastrophe lui ménageait cette politique à double face. Alexandre n'insista pas et dépêcha à Londres son ami, Novolitsoff, avec mission de préparer avec le comte Vorontzow l'accession de l'Angleterre à l'alliance austro-russe.

Suivant les fortes expressions de notre ambassadeur, « la Russie et l'Angleterre allaient être unies par « un pacte d'alliance permanente, » devant avoir pour but « de garantir la tranquillité du monde entier ». (Dépêche du comte Vorontzow du 30 décembre 1804 (11 janvier 1805.)

Rien de remarquable comme les superbes instructions adressées par Alexandre Ier à ses plénipotentiaires chargés de mener à bien cette grande affaire. On admire moins encore la justesse des vues politiques que la hauteur des pensées et la sincérité désintéressée de notre souverain pour la

nation anglaise. En voici un court extrait que je regrette de ne pouvoir allonger :

« Ce n'est point le rêve de la paix perpétuelle qu'il s'agit de réaliser. Cependant l'on s'approcherait sous plus d'un rapport des résultats qu'il annonce, si, dans le traité qui terminerait la guerre générale, l'on parvenait à fixer, sur des principes clairs et précis, les prescriptions du droit des gens. Pourquoi ne pourrait-on pas y soumettre le droit positif des nations, assurer les privilèges de la neutralité, insérer l'obligation de ne jamais commencer la guerre qu'après avoir épuisé les moyens qu'une médiation tierce peut offrir, avoir de cette manière mis au jour les griefs respectifs et tâché de les aplanir? C'est sur de semblables principes que l'on pourrait procéder à la pacification générale et donner naissance à une ligue dont les stipulations formeraient, pour ainsi dire, un nouveau code du droit des gens qui, sanctionné par la plus grande partie des États de l'Europe, deviendrait sans peine la règle immuable de la conduite des cabinets, d'autant plus que ceux qui prétendraient l'enfeindre risqueraient d'attirer sur eux les forces de la nouvelle union. Toutes les Puissances, fatiguées de la guerre, accéderont certainement à cette ligue les unes après les autres.

« Mais c'est surtout le lien intime des cours de

Saint-Pétersbourg et de Londres qui garantirait la durée de cet état de choses. Ces deux puissances sont les seules en Europe qui, pour maintes années, ne sauraient avoir aucune jalousie, aucun intérêt contraire. »

Alexandre Ier concrétait en trois points lumineux le but immédiat de la nouvelle triplice :

« 1° Faire rentrer la France dans ses anciennes limites; 2° mettre des bornes naturelles à l'ambition de Bonaparte; 3° consolider l'ordre des choses qu'on établirait à cet égard. »

Enfin l'alliance fut signée à Saint-Pétersbourg le 30 mars (11 avril) 1805, et la campagne militaire commença aussitôt. Alexandre se mit à la tête de son armée et la conduisit au secours de l'armée autrichienne.

Le coup de foudre d'Austerlitz contraignit, on le sait, l'empereur d'Autriche à mettre bas les armes et à signer avec Napoléon un traité de paix séparé. La force des circonstances obligea l'empereur de Russie à battre en retraite jusque dans ses provinces polonaises où, seul, il défia longtemps les colonnes victorieuses lancées à sa poursuite. Plusieurs corps d'armée français périrent dans les steppes marécageuses et glacées, — avertissement sinistre dont le terrible destructeur des nations ne sut pas tenir compte six ans plus tard.

Quoique, en ce moment, Napoléon eût mis tout en œuvre pour désarmer l'hostilité russe et qu'il eût fait miroiter les plus merveilleuses promesses pour décider Alexandre à une entente directe avec lui, celui-ci ne daigna même pas accorder une entrevue au guerrier formidable devant qui tremblait l'univers. Il tenait à rester fidèle à l'Angleterre, tant que le dernier mousquet ne serait tombé des mains de ses soldats.

Il replia ses forces encore plus au nord, pour y attendre les renforts prussiens.

Le gouvernement de Berlin avait, en effet, fini par comprendre que le développement de la puissance napoléonienne devenait un danger pour sa propre sécurité. Il s'était donc décidé à se dresser en obstacle devant sa marche dévastatrice. Trop tard! Ceux qui s'appliquent à ruser avec les événements sont presque toujours victimes de leur finesse de mauvais aloi.

L'obstacle prussien fut broyé à Iéna et à Auerstadt. D'un bond l'armée française atteignit le front de l'armée russe, trop faible numériquement pour soutenir à elle seule son choc toujours irrésistible.

Néanmoins la défense fut tellement opiniâtre, notamment à Eylau, qu'on comprit dès lors que l'invaincu n'était pas invincible.

Cette preuve était faite aussi bien que l'irréfra-

gable démonstration qu'en la Russie seulement et en sa ténacité reposait le salut de l'Europe et... de l'Angleterre.

Mais il fallait paraître céder à la fortune en épiant l'heure propice de prendre l'éclatante revanche qui devait être désormais le but des efforts d'Alexandre. Il signa à Tilsitt un traité de paix dans lequel le vainqueur, rendant hommage à la puissance et à la noblesse d'âme de son adversaire, avait pris toutes sortes de précautions pour ménager ses susceptibilités. La seule condition défavorable qui nous était imposée, mais qui résultait manifestement de la force des choses, c'était l'obligation de rompre toutes relations avec l'Angleterre. Nous fûmes tenus de faire bon visage à nos ennemis et d'affecter une mine sévère devant la face de nos amis.

Par une déclaration en date du 26 octobre (7 novembre) 1807, Alexandre Ier signifiait donc officiellement sa rupture avec la Cour de Londres et prenait pour prétexte de cet acte nécessaire le second bombardement de Copenhague par la flotte anglaise.

C'est une justice à rendre aux hommes d'État de Saint-James qu'ils ne s'émurent pas le moins du monde de ce dénouement prévu et escompté par eux depuis la bataille de Friedland. Leur but particulier était d'ailleurs atteint. En nouant les

deux coalitions de 1805 et de 1806, ils avaient eu principalement pour objet de détourner l'immense armée française du camp de Boulogne où elle avait dressé ses tentes en vue d'un débarquement sur les côtes de la Grande-Bretagne. L'Angleterre rassurée avait profité de cette diversion pour écraser à Trafalgar et ailleurs tout ce qui restait de stable dans la marine française. Elle triomphait sur tous les océans, consolidait son autorité sur ses riches colonies et refusait, du reste, d'envoyer sa propre armée sur le continent. Elle laissait à ses alliés le soin d'anéantir l'ennemi commun, ou tout au moins de l'affaiblir de telle sorte qu'elle pût le braver sans péril derrière la barrière de la Manche. La Russie particulièrement lui avait rendu le grand service qu'elle en attendait. Elle l'avait délivrée du cauchemar de l'invasion. L'Angleterre verrait plus tard à saisir l'occasion de lui témoigner sa reconnaissance. Disons tout de suite que cette occasion se présenta cinq ans après la paix de Tilsitt.

En attendant elle considéra avec indifférence la guerre que la Russie s'était vue contrainte de lui déclarer à elle-même. Cette guerre se distingua d'ailleurs de toutes les autres guerres ; elle se passa sans effusion de sang.

Comme elle avait éclaté au moment où l'amiral russe Seniavine avait embossé son escadre de

neuf vaisseaux de ligne dans l'embouchure du Tage, l'amiral anglais Nelson ne put faire autrement que de la faire prisonnière. Cette escadre fut amenée dans un port anglais, mais, de par une entente mutuelle elle fut remise en dépôt contre quittance au gouvernement anglais, lequel, malgré les lois de la guerre pratiquées par l'Angleterre depuis les temps les plus reculés, ne la confisqua pas et s'engagea même à la rendre à la Russie. Les bâtiments de commerce russes, par contre, étaient saisis et confisqués par les corsaires anglais, mais le nombre de ces saisies fut relativement très faible. A part cela, il n'y eut aucune opération militaire, ni entre les troupes, ni entre les flottes russes et anglaises.

C'est ainsi que toute cette guerre, qui dura quatre ans, ne fut sensible que sous deux rapports; d'une part parce que les relations diplomatiques directes furent complètement suspendues ; de l'autre, parce que le commerce russe fut sensiblement ruiné par suite de l'accession de la Russie au système continental. La nature paradoxale de la lutte entre « l'éléphant » et la « baleine » fut donc pleinement démontrée.

La rupture entre la Russie et l'Angleterre en 1808 n'était pas naturelle non plus : ces deux grandes Puissances avaient un ennemi commun dans la personne de Napoléon Ier pour qui la paix

de Tilsitt ne fut qu'une étape afin d'atteindre son but final — l'asservissement de toute l'Europe. — Quand Napoléon, entraîné après 1807 par son insatiable ambition, poursuivit ouvertement la réalisation de ses désirs les plus secrets, l'Empereur Alexandre Ier fut obligé de se convaincre du peu de désir qu'avait l'empereur des Français d'exécuter les engagements qu'il avait pris vis-à-vis de la Russie. Au fur et à mesure du refroidissement des rapports de la France et de la Russie, cette dernière Puissance et l'Angleterre devaient se rapprocher de plus en plus. Le prince-régent et son gouvernement se rendaient parfaitement compte de cette vérité.

Enfin Napoléon levait le masque en 1812. Il envahissait la Russie, traînant après lui les armées de tout l'Occident domestiqué.

Le coup était prévu. Le rapprochement officieux entre l'Angleterre et la Russie était un fait acquis depuis l'année précédente, et cet heureux événement s'était accompli par l'entremise du nouveau roi de Suède, Bernadotte, dont il est superflu de juger le rôle, mais qui traitait couramment son ancien camarade Bonaparte de « monstre et de tigre altéré de sang ». Le nouveau traité entre les « deux alliés naturels » fut signé par ses soins à Orebro, ville suédoise, le 6/18 juillet 1812. Alexandre se hâtait de le ratifier le 1er août.

Désormais cette alliance devait donner tous les résultats que le monde, si souvent déçu, avait espérés vainement des autres coalitions nouées contre l'aventurier corse.

L'Angleterre, renonçant à ses trop longues pratiques d'égoïsme, entrait enfin résolument dans la lutte continentale. Une véritable et très forte armée anglaise refoulait lentement, mais sûrement, les généraux de Napoléon et Napoléon lui-même, depuis le fond de l'Espagne et du Portugal jusque par delà les Pyrénées. Barklay de Tolly attirait le ravageur dans les plaines glacées où il avait fait par avance le désert et organisé la famine; puis il lui coupait la retraite et l'obligeait à fuir éperdu à travers l'Allemagne déjà frémissante aux premières lueurs de la délivrance. Un an après la signature du traité d'Orebro, l'Annibal moderne, plus souvent victorieux que l'Annibal ancien, succombait une première fois à Leipzick. Moins de trois ans plus tard il était anéanti à Waterloo et recevait à Saint-Hélène le salaire de ses excès et des plus criants abus de la force dont jamais homme se soit rendu coupable.

L'Europe était affranchie. L'alliance anglo-russe avait produit ce miracle que les contemporains avaient jugé impossible.

Le résultat ne fut pas obtenu sans que les négociations diplomatiques n'eussent marché concur-

remment avec les opérations militaires. L'Angleterre, comprenant de plus en plus la nécessité pour elle de maintenir l'accord avec la Russie, faisait démarches sur démarches pour resserrer encore davantage les liens qui unissaient les deux nations.

Le traité d'Orebro fut fortifié par la convention de Reichenbach (15/27 juin 1813). L'Angleterre s'y engageait à augmenter les subsides de guerre. L'or lui faisant défaut elle prodiguait sa signature. A Chaumont, à l'heure où il fut question de laisser la paix à Napoléon et où quelques alliés se seraient contentés de le réduire provisoirement à l'impuissance; à Vienne, au moment de régler définitivement le sort définitif des diverses nations européennes, des engagements de plus en plus solennels furent contractés entre les deux gouvernements pour fermer toutes les portes à une nouvelle rupture. Nous avons compté plus de dix instruments diplomatiques rédigés dans ce sens, pendant cette courte période de temps si troublé et si fécond en bouleversements de tous genres.

Mais l'analyse de ces documents n'offrirait actuellement qu'un médiocre intérêt, et il est plus urgent de tirer les conclusions de ce chapitre qu'on ne saurait m'accuser d'avoir fait trop long, étant donnée l'importance des événements qu'il relate.

La première c'est que, grâce à l'obstination

d'Alexandre Ier et à sa fidélité religieuse à la foi jurée, les trois buts principaux qu'il avait assignés à la première alliance anglo-russe du 11 avril 1805, étaient atteints après dix ans d'efforts gigantesques :

1° *La France était rentrée dans ses anciennes limites;*

2° *L'ambition de Napoléon était réprimée ;*

3° *L'ordre rétabli en Europe y était consolidé pour un siècle.*

La seconde conclusion qui se dégage aussi naturellement de cet exposé, c'est que si l'Angleterre est, depuis cent ans, la maîtresse incontestable des mers ; si ses richesses se sont accrues dans des proportions qu'elle n'aurait jamais osé espérer, c'est à l'amitié russe et rien qu'à cette amitié qu'elle le doit.

La troisième enfin, — intéressant surtout les cœurs russes, — c'est que l'empereur Alexandre Ier mérite peut-être la première place dans la mémoire reconnaissante des fidèles sujets de l'autocratie.

En effet, Pierre Ier a fondé notre grandeur; Catherine II l'a consolidée et a revêtu le trône d'une éblouissante dignité ; mais Alexandre Ier a donné à notre nation la prépondérance sur toutes les autres et a imprimé à jamais sur la couronne impériale le prestige.

CHAPITRE XI

L'ÉMANCIPATION DE LA GRÈCE

Ce prestige, acquis par de nobles exploits, Alexandre Ier le garda intact pendant toute la durée de son règne. Le rôle d'arbitre de l'Europe que les coalisés, d'un accord tacite et unanime, lui avaient conféré en 1815, ne lui fut jamais retiré. Il n'abusa point d'ailleurs du magistère suprême qu'il exerçait sur les nations, mais s'en servit au contraire pour faire admettre, autant que le permettent les passions humaines, les maximes de justice et de douceur qui furent la règle constante de sa vie.

Maître de Paris, il s'opposa souverainement aux brutalités que les soudards prussiens et, plus particulièrement Blucher, voulaient y commettre. Il protégea la France contre toute tentative de démembrement et s'intéressa même au sort de son terrible adversaire Napoléon, que certains alliés parlaient de brancher sans forme de procès au premier arbre du chemin.

Pour faire triompher ses pensées de clémence et d'apaisement, qui allaient à l'encontre de furieuses irritations, il fut au début parfaitement secondé par le duc de Wellington, qu'il considérait moins comme un inférieur que comme un frère d'armes, et c'est au vainqueur de Waterloo qu'il s'adressait le plus volontiers pour dissiper les inquiétudes que d'autres membres du gouvernement anglais nourrissaient parfois contre sa politique, comme on le verra plus loin.

C'était peu pour lui d'avoir fait taire les idées de vengeance et d'avoir contraint, au lendemain de la victoire, ses alliés à la modération. Il voulut que les sentiments d'équité et d'oubli du passé, qui avaient présidé aux arrangements des traités de Vienne, fussent garantis dans l'avenir contre tout essai de réaction.

Les traités de Vienne s'étaient plus préoccupés de limitations territoriales que de la restauration des principes de morale, à défaut desquels les peuples, comme les individus, ne sont retenus dans les bornes de la sagesse que par la crainte de la force impérative. C'était manifestement la violation de ces principes qui avait déchaîné sur le monde l'affreuse tempête qui avait causé tant de ravages. Alexandre Ier sentit qu'il y avait une grande lacune à combler dans la grande convention internationale. Les limitations territoriales ne sont jamais éter-

nellement posées; les convenances de chacun peuvent changer avec le temps, et l'ambitieux qui verra son voisin mal gardé aura bien vite fait de déchirer un chiffon de papier qui serait l'unique obstacle à ses convoitises.

Alexandre fonda donc la « Sainte Alliance des peuples chrétiens ». Elle était basée exclusivement sur la reconnaissance et la proclamation de maximes de fraternité chrétienne, communes à toutes les confessions. Chaque adhérent, au nom de sa foi au Rédempteur, s'engageait à maintenir inviolables les engagements contractés à Vienne, à ne jamais troubler la paix, et, en cas de nécessité, à ne jamais déclarer de guerre avant d'en avoir référé à un arbitrage.

Cette idée était sainte et généreuse par elle-même. Elle était grande surtout, parce qu'en reconstituant la république chrétienne elle réalisait d'un seul coup la fédération des États unis d'Europe, qui est le rêve des philanthropes. Sa mise en pratique aurait été la préface du désarmement général, réforme qu'Alexandre prêchait déjà et qui est, de plus en plus, l'objet des vœux les plus ardents des peuples. Enfin, en excluant les empires musulmans de cette ligue, Alexandre rendait la chrétienté à sa destination première, qui est d'arracher aux hordes arabes et touraniennes les immenses et belles contrées que les sectateurs

de Mahomet ont transformées en séjour de la barbarie et du despotisme. Le fait même que toutes les nations chrétiennes seraient conviées à la croisade définitive suffisait à démontrer le désintéressement de l'empereur de Russie. La proie conquise, il eût été facile de la partager.

Tous les gouvernements continentaux adhérèrent sans hésiter à la « Sainte Alliance » proposée par Alexandre Pavlovitch. Avec quelle sincérité? Il est inutile de le rechercher, puisque l'opposition immuable de l'Angleterre fit échouer dans son ensemble ce magnifique projet.

Il régnait alors dans les milieux politiques anglais un courant de scepticisme qui barrait la route à toute pensée généreuse. Volontiers on aurait ri tout haut à Londres de la piété éclairée et sincère de notre empereur, qui était taxée de mysticisme vague et même d'illuminisme. Le respect qu'inspirait sa puissance arrêtait seul le sarcasme sur les lèvres. Le terrain était donc mal préparé à Saint-James pour obtenir des ministres une adhésion officielle à des idées abstraites dont ils affectaient de méconnaître le côté pratique. Néanmoins le gros de la nation anglaise ne partageait pas cette manière de voir et s'enthousiasmait, au contraire, pour la paix universelle dont Alexandre Ier s'était constitué l'apôtre et le champion. Le menu peuple lui fit des ovations indes-

criptibles lors de son voyage triomphal à Londres et à travers la Grande-Bretagne, en 1815.

Chose extraordinaire. Le prince régent, depuis George IV, dont la vie fut toujours aussi désordonnée que possible, était en communion parfaite de sentiments avec son peuple en ce qui concernait son admiration pour la personne de l'empereur, et il adressa son adhésion platonique aux principes de la « Sainte Alliance ». Tant l'homme public, dans l'exercice de hautes fonctions, est parfois différent de l'homme privé!

Désespérant, en effet, de contraindre ses ministres constitutionnels à apposer leurs signatures au bas du traité international qui devait servir de base à la grande ligue des chrétiens; n'ayant pas, d'autre part, le droit de signer lui-même, sans leurs concours, un acte officiel valable, il voulut, du moins, donner à Alexandre un témoignage authentique de sa sympathie et faire montre, en même temps, des sentiments qui étaient au fond de son cœur.

Cet acte était sans précédent, et son importance s'en accroissait d'autant. Comme nous étudions dans cet ouvrage les diverses phases des relations entre l'Angleterre et la Russie, il convient de lui attribuer une valeur documentaire de premier ordre, et c'est pourquoi nous le reproduisons en entier :

Cathonhouse, le 6 octobre 1815.

Monsieur mon Frère et Cousin,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre de Votre Majesté impériale, ainsi que la copie du Traité, signé à Paris le 26 septembre, par Elle et ses augustes alliés. Comme les formes de la constitution britannique que je suis chargé d'administrer, au nom et de la part du roi, mon père, ne me permettent point d'accéder formellement à ce traité, dans la forme dans laquelle il m'a été présenté, je me sers de la présente pour transmettre aux augustes souverains qui ont signé ce Traité mon entière concurrence dans les principes qu'Ils ont établis, et dans la déclaration qu'Ils ont faite d'apporter les préceptes divins de la religion chrétienne comme maximes invariables de leur conduite dans toutes les relations sociales et politiques et de cimenter l'union qui devrait à jamais subsister parmi toutes les nations chrétiennes; et il sera toujours l'objet de mes efforts les plus ardents de régler ma conduite dans la situation dans laquelle la divine Providence a daigné me placer par ces maximes sacrées, et de coopérer avec mes augustes Alliés à toutes mesures qui peuvent contribuer à la paix et au bonheur du genre humain.

Je suis avec les sentiments les plus invariables d'amitié et d'affection,

Monsieur mon Frère et Cousin, de Votre Majesté impériale, le bon Frère et Cousin.

George P. R.

Alexandre fut on ne peut plus satisfait de cette

démarche spontanée du prince-régent qui ne craignait pas ainsi de se compromettre aux yeux de ses sujets et surtout de ses lords, jaloux, comme on sait, de restreindre les prérogatives de la couronne. L'empereur y vit un gage précieux du maintien de l'amitié anglaise à laquelle il attachait d'autant plus de prix que celle des nations continentales lui semblait précaire, étant généralement commandée par les circonstances.

A défaut d'une « Sainte Alliance » universelle et durable, il espérait que l'union intime entre les deux plus grandes forces de terre et de mer suffirait à assurer l'équilibre européen et à consolider indéfiniment la paix.

Pour ne pas demeurer en reste de courtoisie avec son « frère et cousin », Alexandre fit aussitôt à l'Angleterre un cadeau royal. Parmi les nombreuses provinces qu'il distribuait libéralement depuis un an, sans se réserver d'avantages personnels, il s'en rencontrait encore une sans maître. C'étaient les célèbres îles Ioniennes, anciennes possessions vénitiennes, prises d'abord par les Français, reprises par les vaisseaux de la coalition, mais à laquelle les traités de Vienne n'avaient pas assigné d'attribution légale. L'empereur de Russie en décerna le protectorat à l'Angleterre, malgré l'opposition de l'Autriche; et ce n'était pas alors un mince cadeau, car si Malte commandait à

l'Égypte, les îles Ioniennes commandaient à l'Archipel. Cette véritable donation est datée du 6 novembre 1815, et la lettre du prince-régent du 6 octobre précédent. Le 20 novembre de la même année un traité d'alliance exclusivement politique couronnait ces échanges de bons procédés.

Dès lors, pendant plusieurs années, la parole de George III au comte Vorontzow fut de tous points réalisée : *tout bon Russe fut bon Anglais et tout bon Anglais fut bon Russe.*

Les relations étaient celles d'amis dévoués qui se demandent et se prêtent mutuellement conseil, et qui s'empressent de régler à l'amiable les difficultés qui peuvent surgir.

C'est ainsi qu'en 1822 l'empereur Alexandre fut choisi comme arbitre entre l'Angleterre et les États-Unis, pour définir l'interprétation d'un article de traité. Sa décision, conforme à la stricte justice, fut défavorable aux prétentions anglaises et fut ponctuellement exécutée.

En 1825, il fut procédé, par son ordre, à la délimitation des frontières entre l'Amérique russe et le Dominion anglais du Canada, et cette opération ne donna lieu à aucune contestation.

Déjà pourtant, à cette date, de gros nuages s'étaient levés, et la bonne entente menaçait d'être sérieusement compromise.

L'insurrection de la Grèce et les divers incidents

diplomatiques et militaires qu'elle suscita faillirent, à plusieurs reprises, compromettre la paix européenne si chèrement conquise.

L'Angleterre, qui décidément ne veut croire ni à l'élévation des sentiments ni au désintéressement chez les autres, sentit se rallumer sa méfiance à notre égard. Elle se refusait à admettre que notre intervention en faveur de coreligionnaires torturés et exterminés méthodiquement ne cachât pas quelque secret dessein de conquête et d'annexion. Il fallut toute la souplesse et toute la patience de nos deux excellents ambassadeurs, le comte de Lieven et le prince Matuszévicz, pour la faire revenir de ses préventions d'abord, pour la déterminer ensuite à faire cause commune avec nous et à coopérer à la délivrance des descendants de Périclès.

Cette délivrance des Grecs était l'article 1er du plan grandiose que Catherine II avait formé pour l'émancipation générale des chrétiens de Turquie. La mort avait empêché la grande impératrice d'en commencer l'exécution, et les événements concurrents avec la Révolution française avaient obligé nos souverains à le reléguer au second rang de leurs préoccupations.

Mais les Grecs avaient eu connaissance des projets de la Russie, et dès lors l'espérance d'une prochaine liberté avait germé dans leur âme. Des

insurrections locales avaient éclaté çà et là, vers la fin du dix-huitième siècle et au commencement du dix-neuvième, dans la péninsule hellénique. Elles avaient été cruellement réprimées. Les chefs insurgés avaient émigré, mendiant à travers les Cours européennes des secours en hommes et en argent. La Russie seule et quelques philanthropes anglais avaient consenti à leur fournir des aides pécuniaires insignifiantes, et, pendant toute la durée des guerres de Napoléon, les Grecs retombèrent dans leur esclavage séculaire.

Après les traités de 1815, les projets de révolte reprirent sur un plan plus général. Elle éclata formidable en 1818. La Turquie résolut aussitôt de la noyer dans le sang et entreprit une guerre d'extermination avec ses propres troupes et celle de son vassal, le vice-roi d'Égypte Méhémet-Ali, qui avait mis à la disposition de son suzerain sa flotte et une armée commandée par son fils Ibrahim.

Le devoir d'Alexandre Ier, Commandeur des orthodoxes, était tout tracé. Il intima au Commandeur des croyants l'ordre de mettre un terme ou au moins une mesure à ses actes de barbarie.

Cependant, la Porte était parfaitement au courant de la situation européenne. Malgré la crainte que lui inspirait la Puissance russe, le sultan savait pertinemment que le grand protecteur des

chrétiens d'Orient serait fort empêché de mettre ses actions en harmonie avec ses paroles, et qu'il ne lui déclarerait pas la guerre avant de s'être mis d'accord sur ce point avec les Puissances occidentales. Le Turc escomptait le temps nécessaire à la conclusion de cette entente, et il espérait bien, d'ici là, avoir réprimé l'insurrection ou bien avoir transformé toute la Grèce en un désert d'hommes.

Ce calcul monstrueux aurait été juste, si le Turc n'avait négligé d'y faire entrer comme facteur l'incroyable ténacité des Grecs.

Les palikares et les corsaires helléniques tinrent bon près de dix ans contre la fureur ottomane, et l'on garde le souvenir des combats sans quartier qui furent livrés à cette époque et des boucheries humaines qui en étaient la suite. Les épisodes de Missolonghi et de Chio sont les plus connus, sinon les plus sinistres, parce qu'ils inspirèrent partout la verve des poètes, aussi bien que les exploits de Canaris.

La diplomatie russe, mise en campagne, se heurta en Autriche à l'hostilité railleuse de Metternich, en Prusse à une indifférence parfaite. Elle rencontra en France des sympathies d'une nature toute platonique et, en Angleterre, notre ambassadeur sentit se réveiller les méfiances mal étouffées des hommes d'État de Londres.

Néanmoins, dans ces deux pays, un splendide

enthousiasme s'empara des peuples pour la cause sacrée de l'hellénisme. Leurs grands poètes, lord Byron en Angleterre, Victor Hugo et Casimir Delavigne en France, enflammaient les imaginations et de toutes parts accouraient des volontaires au secours des opprimés. Lord Byron acheva de s'immortaliser en levant un bataillon à ses frais et en allant mourir pour la défense de la patrie d'Homère.

En Angleterre encore, deux grands personnages, le roi George IV, en personne, et le duc de Wellington — qui devait renier bientôt toutes ses aspirations chevaleresques — adhéraient, sans arrière-pensée, à la généreuse politique d'Alexandre. Mais Wellington n'exerçait aucun pouvoir, et l'autorité du roi était contrecarrée par le mauvais vouloir de ses ministres. Aussi le comte Liéven se heurta-t-il à un refus quand il crut devoir proposer à lord Londonderry, au commencement de 1822, la signature d'un « protocole confidentiel » aux termes duquel la Russie et l'Angleterre se seraient entendues pour exiger de la Porte qu'elle fît droit aux réclamations du gouvernement russe, « autorisées par ses traités et par les droits de protection qu'ils lui accordent en faveur des Grecs », et pour insister sur l'inviolabilité de la foi et des églises orthodoxes. Le noble lord ne croyait pas que l'on pût obliger la Porte à garantir à ses provinces

chrétiennes une meilleure administration, parce que cela donnerait à la Russie le droit de se mêler des affaires intérieures de la Turquie « et constituerait la Russie co-État dans une partie de son domaine ».

En 1824, Canning succédait à Londonderry et, après de nombreuses tergiversations, il se déclara franchement en faveur de la Russie contre la Turquie, démentant ainsi le pessimisme du comte Liéven à son égard.

Les premiers actes de ce ministre avaient confirmé, en effet, la justesse des premières appréciations de l'ambassadeur de Russie. Vers la fin de 1823, le cabinet impérial s'adressa à celui de Saint-James pour lui proposer de charger le ministre d'Angleterre près la cour de Saint-Pétersbourg, sir Bagot, de prendre part à la conférence internationale convoquée à Saint-Pétersbourg pour s'occuper des affaires de Grèce. Canning refusa de faire droit à ce désir, sous prétexte que la Russie prétendait à une situation tout spécialement privilégiée dans les affaires turques, que les relations diplomatiques n'étaient pas reprises entre la Russie et la Porte et que cette conférence aurait mieux fait de se réunir à Vienne. (Rapport du comte Liéven du 2/14 janvier 1824.)

Cela se passait au mois de janvier 1824. Au mois d'avril de la même année, le même Canning décla-

rait à l'ambassadeur de Russie que Bagot était chargé de prendre part à la conférence de Saint-Pétersbourg, parce que le gouvernement anglais reconnaissait « le droit positif d'intervention de la Russie dans les affaires de la Grèce » et qu'il était heureux de savoir que les autres Puissances alliées avaient été invitées aussi à y prendre part. Canning sympathisait de même au plan de la Russie de pacifier la Grèce, mais il refusait de prendre part à des mesures de contrainte envers la Porte, et il posait comme condition de la présence de Bagot à la conférence le rétablissement des rapports diplomatiques entre la Russie et la Turquie. (Rapport du comte Liéven du 21 avril/3 mai 1824).

Néanmoins et afin d'aplanir, autant que possible, toutes les difficultés, il envoya le duc de Wellington ambassadeur à Londres.

Les entretiens personnels du duc de Wellington avec l'empereur Nicolas Ier et avec les comtes Nesselrode et Liéven aboutirent au célèbre protocole de Saint-Pétersbourg, signé le 23 mars (4 avril) 1826. Dans le compte rendu du comte Nesselrode sur la marche des affaires politiques en 1826, soumis à l'examen de l'empereur, les circonstances qui amenèrent la conclusion de cette entente sont caractérisées comme suit :

« Peu de jours suffirent à ce négociateur (le

duc de Wellington) pour juger le parti qu'il avait à prendre. Il trouva le courrier qui allait porter à Constantinople l'ultimatum de Votre Majesté Impériale, prêt à être expédié, et, voyant qu'il lui était impossible de contester la légitimité des réclamations de la Russie contre la Porte, craignant qu'elles n'amenassent la guerre et prévoyant que, dans ce cas, quoique la Russie eût gardé le silence sur la pacification de la Grèce, elle n'en aurait pas moins l'occasion facile et le moyen assuré d'y rétablir la paix uniquement au gré de ses convenances particulières. »

Voilà pourquoi le duc de Wellington s'empressa d'inviter le cabinet impérial à s'entendre aussi avec lui au sujet des affaires de Grèce.

Le protocole, signé à Saint-Pétersbourg, constituait une base solide pour toutes les mesures que l'Angleterre et la Russie seraient appelées à prendre en commun. Le cabinet de Saint-Pétersbourg ne se rendait pas moins compte que la signature de cette pièce était insuffisante en elle-même et qu'il était urgent d'en assurer l'exécution. Dans cet ordre d'idées il fallait prévoir le cas où la Turquie, malgré les représentations énergiques des deux alliés, s'obstinerait à poursuivre une guerre d'extermination contre les Grecs.

Il fallut négocier encore plus d'un an avant que

cet instrument diplomatique et platonique fût converti en convention ferme, permettant aux chrétiens d'imposer leur volonté aux Turcs.

L'empereur Nicolas, qui venait de succéder à son glorieux frère Alexandre, rédigeait lui-même les instructions destinées aux ambassadeurs en vue de hâter cette solution. Il recommandait au comte Liéven de s'inspirer des trois points suivants :

1° « Plus le ministère anglais nous croira résolus d'aborder et de trancher cette grande question sans sa coopération, plus nous pourrons espérer de le voir se rapprocher graduellement de nos principes et de nos vœux.

2° « A titre de dernière extrémité, il est impossible de ne pas avoir recours envers la Porte à des moyens coercitifs soit moraux, soit matériels.

3° « Enfin, la Russie n'est pas disposée à abandonner ses autres alliés au prix d'une entente avec l'Angleterre. »

Canning admettait bien la nécessité d'agir de concert avec la Russie, mais il aurait désiré exclure les autres nations, et la France notamment, de cet accord. C'était s'exposer à de nouvelles et peut-être plus graves complications. Du reste, la

sincérité du désir de Canning d'amener coûte que coûte un rapprochement avec le gouvernement impérial et d'écarter la froideur dans les relations qui existait entre la Russie et l'Angleterre depuis le mois de décembre 1824, suffit parfaitement à expliquer la franchise de ses explications avec l'ambassadeur de Russie. Canning ne cessait de répéter au comte Liéven que « la même confiance que par le passé » devait régner dans leurs rapports mutuels. « *Ces liens d'amitié et de confiance,* déclarait Canning à l'ambassadeur, qui unissent nos deux pays, l'Angleterre a cherché dans les derniers temps à les resserrer davantage encore, et le malheur qui a affligé l'Europe (la mort de l'empereur Alexandre Ier) n'a nullement relâché ses dispositions. » (Rapport du comte Liéven du 9/21 janvier 1826.)

Enfin, on finit par s'entendre, et un traité signé à Londres, le 24 juin (6 juillet) 1827, fédérait la Russie, l'Angleterre et la France en vue d'une action commune devant amener la pacification de la Grèce.

Canning, obligé de compter avec l'opposition de plusieurs de ses collègues du ministère qui n'ajoutaient pas foi encore aux protestations de désintéressement de la Russie, avait demandé que les flottes confédérées des trois Puissances fissent une simple démonstration sur les côtes de Grèce.

Mais les Turcs sont fort avisés et distinguent très nettement une démonstration d'une action réelle. Il importait de ne plus leur laisser d'illusions et la bataille de Navarin éclata toute seule, seconde édition de celle de Lépante, anéantissant pour toujours les forces navales du Croissant.

La divergence de vues des cabinets russes et anglais, malgré la convention de juillet, se fit jour d'une manière inattendue après cette magnifique victoire. A Londres, la nouvelle en fut accueillie avec émotion dans le public aussi bien que dans les sphères du gouvernement Depuis bien longtemps on n'avait pas entendu parler en Angleterre d'une action d'éclat nationale, et c'est pourquoi le rapport de l'amiral Codrington, immédiatement publié, produisit sur la société anglaise une impression forte et radieuse. Le gouvernement « ne laissa pas toutefois d'être effarouché au premier moment des conséquences qu'il devait entraîner et. des embarras qu'il pouvait lui causer à lui-même. »

Cette émotion ne fit que s'accentuer et tout fut remis en question après l'événement qui aurait dû tout terminer. Il est vrai que la cause commune avait fait une perte irréparable. Canning était mort un mois après la signature de la convention du 6 juillet et quelques semaines avant la bataille de Navarin. Ce n'était que lui qui, grâce à son

immense popularité, pouvait élever la nation anglaise à la hauteur de ses vues dans la question d'Orient. Il n'appartenait qu'à lui, pour user des termes du comte Nesselrode, « d'arracher l'Angleterre du sentier étroit de son ancienne politique; ennemi des routines par principe, novateur par la fougue de son caractère, fort de l'ascendant que lui donnait sa grande popularité » (Dépêche du comte Nesselrode du 11/23 septembre 1827).

Le duc de Wellington avait succédé à Canning, et ce grand homme énigmatique, changeant radicalement ses manières de voir et ses façons d'être, se mettait à brûler ce qu'il avait adoré et à adorer ce qu'il avait brûlé. Son amour pour la Russie s'était changé en haine, et sa confiance en méfiance.

Selon l'avis du comte Matuszévicz, le duc de Wellington sera un problème pour l'histoire. « Vous avez observé avec une rare justesse », écrivait-il au comte Pozzo di Borgo au printemps de 1829, « qu'il est devenu grand capitaine malgré l'opinion des autres et premier ministre malgré la sienne. On le croyait loyal, il ne l'est pas, car des deux choses l'une : ou il trompe le public, en lui disant qu'il méditait depuis un an l'affranchissement de l'Irlande, ou bien il l'a trompé en publiant sa lettre au docteur Curtis... On le croyait incapable d'être orateur : il parle avec clarté et produit beaucoup

d'effet. On lui supposait l'esprit lourd et borné : il juge vite, juge bien et possède une finesse qui lui est propre. On vantait son caractère inflexible : il a de la persévérance dans la volonté et de l'obstination, mais une espèce d'obstination élastique qui résiste ou qui cède selon que la nécessité presse plus ou moins fort... La nécessité seule le meut. »

Wellington ne tardait pas à donner des preuves flagrantes de son animosité contre la Russie.

L'empereur Nicolas, fatigué des lenteurs des négociations, avait déclaré la guerre à la Turquie et lancé une armée à travers les provinces de Valachie et de Moldavie, après avoir signé le 30 novembre (12 décembre) 1824, concurremment avec la France et l'Angleterre, un protocole de désintéressement. Le vainqueur de Waterloo osa nous menacer néanmoins de s'allier avec la Turquie et de s'opposer par la force à notre marche sur Constantinople. Si ses intentions hostiles demeurèrent à l'état de velléité, c'est qu'il espéra un instant que la Turquie suffirait seule à la tâche.

En effet, la campagne de 1828 débutait par une série de fautes et de revers. L'état-major de Saint-Pétersbourg avait mal calculé les forces de l'ennemi, et les premières troupes expédiées sur le théâtre des combats furent victimes, comme plus tard celles de 1876 et de 1904, d'un optimisme inconsidéré. Puis, comme cela s'est passé en 1879 et

comme cela se serait passé en 1905, si l'on avait persévéré dans la lutte, une série de victoires décisives et rapides succéda à la série des défaites.

Nous étions aux portes de Constantinople, et la mauvaise humeur de Wellington avait eu le temps de se calmer. Il n'était, d'ailleurs, plus en mesure de s'opposer à notre marche triomphale.

Afin de rassurer le gouvernement anglais, la Russie renouvela ses promesses de désintéressement, et, pour preuve de la sincérité de ses intentions, consentit à la proposition du gouvernement français d'envoyer un corps expéditionnaire en Morée en vue de contraindre, le cas échéant, par la force des armes, Ibrahim-Pacha à mettre fin à son système d'extermination et à se retirer avec ses troupes en Égypte.

Un nouveau protocole confirma, sur ce point, la décision unanime des trois grandes Puissances. Ce protocole constitue, en même temps, une nouvelle sanction des bases de la convention de Londres de 1827 et de la communauté d'action de la Russie, de l'Angleterre et de la France dans la question grecque.

En quelques mois, le vieux maréchal de l'empire, Molitor, avait balayé de l'antique Péloponèse les soldats égyptiens et turcs, faisant place nette à une nouvelle organisation — chrétienne, cette fois.

Le colosse ottoman chancelait sur ses bases. Le cabinet anglais, se rendant à l'évidence, sentit qu'il ne restait plus qu'à en étayer les débris. Il se rapprocha de plus en plus de la Russie, et « mû par la nécessité », — pour me servir de l'expression de Pozzo di Borgo, — il signait le 10/22 mars 1829 le protocole de la conférence de Londres qui déterminait l'administration future de la Grèce affranchie.

Car la Grèce l'était entièrement. La pleine indépendance lui était assurée avec la faculté de se gouverner comme elle l'entendrait. La semi-indépendance était garantie à la Roumanie et à la Serbie, gage de la reconstitution de leurs nationalités.

Le duc de Wellington avait associé, malgré lui, son pays à cette grande œuvre de libération, la plus grande peut-être du dix-neuvième siècle, si l'on considère que ce fut le premier signal du démembrement de l'empire musulman. De ce jour, une ère nouvelle s'était ouverte pour les peuples chrétiens, et l'Angleterre, qui prenait sa part de l'honneur, ne souffrait pas dans son commerce, comme elle l'avait craint, puisque les marchés de la Grèce et du Danube s'ouvraient plus libres et plus fructueux que par le passé.

Ces résultats avantageux, qu'elle n'avait pas prévus, elle les devait entièrement à la Russie, à la

magnanimité de notre empereur, qui n'avait voulu retirer aucun bénéfice de sa longue patience et des efforts héroïques de son armée ; à sa fidélité en l'amitié anglaise que dix années d'hésitations et de tâtonnements avaient mise à une bien pénible épreuve. Mais notre siège était fait. En vain le gouvernement anglais refusait-il de comprendre comment l'empereur de Russie, au milieu de son armée victorieuse, continuerait à être le défenseur des intérêts de toute l'Europe et à prêter attention aux désirs des représentants des Puissances alliées, attachés à sa personne ; en vain ne pouvait-il admettre non plus que la Russie, en subissant tous les dangers de la guerre avec la Turquie et en faisant de grands sacrifices en hommes et en argent, pût avoir en vue, malgré tout, le bien général.

En vain l'esprit pratique des hommes d'État anglais persistait-il à douter de notre sincérité. Ne pouvant les contraindre à l'admiration, nous nous étions juré de les forcer à la confiance et nous y étions enfin parvenus.

En 1829, comme en 1805, comme en 1812 et en 1815, toutes les âmes russes possédaient avec l'ambassadeur, le comte de Liéven, cette conviction que de tous les grands cabinets de l'Europe, c'était avec le nôtre que l'Angleterre se trouvait être dans les rapports les plus bienveillants. Au cours d'entretiens confidentiels, M. Canning avait

prononcé devant le comte de Liéven une parole remarquable. Cette parole renfermait un sens profond et important ; la suite des événements a servi à le dévoiler. En discourant sur la position de la Russie, il avait dit : « Nous voilà ! les portes sont ouvertes ! »

Pourquoi « ces portes » se refermeraient-elles de nos jours ?

CHAPITRE XII

LES AFFAIRES D'ÉGYPTE

Au lendemain même de l'émancipation de la Grèce, la bonne volonté de la Russie à l'égard de l'Angleterre eut l'occasion de se manifester et, pour plaire à l'Angleterre, l'empereur Nicolas Ier consentit au sacrifice de ses opinions les plus intimes.

C'est ainsi qu'en 1830, une révolution parisienne ayant proscrit la dynastie bourbonnienne restaurée par les soins d'Alexandre Ier, Nicolas se décida, quoique avec peine, à reconnaître Louis-Philippe, roi des Français, uniquement par condescendance pour le roi d'Angleterre, lequel ne dissimulait pas ses sympathies personnelles et politiques envers l'usurpateur du trône de France. Je dis qu'en cette circonstance Nicolas fit un véritable sacrifice, parce que la chute de Charles X constituait une injure à la mémoire vénérée de son frère. Elle faisait échec également à sa propre politique, parce que, au moment précis où éclatait la révolu-

tion de juillet 1830, il était sur le point de conclure avec le roi de France une alliance offensive et défensive. En outre, nul n'ignore que de tous les empereurs qui se sont succédé sur le trône de Russie, Nicolas I[er] s'est distingué particulièrement par son intransigeance sur les questions de légitimité. Il haïssait la Révolution pour elle-même et par la crainte que, partie de Paris, elle n'eût sa répercussion sur d'autres pays d'Europe et ne vînt à troubler la paix générale comme en 1792.

Il ne se trompait pas du reste. Le brandon parisien ne tardait pas à allumer un vaste incendie en Pologne, et l'on sait quels efforts il nous fallut pour l'éteindre.

Vers la même époque le peuple belge, déchirant plus ouvertement encore que le peuple français les stipulations des traités de Vienne, se séparait violemment de la Hollande et prétendait à son indépendance absolue. La Russie ne pouvait rester indifférente devant cette nouvelle convulsion sociale, d'autant plus que l'empereur Nicolas était apparenté avec le roi de Hollande.

Il se prépara sérieusement à reprendre le rôle d'Alexandre et à se faire, lui aussi, les armes à la main, le champion du droit en Occident.

Sur un rapport du vice-chancelier, en date du 8 octobre 1830, au sujet des affaires de Belgique, l'empereur fit l'annotation autographe suivante :

« Ce n'est pas la Belgique que je crois combattre là-bas, c'est la Révolution générale, qui de proche en proche et plus vite qu'on ne le pense, nous menace, nous-mêmes, si l'on nous voit trembler devant elle? »

Quelques semaines plus tard, sur un autre rapport du comte Nesselrode du 30 octobre, à propos de cette même question belge, le Tsar inscrivait : « Il n'y a plus de possibilité de reculer, il est de notre dignité de prendre l'initiative. Il faut donc que vous prépariez une note aux trois gouvernements pour appuyer sur la nécessité de poser une barrière armée contre la Révolution qui nous menace tous. »

Les menaces de Nicolas, immédiatement appuyées par la mobilisation de ses armées, émurent fortement les hommes d'État anglais qui favorisaient secrètement Louis-Philippe et les insurgés de Belgique. Leur diplomatie mit tout en œuvre pour calmer l'irritation du Tsar, même l'intimidation. Il devint bientôt évident qu'au cas où des paroles Nicolas passerait aux actes il trouverait en face de lui les flottes anglaises disposées à prêter main forte à ses ennemis.

L'Angleterre d'un côté, la Russie de l'autre, c'était le renouvellement de la conflagration générale, dans des proportions pires, sans doute, qu'au

temps de Napoléon. C'était, en tout cas, les longs bienfaits de l'alliance anglo-russe interrompus pour une période indéfinie, peut-être même anéantis à jamais. L'excès du remède risquait d'aggraver l'intensité du mal qu'on désirait éviter.

L'intérêt de son peuple l'emporta dans le cœur de Nicolas sur son esprit chevaleresque et sur les considérations d'ordre général. Il ne déclara pas la guerre à la France révolutionnaire et reconnut Louis-Philippe. Mais il déclara, en même temps, qu'il était irrévocablement résolu à conserver une entente complète avec ses alliés, non seulement quant aux « vues et aux intentions », mais aussi quant aux actes, et à s'opposer, le cas échéant, par voie armée, à toute tentative de la France de violer l'ordre de choses international, consacré par les traités.

En ce qui concerne la question belge, il voulut bien participer à la conférence qui s'ouvrit à Londres à la fin de 1831 et qui aboutit à la rédaction de trois traités et conventions par lesquels la Russie, l'Angleterre, la France, l'Autriche et la Prusse reconnaissaient la création d'un royaume belge séparé de la Hollande.

En vue de désarmer les susceptibilités de Nicolas, le roi choisi pour gouverner ce nouveau royaume fut Léopold de Cobourg, qui avait été son candidat préparé au trône de Grèce et pour

les mérites duquel il professait la plus haute estime.

De 1830 à 1853 l'entente demeura parfaitement cordiale entre la Russie et l'Angleterre. Une paix profonde ne cessa de régner sur toute l'Europe, et l'Empereur en profita pour cimenter son union avec la grande puissance maritime. C'est ainsi qu'il adhéra de tout son cœur à la propagande anglaise concernant la répression de la traite des nègres. Il signa même, le 20 décembre 1841, un traité en forme, par lequel il s'engageait à concourir avec sa marine de guerre au châtiment des marchands de bois d'ébène. L'idée d'abolir l'esclavage sur toute la surface de la terre était éclose un beau matin dans les cerveaux britanniques et avait promptement engendré un véritable enthousiasme. Certaines idées britanniques sont irrésistibles, et les Anglais mettent un acharnement d'autant plus marqué à leur mise en œuvre qu'elles constituent parfois un reniement de leur propre passé. Personne n'ignore, en effet, que l'Angleterre, puissance coloniale, a singulièrement abusé autrefois du commerce toléré des esclaves. Mais, à l'époque dont je parle, l'Angleterre ne se contentait pas d'abolir l'esclavage dans ses propres possessions, elle exigeait que tout possesseur de colonies tropicales fît de même. Les publicistes anglais attachaient à cette réforme une impor-

tance peut-être disproportionnée avec son objet; mais, telle qu'elle se présentait, elle ne pouvait que plaire à l'âme généreuse de Nicolas, qui, je viens de le dire, accorda volontiers son adhésion, quoique cette affaire fût dénuée d'intérêt pour lui.

L'année suivante, en 1842, il renouvelait les traités de commerce et, comme ses prédécesseurs, ne marchandait pas les avantages concédés aux négociants de la Cité de Londres.

Si l'empereur Nicolas ne négligeait aucune occasion de témoigner ses sympathies à l'Angleterre, ce n'est point certes qu'il professât pour ce pays une admiration sans bornes. Son intelligence, au contraire, savait très nettement discerner ce qu'il faut y louer et ce qu'il faut y blâmer.

Le jeu des institutions libérales, provoquant l'instabilité des ministères, le déconcertait, lui, l'autocrate, habitué à vivre des traditions et à persévérer dans la voie qu'il s'était tracée, sans avoir à compter avec les opinions personnelles et changeantes de ses agents. La tournure d'esprit plutôt bourgeoise des wighs, qui étaient alors au pouvoir, choquait en outre ses instincts et ses habitudes d'aristocrate.

Mais il ne pouvait pas ne pas être pénétré de respect pour la constance de la nation anglaise à considérer toujours le but à atteindre, et à le

poursuivre sans cesse, quoique par des routes diverses. Wighs et tories peuvent diverger dans les doctrines secondaires et sur les voies à suivre; les uns et les autres sont éternellement préoccupés avant tout de la grandeur de leur patrie, et ce sont leurs efforts combinés qui ont fait de leur nation la plus prospère de l'univers.

L'Angleterre, alors comme dans le passé, comme dans le présent, partageait avec la France la prépondérance sociale en Europe occidentale. C'est vers l'une et l'autre que tous les regards étaient tournés et, en l'an 1840, qui n'était pas avec l'une était forcément avec l'autre.

La question d'Orient, cette éternelle cause de discorde entre les peuples chrétiens, s'était rallumée et la crise était arrivée à l'état aigu.

Un événement imprévu avait provoqué cette situation.

Un officier subalterne des armées de Napoléon, du nom de Sève, ayant émigré en Égypte, avait offert ses services à un aventurier arabe, Méhémet-Ali, qui gouvernait cette province au nom du Sultan de Constantinople et lui avait même prêté son assistance à Navarin, comme on l'a vu plus haut. L'offre acceptée, Sève, déguisé en musulman sous le nom de Suleiman, avait discipliné à la mode moderne les bandes incohérentes du pacha. Un succès rapide avait couronné ses efforts, et Méhé-

met-Ali s'était bientôt jugé assez puissant pour braver ouvertement son suzerain. Non content d'affirmer son indépendance, il lui avait déclaré la guerre et avait envahi l'Asie Mineure. Marchant de victoire en victoire, toujours conseillé par le général Suleiman, il se dirigeait à marches forcées sur le Bosphore, caressant déjà le rêve de devenir à son tour le Commandeur des croyants.

Son intronisation dans cette capitale eût été une véritable révolution dans l'islamisme, comparable à celle qui substitua le Khan des Turcomans aux héritiers arabes du Prophète.

Méhémet-Ali aurait-il, après le succès de ses vastes projets, infusé un sang nouveau à l'empire décrépit des mahométans? Ceux-ci, au contraire, en changeant de maître, auraient-ils persisté dans leur indolent fatalisme?

Les deux alternatives peuvent se soutenir, mais la première, si elle s'était réalisée, aurait posé devant l'Europe un problème redoutable.

Ce problème fut étudié sous les deux faces. Peut-être, en laissant Méhémet-Ali poursuivre jusqu'au bout sa marche victorieuse, la Russie aurait-elle pu traiter avec lui dans des conditions avantageuses. Sans doute même aurait-elle pu lui fermer l'accès des provinces européennes de la Turquie, car le Bosphore est difficile à franchir pour une armée dénuée d'une marine régulière.

On l'à bien vu jadis avec Tamerlan. Dans cette dernière hypothèse l'Empire ottoman eût alors été coupé en deux, et cette perspective pouvait sourire à l'Europe chrétienne. Il est vrai qu'elle offrait aussi de nombreux inconvénients.

L'Angleterre, elle, ne voulait apercevoir que les inconvénients, et la France ne voyait que les avantages. La France, en effet, avait considéré les conquêtes de Méhémet-Ali comme siennes, et s'il eût réussi dans sa vaste entreprise, elle aurait exercé une influence dominante en Égypte et en Asie Mineure. Il fallait opter, et la Russie qui est placée à l'avant-garde de la civilisation, était appelée, par la force des choses, à donner, la première, son opinion.

L'Empereur Nicolas se prononça pour le programme anglais qui consistait à favoriser la résistance de la Turquie et à forcer Méhémet-Ali, soit par une démonstration navale imposante, soit même par la force des armes, à rétrograder et à abandonner toutes ses conquêtes. C'était courir les risques d'une guerre contre la France.

Mais Nicolas se résolut à cette règle de conduite parce qu'il voulait rester fidèle à « l'alliée naturelle », toutes les fois que les intérêts de l'Angleterre n'étaient pas opposés à ceux de son peuple, et aussi parce qu'il n'était pas revenu de ses préventions contre l'usurpateur Louis-Philippe.

On trouve trace de ces derniers sentiments dans cette annotation d'un rapport secret du baron Brunnow, ambassadeur à Londres :

« Je reconnais bien là mon L. P. (Louis-Philippe) tel que je me le suis toujours figuré ; le temps approche où personne ne sera plus dupe de son impudente fourberie. »

Le gouvernement difficile de Louis-Philippe, toujours obligé de lutter pour sa propre conservation contre les factions intérieures, n'inspirait d'ailleurs aucune confiance à toute la diplomatie européenne, et il semblait dangereux à quiconque de passer avec lui un bail à long terme et en vue d'un grand dessein.

« L'Empereur », disait de son côté le baron de Brunnow, « n'a pas en haute estime le gouvernement français actuel, parce qu'il ne lui inspire aucune confiance et qu'il se voit obligé de louvoyer entre tous les partis.

« Voilà pourquoi, poursuivait le baron Brunnow, l'Empereur établit une distinction constante entre la France et l'Angleterre. L'une n'est pas un pouvoir régulier sur lequel on puisse compter, l'autre est une Puissance avec laquelle on peut traiter, parce que, fondée sur des bases légitimes, elle saura toujours remplir et respecter les engagements qu'elle aura contractés. »

C'est ainsi que le baron de Brunnow posait sur

une base solide les négociations avec l'Angleterre au sujet de la question d'Égypte.

Bref, on se passa de la France, et, le 15 juillet 1840, une convention fut conclue à Londres entre la Russie, l'Angleterre, la Prusse, l'Autriche, la Perse et la Turquie d'après le programme anglais, c'est-à-dire que les quatre premières Puissances s'engagèrent à agir de concert pour mettre à la raison le vainqueur de Nézib, Méhémet-Ali. Les deux Puissances musulmanes n'intervenaient que pour donner leur assentiment.

Peu de jours avant que cette convention fût signée, un ultimatum fut adressé à l'adversaire, lui fixant un terme de dix jours pour accepter les propositions qu'on lui faisait. En cas d'acceptation, Méhémet recevrait l'hérédité du trône d'Égypte et une fraction méridionale de la Syrie avec le fort de Saint-Jean-d'Acre. S'il ne se soumettait pas dans le courant de dix jours, il ne recevrait pas la Syrie.

Méhémet fit quelques tentatives de résistance et en fut puni par le retrait de la concession de Saint-Jean-d'Acre et d'une portion de la Syrie.

Il avait compté sur l'appui de la France, qui lui fit complètement défaut au dernier moment.

La France n'avait pas même été avisée de la détermination prise par les quatre autres grandes Puissances d'Europe.

On sait l'impression foudroyante que produisit à Paris la nouvelle de la signature de la convention de juillet. Guizot, occupant à cette époque le poste d'ambassadeur de France à la cour de Saint-James, se refusait à croire à la réalité du fait accompli. Au moment où les plénipotentiaires des quatre cours signaient la convention, Guizot assurait à l'ambassadeur de Turquie qu'il espérait trouver avec les quatre grandes Puissances une combinaison propre à garantir pour toujours la paix de l'Orient. En apprenant la nouvelle, il ne put dissimuler son profond mécontentement et disait ouvertement que c'était un affront mortel à la France qui exigeait une réparation.

Dans cet accès d'irritation, l'illustre homme d'État oubliait les considérations remarquables qu'il avait énoncées au baron Brunnow sur le rôle que la France était appelée à jouer dans la politique du monde :

« Je crois, » disait Guizot, « que la France, pour se placer au premier rang des nations, n'a pas besoin de faire usage de ses armes. Les conquêtes qu'elle doit faire sont celles de l'intelligence. Elle doit étendre et propager son influence autour d'elle par la domination seule de la pensée. C'est ainsi qu'elle devra exercer sa prépondérance politique et morale en élargissant la sphère de ses con-

quêtes pacifiques. » (Rapport du baron Brunnow du 7/19 janvier 1841.)

Guizot se rassura d'ailleurs bientôt, surtout lorsque après la retraite du cabinet Thiers, il se trouva placé à la tête du gouvernement français. Mais Thiers ne se gêna pas pour dire à Bulwer, ministre d'Angleterre à Paris, que l'alliance entre les deux pays était rompue par la convention de juillet, parce qu'on n'avait pas jugé nécessaire d'inviter le gouvernement français à signer ce document *(sic !)* Mais Thiers s'empressa d'ajouter : « Il est vrai, cela eût été fort inutile, car nous ne l'aurions pas fait. »

Cependant le cabinet Thiers poursuivait les préparatifs de guerre avec tant d'ardeur que lord Melbourne crut devoir à écrire une lettre au roi Léopold pour le prévenir que, si ces armements ne prenaient pas une fin, une guerre avec l'Angleterre et ses alliés deviendrait inévitable. Le roi des Belges montra cette lettre au roi Louis-Philippe, qui invita aussitôt Thiers à donner sa démission. Un nouveau ministère fut constitué sous la direction de M. Guizot et du maréchal Soult.

Telle fut cette première affaire d'Égypte dont on ne prévoyait pas alors les conséquences que nous voyons se dérouler de nos jours.

L'Égypte, amputée de la Turquie, ne pouvait

demeurer longtemps assez forte pour résister aux convoitises qui allaient l'assiéger de toutes parts.

L'Angleterre, après soixante ans d'intrigues, est parvenue à mettre la main sur cette riche proie. Nous ne lui en faisons pas un reproche, d'autant plus que sa rivale, la France, a systématiquement refusé notre concours quand nous lui avons proposé de rectifier à son profit l'erreur commise en 1840 à son préjudice par excès d'anglophilie. Cependant, il est permis de constater que cette fois encore l'Angleterre est redevable à la Russie de ce magnifique accroissement de puissance. Si de Londres à Bombay, en passant par Gibraltar et le canal de Suez, ses vaisseaux naviguent toujours sur mer anglaise, c'est que nous avons bien voulu aplanir les obstacles qui se dressaient sur leur route.

Le règlement de la question d'Égypte entraînait un corollaire, celui de la réglementation des détroits des Dardanelles et du Bosphore.

Par traité du 13 juillet 1841, il fut convenu, cette fois avec toutes les Puissances, que l'accès de ces bras de mer serait interdit aux vaisseaux de guerre de n'importe quelle nation. La Turquie était nommée gardienne des passages.

L'empereur Nicolas était très satisfait de ce pacte, dans la pleine conviction que la Porte ne manquerait pas de remplir scrupuleusement ses

engagements à l'égard de la Russie. Il était persuadé qu'elle ne se laisserait jamais entraîner à une action hostile contre nous avec d'autres Puissances et qu'elle ne serait jamais dans le cas de laisser passer par les détroits leurs bâtiments de guerre. En outre, il avait lieu de croire que si les forts du Bosphore et des Dardanelles étaient entretenus selon les exigences de l'artillerie moderne, il serait impossible de forcer le passage. En un mot, dans la pensée de Nicolas Ier, la convention des détroits aurait assuré à la Russie la pleine sécurité de ses possessions dans la mer Noire.

L'événement n'a pas justifié ces prévisions. La guerre de Crimée, en 1854-1856, a prouvé que les flottes ennemies pouvaient librement pénétrer dans la mer Noire, et le fait que l'escadre anglaise a forcé le passage des Dardanelles en 1878 a servi à constater toute l'insuffisance stratégique des forts destinés à sa défense.

Provisoirement néanmoins cette réglementation du passage des navires de guerre dans les détroits solutionnait un problème contesté de temps immémorial. En outre, la preuve de confiance qu'on accordait à la Turquie la faisait entrer dans le concert européen et lui donnait figure de nation civilisée.

C'était un expédient comme un autre pour la

solution provisoire de la question d'Orient, puisque l'antagonisme perpétuel des nations chrétiennes empêche depuis deux siècles la diplomatie d'aboutir au dénouement rationnel et définitif.

Je serais injuste, en terminant ce chapitre, de ne pas reconnaître que dans ces deux affaires, d'Égypte et des détroits, les hommes d'État de Saint-James se conduisirent avec une correction et une loyauté au dessus de tout éloge. Lord Palmerston, surtout, se distingua envers nous par un empressement qui prouve qu'il était alors aussi « bon Russe que bon Anglais ».

C'était d'ailleurs un homme indécis, tout heureux de se laisser guider par les conseils de notre ambassadeur, le baron Brunnow, lequel lui inspirait l'énergie dont il avait besoin pour prendre une décision. Nous avons un témoignage curieux de ce singulier état d'esprit dans une lettre adressée par l'ambassadeur au comte Nesselrode :

« La chose la plus difficile dans ce pays », lui écrivait-il à la date du 31 janvier (12 février) 1840, « c'est de savoir ce que les ministres veulent. Cela devient d'autant plus difficile qu'ils ne le savent pas eux-mêmes. Pour obliger lord Palmerston à se rendre compte lui-même de ce qu'il *veut*, de ce qu'il peut faire, je l'ai amené enfin à consigner ses idées par écrit, dans une dépêche qu'il adressera à

Clanricarde. Quand je lui en fait la proposition, savez-vous ce qu'il m'a répondu? »

« Ah, mon Dieu, qu'est-ce que je lui écrirai? Je « ne lui ai pas écrit depuis si longtemps! Il me fau« drait remplir des volumes pour récapituler tout « ce qui s'est passé : Jamais je n'en trouverai le « temps. »

Cette conversation se termina de la manière la plus incroyable : le ministre des affaires étrangères d'Angleterre pria le ministre de Russie d'écrire, en son nom, une dépêche à l'ambassadeur britannique à la cour de Russie. Le baron Brunnow se rendit à ce vœu de lord Palmerston, et la dépêche rédigée par lui, après quelques corrections faites par le ministre, fut expédiée au marquis Clanricarde. Il serait difficile de trouver un précédent d'une semblable collaboration d'un diplomate étranger avec le ministre des affaires étrangères de la Puissance auprès de laquelle il se trouve accrédité.

CHAPITRE XIII

LA GUERRE DE CRIMÉE

Au moment d'aborder le dernier chapitre de cette étude et d'entreprendre le récit des tristes événements qui semblent donner un éclatant démenti à l'optimisme des partisans quand même d'une alliance anglo-russe, je dois me demander quelles ont été les causes d'un malentendu qui dure encore.

Je refuse de les découvrir dans la jalousie maritime dont l'Angleterre a donné par ailleurs tant de preuves. En 1854 notre marine de guerre n'avait pas acquis assez d'accroissement pour lui porter ombrage. Notre flotte commerciale était rudimentaire et incapable de concurrencer la marine marchande des Anglais, même dans les ports russes. Ceux qui ont adopté cette thèse, en observant que l'Angleterre a constamment visé la destruction des marines française, hollandaise, danoise, espagnole, en plein développement, prétendent qu'elle a voulu tuer dans l'œuf notre

puissance sur mer en ruinant le grand arsenal de Sébastopol. Ceux qui se contentent de cette explication ne prennent pas garde ou bien ignorent que ce n'est point l'Angleterre qui a visé Sébastopol. Elle a été entraînée à cet acte de piraterie par la France de Napoléon III.

Je refuse aussi de croire qu'en nous faisant cette guerre impie et presque fratricide, l'Angleterre ait obéi à un sentiment religieux quelconque. La question des Lieux-Saints, qui a servi de prétexte aux premières complications, n'intéressait que les orthodoxes et les catholiques romains. Au cas où l'Angleterre se serait inquiétée du firman abusif délivré par la Porte à la France, en 1853, et reconnaissant celle-ci comme protectrice de tous les chrétiens, sans distinction de confession, résidant à Jérusalem, elle s'en serait préoccupée pour son propre compte. La dignité des protestants était blessée, en effet, par ce firman, aussi bien que celle des orthodoxes, et les intérêts de l'Angleterre eussent été alors connexes avec les nôtres. Du reste, il y a si longtemps que le gouvernement anglais, sinon la nation britannique, a proscrit tout idéal mystique de ses spéculations politiques, qu'une telle explication ne tient pas debout et peut même paraître puérile.

Je refuse enfin d'admettre que l'Angleterre, jalouse de nos progrès en Asie centrale, ait cher-

ché à nous affaiblir en Europe pour ralentir notre marche en avant dans cette contrée barbare.

L'Angleterre n'ignorait pas qu'un grave échec en Europe n'aurait fait qu'accélérer notre élan vers les rives de l'Oxus et les contreforts du Pamir, défendus par des peuplades sans force et à demi sauvages. C'est ce que l'événement a d'ailleurs démontré, et les conquêtes de Samarkand et de Tackendt ont été la rançon de notre diminution sur la mer Noire. En second lieu, l'Angleterre sait fort bien que notre domination exclusive en Asie centrale est le gage le plus sûr du maintien de la sienne dans la presqu'île hindoustanique. Nous la protégeons ainsi contre le retour possible des invasions touraniennes et nous empêchons les rajas impatients du joug britannique de nouer des intelligences avec les musulmans septentrionaux, hostiles instinctivement à tous les Européens. Notre position prépondérante en Asie centrale nous rend donc les alliés « naturels » de l'Angleterre dans cette partie du monde, et non ses adversaires comme l'insinuent les pêcheurs en eau trouble.

Les Anglais que n'aveuglent pas l'esprit de système ou la peur irraisonnée d'un péril imaginaire ont partagé de tout temps notre manière de voir sur ce point spécial. Je n'aurais que l'embarras du choix si je voulais citer ceux de leurs

hommes célèbres qui nous ont encouragés à assainir, dans l'intérêt de l'Angleterre et dans l'intérêt du monde, ces vastes espaces encore fumants des incendies allumés par Gengis-Khan. Sir Robert Peel, Cobden nous approuvaient au nom de l'humanité ; Gladstone battait des mains à chacune de nos victoires ; le plus illustre capitaine du siècle dernier, le duc de Wellington, revenu de son animosité de 1826, nous donnait des conseils pour rendre ces victoires profitables.

L'empereur Nicolas ajoutait une grande importance à l'opinion de cet éminent homme de guerre. C'est pourquoi le duc, fût-il ministre ou loin des affaires, était toujours initié aux secrets de nos expéditions vers l'Est. Aussi l'empereur fut-il satisfait de l'avis énoncé par le duc de Wellington au sujet de la légalité de l'expéditon de Khiva en 1840.

Mais le duc ne se borna pas à approuver hautement cette expédition, en vue de la nécessité de mettre fin au brigandage des habitants de Khiva. Il crut devoir adresser un avertissement au sujet des conséquences éventuelles de cette campagne et formula, à ce sujet, des considérations qu'on ferait bien de ne jamais perdre de vue dans la gestion des affaires de l'Asie Centrale. Voilà textuellement les paroles qu'il dit au baron Brunnow :

« De ce côté-là (de l'Asie Centrale) tout est à

craindre : le succès comme le revers. Si la fortune est pour vous, vous ne savez pas jusqu'où vous irez dans ces déserts. Si la fortune vous est contraire, vous ne savez pas comment vous en sortirez ». « Dans des entreprises de ce genre », ajouta le duc après une longue pause, « souvenez vous bien qu'il est facile de faire, pas facile de défaire. » (Rapport de Brunnow du 24 novembre/6 décembre 1840. (1).

Mais ceci n'est qu'une digression. Je veux surtout établir qu'il serait inutile de rechercher n'importe quelle cause secrète et sérieuse du conflit à jamais regrettable de 1854, car il n'en est pas.

Et comme il n'eut que des causes futiles, je pense qu'il est du devoir de l'histoire d'en flétrir les auteurs responsables au nom de la morale universelle; car leur crime a été immense, non pas seulement parce qu'il a occasionné la mort d'une

(1) Ces paroles d'or du duc de Wellington se sont bien souvent justifiées dans le cours des affaires de l'Asie Centrale, et ont été encore bien plus souvent oubliées. L'histoire des conquêtes en Asie Centrale présente une suite continue d'événements imprévus, qu'il était de toute impossibilité au gouvernement de refaire selon ses convenances. On pouvait les provoquer par une marche intrépide en avant, poussée comme par la force des éléments. Mais il est rare qu'on ait pu les refaire à son gré, par un mouvement de recul rationnel et opportun. La Russie et l'Angleterre ont dû se convaincre de cette vérité déjà en 1840, à la suite de la malencontreuse expédition à Khiva, sous le commandement de Peroffsky. (MARTENS, *Traités anglo-russes.)*

multitude de victimes innocentes, mais aussi parce qu'il a retardé d'un demi-siècle la marche régulière du progrès.

J'ai fouillé toutes les archives concernant la guerre de Crimée; j'ai vu les documents; j'ai lu les dépositions des acteurs et j'ai rencontré trois hommes qui doivent porter devant la postérité le poids des fautes lourdes qui ont été commises : Napoléon III, lord Radcliffe et le prince Mentchikhoff.

Napoléon III a péché par vengeance et par ambition; lord Radcliffe par esprit de haine; Mentchikoff par suffisance et maladresse. L'exposé des faits vérifiera, je crois, la sévérité de cette appréciation.

Sauf l'empereur des Français, aucun personnage de premier plan ne voulait cette guerre.

Nicolas Ier a fait l'impossible pour l'éviter. A la veille de la rupture avec l'Angleterre il prit une initiative sans exemple dans l'histoire de Russie. Il écrivit directement à la reine Victoria, lui rappelant les anciennes bonnes relations des deux peuples et la suppliant d'user de toute son influence personnelle pour apaiser un conflit qui ne pouvait que préjudicier à tous deux. La reine Victoria répondit en protestant de son amour pour la paix et de sa sympathie pour la nation russe, mais en se retranchant, à l'instar de tous les souverains

anglais, derrière la Constitution qui modérait singulièrement son pouvoir royal.

Notre chancelier, le comte Nesselrode, a fait traîner les négociations en longueur jusque par delà les limites des convenances internationales, car la crise entra presque tout de suite dans la période aigüe, et notre dignité fut en jeu dès les premiers jours; mais Nesselrode espéra contre toute espérance que le bon sens britannique reprendrait le dessus sur certaines suggestions extérieures.

Enfin lord Aberdeen, premier ministre d'Angleterre, ne cessa point, pendant tout le cours des négociations, de déclarer que jamais, lui ministre, aucune guerre n'éclaterait entre son pays et la Russie qu'il continuait de qualifier de « meilleure amie » de l'Angleterre et de « son alliée naturelle ». Il jurait de donner sa démission et de se retirer des affaires le jour où ce malheur surviendrait. Il n'en fit rien, c'est vrai, mais on doit lui tenir compte de l'intention.

Malheureusement la modération de Nesselrode et l'esprit de conciliation d'Abeerden furent très mal servis par leurs ambassadeurs à Constantinople, le prince Mentchikhoff et lord Radcliffe.

Napoléon avait besoin de la guerre, — d'une guerre lointaine de préférence, — pour panser les blessures de son amour-propre et pour consolider son trône escamoté en une nuit d'audace. Ses

intrigues eurent raison des meilleures et des plus hautes volontés.

Quand la nouvelle de son avènement au trône de France parvint à Saint-Pétersbourg, Nicolas en fut naturellement estomaqué. Il jugea que ce n'était point la peine de changer de Louis-Philippe pour tomber en Bonaparte. Le nom n'était pas rassurant pour la paix du monde. La Russie n'avait reconnu jadis Napoléon Ier que contrainte et forcée, pendant fort peu de temps. Elle n'avait jamais reconnu Napoléon II. L'Angleterre n'avait jamais reconnu ni l'un ni l'autre. A Sainte-Hélène elle ne voulut accorder à son prisonnier que le titre de général.

Nicolas crut être logique avec lui-même et avec ceux de sa race; il crut même aller au-devant des désirs de l'Angleterre en refusant d'admettre sans noviciat le parvenu au même rang que les autres têtes couronnées.

Lord Aberdeen n'éprouvait ni estime ni sympathie pour Napoléon III. Au fond de son âme il approuvait complètement l'empereur Nicolas qui refusait de traiter avec Napoléon III sur un pied d'égalité et l'appelait dans ses lettres : « Sire et bon ami », au lieu d'user de la formule protocolaire entre souverains : « Sire et bon Frère ».

La suscription de ces lettres portait seulement : « A Louis Napoléon, empereur des Français ».

« Quant à l'Empereur », disait le chancelier de l'Empire, dans une lettre au baron Brunnow du 29 octobre 1852, « arrive que pourra, il veut rester conséquent. Il est résolu à ne pas renier son passé et la mémoire de son frère Alexandre. Par raison d'État et par amour pour la paix, il reconnaîtra l'Empereur des Français. Mais pour Napoléon III, il l'ignore. »

Napoléon III était outré, et sa résolution était déjà prise de pousser jusqu'à l'extrême le désir de vengeance qui s'était dès lors emparé de son cœur.

De plus il avait besoin d'une guerre quelconque pour redorer son blason restauré fraîchement, et pour rendre à la dynastie des Bonaparte le prestige évanoui depuis Waterloo.

Le chancelier de l'Empire, comte Nesselrode, ne se faisait aucune illusion au sujet de ses visées politiques et prévoyait, dès le commencement de 1853, la possibilité d'une collision de la Russie avec la Turquie et la France. Mais il n'abandonnait pas l'espoir que le bon sens de la nation anglaise et l'équité politique de lord Aberdeen ne réussissent à retenir l'Angleterre dans les voies de la sagesse et de l'amitié séculaire pour la Russie.

« Quoi qu'il arrive, Napoléon III a besoin d'une guerre », écrivait le comte Nesselrode au baron

Brunnow dans une lettre particulière du 2/14 février 1853, « et il ne manquera pas de la provoquer ».

Le chancelier de l'Empire met dans la bouche de Napoléon III le monologue suivant qu'il est censé s'adresser à lui-même :

« Rétablir l'Empire pour l'Empire, sans que les limites de la France soient en rien changées, ne serait qu'une parodie ridicule. En prenant la place des Bourbons, je suis tenu à faire plus que les Bourbons. En tout cas je ne saurais faire moins. Les Bourbons de la branche aînée ont conquis l'Algérie. Louis-Philippe a brisé le royaume des Pays-Bas. Où trouver en Europe un accroissement? Sur le Rhin ou l'Escaut? impossible. Je créerai moi-même une coalition contre la France. Ce que l'Occident nous refuse, il faut le chercher en Orient. Brouillons la Russie et la Porte, en obligeant celle-ci par mes exigences à mécontenter et insulter la première... La Russie perdra patience et la guerre éclatera. Aucune coalition ne sera en Orient contre moi. Au contraire, elle se fera contre la Russie qui sera seule, par moi. Car la Prusse sera nulle et indifférente dans la question; l'Autriche neutre tout au plus, sinon favorable à la Porte. Cette guerre n'emploie pas toutes mes forces. Elle n'en réclame qu'une partie

minime. Elle ne se fait pas sur mes frontières et ne menace pas ma sécurité. Les forces navales de la Turquie, de l'Angleterre et de la France auront bon marché de la flotte russe. Pénétrer dans la mer Noire, — y détruire le commerce de la Russie, incendier les établissements, jeter des renforts aux insurgés du Caucase — tout cela combiné à trois, n'exigerait pas des sacrifices trop ruineux... C'est de la gloire et du bruit à bon marché... La Russie peut occuper les principautés et renverser l'Empire ottoman. Eh bien, soit! qu'elle le renverse! Elle ne saurait tout prendre, encore moins tout garder. Et dès lors surgit la question du partage... »

« Convenez, mon cher baron », disait le chancelier de l'Empire en terminant cette lettre intéressante de février 1853, « que si ce plan n'est pas réel, il est au moins très plausible. Sa mise à exécution nous placerait dans la plus fâcheuse des positions : celle de jouer forcément le jeu de Louis Napoléon — soit que nous nous résignions à la paix, — soit que nous prenions les armes. Il en résulte que nous pouvons, — à nous tout seuls — très peu de chose pour empêcher l'accomplissement des vues de Louis Napoléon. »

Il faut reconnaître que le comte Nesselrode a tracé d'une main très habile le tableau de la

situation politique de l'Europe au commencement de l'année 1853. Il ne s'est guère trompé au sujet des vues ambitieuses de l'Empereur des Français, mais si Napoléon nourrissait en effet ces projets hostiles à l'égard de la Russie, fallait-il l'encourager dans ces sentiments, en blessant son amour-propre, en contestant ses droits de parité et en refusant de reconnaître son titre ?

Le premier acte accompli par Napoléon III, en vue de rendre cette guerre inévitable, fut d'une habileté très perfide. Reniant les traditions séculaires de la nation française, qui, en somme, fut l'instigatrice et le principal acteur des croisades, il se déclara l'ami des Turcs et se fit délivrer par le sultan un firman proclamant le protectorat exclusif de la France sur les Lieux-Saints.

C'était blesser la Russie au cœur dans ses sentiments les plus secrets et dans son mysticisme le plus élevé, car nous aussi, nous avons des chrétiens à protéger sur les Lieux-Saints, et l'on sait qu'orthodoxes et catholiques romains ont fait toujours mauvais ménage à Jérusalem. De plus, de nombreux traités passés avec la Turquie nous réservaient la protection de nos coreligionnaires dans cette ville.

L'empereur Nicolas protesta contre la violation des droits séculaires et officiels de la Russie. Il ne se contenta pas de protester. Au commencement

de 1853 il donnait l'ordre de mobiliser une partie de l'armée russe, car selon les paroles du chancelier de l'Empire, « la Russie ne peut pas avaler l'affront qu'elle a reçu de la Porte... » *Si vis pacem para bellum*, ajoutait le comte Nesselrode dans sa lettre au baron Brunnow, du 2/14 février 1853.

Les mesures militaires prises par le gouvernement impérial contribuèrent notablement à entretenir l'inquiétude en Europe et suscitèrent des craintes sérieuses au sujet du maintien du *statu quo*. La fameuse mission du prince Mentschikov à Constantinople donna un choc violent à l'avalanche qui, dans sa chute précipitée, renversa les derniers supports de la paix internationale.

Cet ambassadeur extraordinaire, fort de l'affection de son maître, se crut suffisamment autorisé pour exiger du sultan non seulement la répudiation du firman favorable à la France et la reconnaissance des droits traditionnels de la Russie sur les populations chrétiennes de la Turquie, mais encore pour réclamer impérieusement la signature d'un traité qui aurait privé en quelque sorte le sultan de ses droits de suzeraineté sur ces mêmes populations. On ajoute que l'attitude de Mentschikov ne fut pas exempte d'arrogance.

C'était faire inconsidérément le jeu des intrigants à la solde de Napoléon III. Ceux-ci prirent texte des paroles imprudentes de notre ambassa-

deur pour attiser le feu à Constantinople et à Londres.

A Constantinople les meneurs de discorde trouvèrent un complice complaisant dans l'ambassadeur d'Angleterre, lord Strafford Redcliffe, que détestait lord Aberdeen, « mais dont il ne pouvait se passer », disait-il.

Lord Redcliffe se signala comme l'ennemi le plus acharné et le plus dangereux de la Russie. C'est au commencement de l'année 1853 qu'il prit possession de ce poste très influent à Constantinople. De ce moment commence une guerre ouverte et occulte de l'ambassadeur d'Angleterre avec la Russie, dans le but évident de contrecarrer l'exécution de toutes les réclamations du gouvernement, fussent-elles les plus modérées et les plus légitimes.

Les rapports qu'il envoyait à Londres représentaient le prince Menschikov comme un fou furieux et la Russie comme une nation belliqueuse prête à réaliser le but éternel de ses ambitions : s'emparer de Constantinople et, par là, de la navigation exclusive de la mer Noire et des détroits qui y conduisent.

C'était toucher la fibre anglaise la plus douloureuse, et les agents de Napoléon III à Londres n'épargnaient ni leur peine ni l'argent français pour exagérer les craintes que les marchands de

la Cité conçurent à cette perspective. Les journaux jingoïstes jetèrent feu et flammes. La population se soulevait au seul nom de la Russie, et le ministre des Affaires étrangères lui-même, lord Clarendon, qu'on aurait cru d'un sens plus rassis, se laissa entraîner par le torrent russophobe.

« C'est à croire que toute la nation anglaise est devenue folle », écrivait Nesselrode en marge d'un rapport du baron Brunnow, qui lui faisait part de ce débordement de fureurs britanniques.

Il ne nous restait plus que lord Aberdeen sur lequel on pût compter pour amener l'apaisement dans les esprits.

L'empereur Nicolas espérait que sa franchise chevaleresque serait dûment appréciée à Londres et qu'elle provoquerait de la part des hommes d'État anglais des épanchements analogues. Ayant rencontré le représentant d'Angleterre au palais Michel à dîner chez la grande-duchesse Hélène, il le prit à part et lui parla très franchement au sujet de la dissolution inévitable de l'Empire ottoman. Il développait cette même pensée à une autre occasion devant le ministre d'Angleterre, qui devait être péniblement impressionné de cette franchise. Mais l'Empereur était convaincu que ses idées sur la Turquie ne devaient étonner personne, car il se souvenait de les avoir énoncées, lors de son séjour à Londres en 1844, dans ses entretiens avec

Robert Peel, lord Aberdeen et lord Palmerston.

Ces idées étaient d'ailleurs d'une netteté parfaite, et il aurait suffi d'en entendre et d'en méditer l'exposé pour comprendre combien elles sont généreuses et combien le programme est facilement réalisable. Nicolas Ier l'a consigné d'ailleurs dans un mémoire rédigé de sa main et qu'il est utile de reproduire pour dissiper, une fois pour toutes, les soupçons injustes de nos ennemis et... de nos amis.

« Il semble, écrivait l'Empereur, que le gouvernement anglais, tout en prenant fait et cause pour les Turcs, entrevoit dans un prochain avenir que cet Empire ne peut durer en Europe, et combine déjà comment il pourra faire tourner contre nous les conséquences de cette chute, en se mettant, peut-être à la tête de l'émancipation des chrétiens de l'Europe, quitte à les organiser ensuite de façon à créer leur future existence dans des conditions qui seraient directement contraires à nos plus graves intérêts.

« N'est-il donc pas de notre devoir impérieux de prévenir cet infâme calcul, en déclarant dès à présent à toutes les Puissances que, reconnaissant l'inutilité des efforts communs pour ramener le gouvernement turc à des sentiments de justice et forcés à une guerre dont l'issue ne peut être définie, nous restons fidèles à notre principe

déjà proclamé de renoncer, s'il est possible, à toute conquête; mais que nous reconnaissons que le moment est venu de rétablir l'indépendance des États chrétiens en Europe, tombés depuis des siècles sous le joug ottoman. Qu'en prenant l'initiative de cette résolution sainte, nous appelons toutes les nations chrétiennes à se joindre à nous dans ce but sacré. Qu'il ne s'agit pas seulement des chrétiens du rite orthodoxe grec, mais du sort de tous les chrétiens sans distinction, soumis à la domination musulmane en Europe.

« Ainsi donc, nous déclarons vouloir rétablir l'indépendance réelle des Moldo-Valaques, des Serbes, des Bulgares, des Bosniaques et des Grecs; que chacune de ces nations entre dans la jouissance du pays qu'elle habite depuis des siècles ; que chacune se gouverne par l'homme de son choix, élu par elle-même et pris parmi ses nationaux.

« Je pense qu'un appel ou déclaration fait ainsi doit subitement faire changer de face l'opinion de toute la chrétienté et la ramener, peut-être, à des idées plus justes sur ce grave événement.

« Je ne vois que ce seul moyen avec le mauvais vouloir anglais; car il n'est pas croyable, après une déclaration semblable, qu'ils puissent encore se joindre aux Turcs pour combattre contre les

chrétiens. Il s'entend que l'organisation future des provinces émancipées doit être remise à une commission commune, après que le premier but sera atteint. Il n'est pas douteux que cette organisation offrira encore maintes difficultés; mais elles ne seront pas invincibles, j'en ai l'intime conviction ; et d'ailleurs si nous réussissons dans ce que nous voulons, nous aurons plus de chance à faire prévaloir nos intentions pour le reste. »

Ce mémoire, monument de la magnanimité perspicace de Nicolas Ier, est daté de novembre 1853. Si l'on avait consenti à en discuter la substance, sinon la forme, qui pouvait être jugée offensante par l'Angleterre, la catastrophe finale aurait été sans doute évitée.

Mais à cette époque le siège des ennemis de la Russie était fait, et il ne fallait plus qu'un incident pour entrer dans la place. Les Anglais devaient les premiers monter à l'assaut. Napoléon III ne se serait pas hasardé, en effet, à prendre l'initiative d'une déclaration de guerre à la Russie. Il lui fallait, de toute nécessité, la complicité anglaise, ne fût-ce que pour transporter ses troupes dans les provinces turques.

Au commencement de l'année 1854 il ne restait, pour ainsi dire, plus d'espoir de conserver la paix. Lord Aberdeen s'épuisait en efforts, il est vrai,

pour maintenir l'opinion publique en Angleterre dans les voies de la sagesse et de la paix. Mais ayant appris le passage de la frontière turque par des troupes russes, le premier ministre crut devoir prévenir le baron Brunnow qu'il serait probablement dans la nécessité de donner l'ordre à l'escadre anglaise de se rapprocher des Dardanelles. L'Angleterre, déclara-t-il, sera forcée de se mettre sur la même ligne que la France. Si la flotte française franchit les Dardanelles celle de l'Angleterre devra la suivre pour surveiller ses opérations. »

Les deux flottes franchirent les Dardanelles, en violation du pacte juré en 1841 entre toutes les nations, sur les sollicitations de l'Angleterre.

L'empereur Nicolas répondit à cette provocation en faisant envahir les provinces danubiennes et en ordonnant à sa flotte de pourchasser la flotte turque sur la mer Noire. Il était d'autant plus autorisé à prendre ces mesures extrêmes que la Turquie, à l'instigation de la France, avait eu l'audace de déclarer la guerre à la Russie. La flotte turque fut littéralement écrasée dans la baie de Synope.

Il est difficile de peindre l'exaspération du peuple anglais à la nouvelle de cette victoire des armes russes. Le calme réfléchi qui a toujours caractérisé l'intelligence britannique avait totalement disparu. Lord Aberdeen sentait le sol se dérober sous lui et

voyait venir l'heure où il serait obligé d'abandonner le pouvoir à ses rivaux, lord Derby ou lord Palmerston, à moins de hurler lui aussi avec les loups.

Il prit son parti, non en brave mais en homme positif. Il renonça à « l'alliée naturelle » et déclara la guerre à la Russie le 1er février 1854, jour de malheur.

Un mois avant qu'il n'eût pris cette décision, si contraire aux véritables intérêts anglais, si opposée à ses meilleurs traditions, il se répandait en invectives outrées contre les Turcs, ces barbares, ces « brutes ». « Faut-il avoir du malheur pour être », écrivait-il, « malgré soi, traîné à la remorque de ces brutes qu'on méprise, sans qu'on soit libre de les abandonner à leur sort ! » (Rapport très secret du baron Brunnow du 17/29 octobre 1853.)

« Je hais les Turcs, ajoutait lord Aberdeen au ministre de Russie en élevant considérablement la voix, « car je regarde leur gouvernement comme le plus mauvais, le plus oppressif qu'il y ait au monde. L'une des obligations les plus pénibles de ma vie politique a été de prêter mon appui au maintien de l'Empire ottoman ; j'ai rempli ce devoir et je continue à le remplir, comme homme public, uniquement parce que je ne vois pas ce que nous pourrions substituer à cet Empire, s'il venait à crouler. » Ces paroles du premier ministre : « je

hais les Turcs ! » furent prononcées avec un sentiment de profonde indignation et de mépris et, pour ce motif, firent une profonde impression sur le baron Brunnow.

Je les relate parce qu'elles donnent une piètre idée de la fermeté des hommes d'État qui n'ont en vue que la conservation de leur pouvoir, et aussi parce qu'elles expriment bien la pensée intime des Anglais rendus à leur bon sens au sujet de la question d'Orient.

La rupture définitive avec l'Angleterre impressionna fortement l'empereur Nicolas Ier, qui, dans le cours de son long règne, était toujours resté fidèle à la conviction que la Russie et l'Angleterre doivent être les soutiens de la paix et de l'ordre en Europe.

Même dans son agonie, qui survint à la suite des mauvaises nouvelles provenant de Crimée, il resta fidèle à cette opinion. Il ne comptait plus sur l'Autriche, dont l'ingratitude à son égard « avait étonné le monde », suivant l'expression du prince de Metternich. Il espérait que la France, débarrassée tôt ou tard des aventuriers audacieux qui la font dévier de sa voie traditionnelle, redeviendrait, elle aussi, un des pivots les plus solides et les plus respectés de la paix et de l'ordre en Europe, qu'elle continuerait, selon le désir de M. Guizot, à dominer par l'intelligence et par son esprit intarissable en

œuvres de génie. Mais, encore une fois, c'est sur l'Angleterre qu'il fondait le plus d'espérances pour concourir, avec la Russie, à la diffusion de la civilisation à travers le monde.

Son fils Alexandre II, le Tsar Libérateur, et son petit-fils, Alexandre III, de mémoire bénie, n'ont pas voulu, eux non plus, quoique la blessure de 1855 ne soit pas encore cicatrisée, s'écarter de la manière de voir de leur père et aïeul.

De la guerre elle-même je ne dirai d'ailleurs rien, n'ayant pas entrepris d'écrire une histoire militaire.

Tout le monde sait qu'elle fut féconde, des deux côtés, en traits d'héroïsme et qu'elle provoqua une émulation de bravoure chevaleresque entre belligérants. Russes, Français et Anglais s'entre-tuèrent sans se haïr, et s'entr'égorgèrent sans animosité.

Les dommages matériels furent énormes des deux parts, mais consistèrent presque uniquement en hommes et en argent. Toutes ces pertes étaient réparables avec le temps. Il n'était pas difficile à la Russie de refaire sa flotte détruite, ni de rétablir les murailles de la ville et de l'arsenal de Sébastopol. La seule clause pénible pour nous de la paix de Paris, signée en 1856, fut l'interdiction d'entretenir une marine de guerre sur la mer Noire.

Cette clause a été déchirée, on le sait, après la commotion de 1870. La France, afin d'assurer

l'oubli d'un passé pénible, s'est empressée de lever son *veto* et l'Angleterre l'a imitée, désireuse de prouver qu'elle avait été victime, comme nous, des intrigues de Napoléon III.

Le traité de 1856 nous donnait, du reste, gain de cause sur la question des chrétiens des Balkans.

La Roumanie et la Serbie furent dotées d'une indépendance plus large qu'après le traité d'Andrinople. C'était le but principal que voulait atteindre Nicolas I[er] au début des complications, et le penseur se demande s'il a été bien utile de faire massacrer 300,000 hommes pour en arriver à proclamer la justice et l'humanité de ses intentions.

En ce qui concerne la France, nous ne pouvions en vouloir au peuple de cette généreuse nation d'avoir marché docilement à la suite du chef qu'elle s'était choisi. Nous avons spontanément compati à ses malheurs de 1870. La disparition de l'homme néfaste, qui fut cause de tout le mal, a fait s'évanouir nos justes rancunes. Depuis cette époque nous sommes redevenus les meilleurs amis de la France. Nous l'avons protégée contre son ennemi héréditaire, le Prussien, et nous n'avons pas permis qu'il achevât sur elle, en 1875, son œuvre de destruction. Grâce à notre alliance, la France passe pour une des premières Puissances militaires de l'Occident, en même temps qu'elle est restée la nation gracieuse et sympathique, à laquelle vont tous les sourires.

En ce qui concerne l'Angleterre, nous n'avons rien négligé pour renouer avec elle les relations sur le pied d'intimité où elles existaient autrefois.

Trois ans après la guerre de Crimée nous consentions à lui renouveler, par un traité de commerce, les avantages qui sont assurés à ses marchands sur toute l'étendue de l'Empire russe depuis un temps immémorial. La série des traités de tout genre que nous avons ensuite signés avec l'Angleterre, depuis 1858 jusqu'à 1895, n'offrent généralement par eux-mêmes qu'un intérêt médiocre, mais tous témoignent du désir du gouvernement russe d'effacer jusqu'aux dernières traces d'une mésintelligence funeste. Le plus récent, celui du 11 mars 1895, fixe la délimitation des sphères d'influence de la Russie et de la Grande-Bretagne dans la région des Pamirs.

L'exécution loyale de ce traité fait disparaître tout sujet de contestation en cette partie du monde.

Et cependant il serait puéril et dangereux de dissimuler que la froideur à l'égard de la Russie persiste encore dans le camp jingoïste anglais, et que certains hommes d'État de Saint-James n'ont pas encore abdiqué les soupçons injustifiés dont ils poursuivent la politique russe dans chacune de ses manifestations extérieures.

C'est leur mauvaise humeur qui entretient, après un demi-siècle, le malentendu causé par la fausse compréhension de la question d'Orient.

C'est ce malentendu qu'il importe de dissiper.

CONCLUSION

Le prince de Metternich disait un jour au baron Brunnow : « Oh, mon Dieu ! qui me délivrera des Turcs et des Grecs ? »

L'obsession du célèbre diplomate était autrefois justifiée par les faits, du moins en ce qui concerne les Turcs, mais il n'était pas le premier à la subir. Depuis plus de douze siècles, en effet, la question de l'existence même des peuples chrétiens pivote autour de la question d'Orient, et il n'est pas une nation, pas un souverain qui n'ait eu à s'en préoccuper.

Aux temps lointains d'Héraclius, l'empire byzantin venait de solutionner un problème où avaient échoué les plus illustres généraux et les plus vaillants empereurs de l'ancienne Rome. Héraclius avait subjugué la Perse jusque-là impénétrée, et l'avait, pour ainsi dire, réduite en province romaine après avoir fait périr son roi Chosroès et détruit sa capitale Ctésiphon. Cela voulait dire que la barrière insurmontable qui séparait l'Occident chrétien de l'Inde et de la Chine, où grouillaient déjà des

multitudes de peuples barbares, était tombée. Encore quelques années, et les légions victorieuses, franchissant les défilés qui relient l'ancien patrimoine d'Iran à ces deux *vaginæ gentium*, auraient sans doute réalisé l'idéal où tend l'humanité depuis sa dispersion à travers le monde : la réunion de tous les hommes, sans distinction de race, sous les mêmes lois religieuses et politiques, tous concourant ainsi au progrès indéfini, sous l'égide de la civilisation.

L'apparition de Mahomet ruina en quelques années les plus belles et les plus légitimes espérances, et replongea dans le chaos les peuples orientaux d'où le génie romain et hellénique les avait si péniblement arrachés. Moins de quarante ans après la première prédication du fameux cheik arabe, la Palestine, l'Asie Mineure, la Perse surtout étaient rendues à une barbarie pire que toutes celles qu'elles avaient endurées dans le passé. Moins de cent ans après, l'Egypte, toute la partie explorée de l'Afrique, l'Europe elle-même dans ses provinces méridionales, passaient sous le joug de l'Islam. En 1453 une recrudescence du déluge de feu terrorisa le monde et montra aux chrétiens que le danger de périr sous le cimeterre n'était pas encore conjuré.

L'histoire démontre que seule la coalition des Puissances occidentales a pu, de temps à autre,

conjurer l'intensité du fléau, et il est hors de doute que leur union constante l'aurait dissipé. Mais on sait qu'il n'en a rien été. La division presque perpétuelle des nations chrétiennes a toujours permis et permet encore aux hordes arabes et turques de déshonorer, par un gouvernement atroce et des mœurs déprimantes, les plus belles contrées de la terre.

Il a fallu neuf cents ans et plus pour concentrer l'effort commun des deux Puissances navales du moyen âge, Venise et l'Espagne ; et cet effort aboutit à la victoire de Lépante qui a anéanti la domination du Croissant sur la Méditerranée.

Il a fallu onze siècles à l'Autriche, héritière de l'Empire romain, pour rassembler les forces qui ont détruit l'organisme militaire de la Turquie, à Peterwardein, en 1717.

Ce jour-là, Mahomet a reçu une blessure mortelle et n'a plus fait que languir. Pendant tout le cours du dix-huitième et du dix-neuvième siècle, les hommes d'État d'Europe ont eu raison de se demander par quel miracle d'équilibre il demeurait debout. En 1854, l'empereur Nicolas Ier, parlant de « l'Homme malade » à l'ambassadeur d'Angleterre et le suppliant de ne point administrer un remède, d'ailleurs inefficace, à un moribond si peu intéressant, ne faisait que résumer avec concision la question d'Orient tout entière.

Cette question, elle aurait pu être tranchée à cette époque par l'épée russe. La jalousie de l'Angleterre et la perfidie de Napoléon III nous ont empêchés de rendre à l'humanité ce signalé service. Qu'importe! les destinées ne s'en sont pas moins accomplies.

« L'Homme malade » prolonge encore sa chétive existence, il est vrai. La nécessité où l'on a été parfois de réprimer ses soubresauts a fait encore verser beaucoup de sang. Il a fait couler davantage d'encre, et la diplomatie ne semble pas près d'avoir découvert la combinaison qui permettrait à ses exécuteurs de se partager ses dépouilles avec équité et loyauté.

Néanmoins si le prince de Metternich présidait encore la chancellerie autrichienne, il se croirait sans doute à jamais délivré des Turcs et il ne s'occuperait plus des Grecs que pour leur conseiller de ne point compromettre par des excès d'ingratitude leur liberté qui a été achetée si cher par le sang et par l'argent des autres.

On ne s'occupe plus, en effet, de la Turquie, sauf pour achever d'amputer, de temps à autre, celui de ses membres qui menace de se détacher de lui-même.

Tous les termes du traité de Paris sont actuellement déchirés. La mer Noire est redevenue notre mer, *mare nostrum*, comme l'indiquent la nature et

un rapide coup d'œil jeté sur la carte géographique. Sébastopol est reconstruit sur des fondements plus solides que jadis. La France n'est plus la protectrice unique des Lieux-Saints. La Russie a repris sa place à la garde du Sépulcre; et cette place est la première, celle que lui assignent l'histoire et l'importance des intérêts spirituels qu'elle doit y protéger, car on voit dix pèlerins orthodoxes à Jérusalem pour un catholique et vingt pour un protestant. Et cependant la Russie n'exerce pas là sa suprématie exclusive. Elle laisse toutes les autres confessions chrétiennes libres d'y honorer le Christ à leur manière. L'Angleterre, l'Amérique, l'Allemagne, l'Abyssinie même y protègent leurs nationaux, chacune suivant son pouvoir et suivant l'ardeur de ses convictions.

La force des choses, mieux que des conventions écrites sous l'empire des circonstances, a conduit à ce *modus vivendi* religieux qui devrait servir de règle à la politique. L'accord presque parfait règne à Jérusalem dans le domaine spirituel, et rien n'empêche qu'il n'en soit de même dans le domaine temporel.

Eh! qui pourrait désormais garder quelque intérêt à hâter la décomposition finale de la Turquie?

La guerre réparatrice de 1877 a permis au fils de Nicolas I[er] d'exécuter, point par point, le pro-

gramme que celui-ci avait tracé en 1853 et dont la funeste guerre de Crimée n'avait fait qu'ajourner la réalisation. L'Angleterre, encore mal revenue de ses préventions et appuyée sur Bismarck, qui voulut assouvir une rancune personnelle, a eu beau modifier à Berlin notre traité de San-Stefano. Les ratures qu'on y a faites, dans le but de froisser notre amour-propre, ne pouvaient en dénaturer que la forme. Elles n'ont pas entamé le fond et ne pouvaient pas l'entamer.

La Roumanie et la Serbie sont devenues des royaumes autonomes. La Bessarabie est rentrée dans notre patrimoine. La Bulgarie, augmentée de la Roumélie, est déjà assez puissante pour changer la couronne de son prince en couronne fermée. Nous avons posé les bornes de notre domination en Arménie aussi loin qu'il était nécessaire pour la sécurité des rives de la Caspienne.

En transformant la Bosnie et l'Herzégovine en provinces apostoliques, l'Autriche-Hongrie a fait un pas vers Salonique, objet constant de son ambition, mais l'antagonisme aigü des deux portions de cet empire garantit qu'elle s'en tiendra longtemps à la proie qui lui est échue.

En prenant Chypre, qui protège à l'est le canal de Suez, comme Malte le protège à l'ouest; en s'annexant l'Égypte et la vallée du Nil, l'Angleterre a écarté pour toujours les concurrents sur la

grande route de l'Inde. Que lui importent désormais les Balkans ?

Dans ces conditions, il devient presque indifférent que la Turquie prolonge son râle jusqu'à complète extinction de souffle.

Mais, dira-t-on, ses spasmes sont encore homicides, témoins les massacres d'Arménie et de Macédoine. Il est vrai, mais l'Europe est avertie, et on doit espérer que de simples opérations de police, combinées en commun, viendront dorénavant à bout de ces nouveaux essais de brigandage. Pourquoi expédier des armées là où quelques officiers de gendarmerie suffisent pour assurer la paix et l'ordre?

Mais, dira-t-on encore, si l'Angleterre et si la France ont visiblement abandonné la Turquie à son destin, celle-ci a trouvé un allié formidable en l'empereur allemand, plus qu'un allié, — un complice?

Qu'en sait-on? Et alors même qu'Abdul-Hamid et Guillaume II auraient partie liée et projetteraient de jeter ensemble un défi anachronique à la civilisation, comment s'y prendraient-ils pour réunir leurs forces et les faire converger à ce but sacrilège ?

Tablant au pire et supposant que la Prusse traîne à sa remorque l'Autriche-Hongrie, affaiblie par ses divisions intérieures, il arriverait bien un moment où les armées antéchristiques seraient

obligées de dresser leurs tentes au bord de la mer. Et comment la traverser, cette mer, alors que pas un bateau allemand n'aurait pu affronter sans être broyé les cuirassés de la Manche et du golfe de Gascogne, les canons de Gibraltar, de Malte et de Chypre, sans parler de notre flotte encore intacte de la mer Noire? Car si l'éventualité d'une alliance turco-austro-prussienne se produisait jamais, l'alliance anglo-russe n'aurait pas besoin d'être négociée; elle s'imposerait d'elle-même.

Pense-t-on, en effet, que l'Angleterre et la Russie — l'Angleterre principalement — n'aient pas l'œil fixé sur les convoitises orientales de l'empereur allemand, nouveau Picrochole qui n'a pas encore franchi ses frontières? On lui a laissé prendre la concession du chemin de fer de Bagdad. Voilà plus de dix ans qu'il la tient cette concession, et il n'a pas aligné encore deux cents kilomètres de rails sur la voie. Mais qu'il les pousse jusqu'à son point terminus, c'est-à-dire jusqu'au golfe Persique, il y rencontre la marine de guerre et la marine de commerce anglaises qui lui interdiront, si elles le veulent, tout trafic. A l'autre extrémité de ce ruban de fer, c'est Scutari, c'est-à-dire le Bosphore, et ce nouvel obstacle est aussi infranchissable que celui du golfe Persique. Car la marine anglaise, doublée toujours de la marine russe, met encore à néant ses prétentions de

devenir le maître des marchés du Levant. La conception d'un chemin de fer drainant toutes les richesses du monde oriental au profit de l'Allemagne a pu paraître géniale à son auteur. En réalité elle fut enfantine, car toute voie ferrée qui n'a pas de débouchés naturels, je veux dire des ports appartenant à son possesseur, est une œuvre tout à fait de second ordre. Elle ne peut que servir d'auxiliaire aux maîtres du commerce de la mer, et les Allemands mettront des siècles avant de le devenir. En tout cas, ils sont encore loin de l'être. On s'en est aperçu récemment quand la flotte anglaise est venue en juillet dernier narguer à quelques milles du rivage toute la prétendue puissance maritime de Guillaume. Quand on revient de Tanger, quand on a habitué le monde à tant de démonstrations tapageuses et qu'on accepte sans broncher un tel affront prémédité, on est peut être mal qualifié à prendre sous sa tutelle l'empire vermoulu des Ottomans.

Que Guillaume accable Abdul-Hamid de ses témoignages de tendresse, il peut entretenir dans le cœur du sultan rouge des illusions dangereuses; il peut l'encourager à de nouveaux massacres d'Arméniens; il n'empêchera pas que les choses gardent la tournure qu'elles ont prise au cours des vingt dernières années.

La question d'Orient est morte. L'Angleterre

seule pouvait en entretenir l'acuité, lorsqu'elle croyait — à tort d'ailleurs — ses intérêts engagés dans le maintien de l'empire musulman. Aujourd'hui l'Angleterre, par une singulière faveur de la fortune, l'a enterrée elle-même en déplaçant l'axe du monde occidental qui fut longtemps à Constantinople, et en le transférant à Alexandrie où elle est souveraine.

Le penseur a beau envisager toutes les hypothèses qui pourraient la ranimer, il n'en trouve aucune. Les problèmes d'ordre secondaire, comme la libération de l'Albanie et de la Macédoine, comme la neutralisation de l'ancienne Byzance, se régleront d'eux-mêmes, par l'effort du temps, plus lent, mais plus sûr que celui des guerres internationales.

Jamais plus la Russie ne trouvera l'Angleterre en face d'elle dans les Balkans, et jamais plus l'Angleterre ne risquera un penny pour les beaux yeux des pachas. Nous avons la preuve que la bonne intelligence est maintenant parfaite entre les deux nations sur ce point spécial : d'abord dans l'opinion publique anglaise unanimement et énergiquement prononcée contre le système turc; ensuite et surtout, dans le désintéressement de la Russie et sa ferme volonté de ne pas dépasser les frontières qu'elle s'est assignées dans cette partie du monde.

Cependant, en politique, rien de dangereux comme de s'abandonner à un optimisme sans limites, et les hommes d'État vraiment sages sont ceux qui ont su tout prévoir, même l'impossible, et qui ont paré d'avance aux éventualités les plus invraisemblables.

Aucune pensée humaine n'a approfondi encore les réserves de force qui sommeillent au fond de l'âme musulmane; nul n'a compté les trésors improductifs déposés au fond des citernes des villes saintes de l'Islam, en prévision de l'effort suprême qui sera tenté par les représentants du Prophète, à l'heure où quelque fanatique lèvera l'étendard du *Gazévat*.

Les statisticiens savent que depuis trois siècles les hôtels des monnaies ont frappé pour plus de quatre-vingts milliards de pièces d'or, tant en Occident qu'en Orient, à l'exception toutefois de la Chine et du Japon qui tiennent cachés les secrets de leur fabrication. On ne suit cependant la circulation à travers le monde que de cinquante milliards. Qu'est devenue la somme fantastique de trente milliards, qui manque à l'appel ? Chaque fois que la Turquie a été acculée à des dépenses excessives pour sa défense, notamment en 1877, on a argué de sa prétendue détresse, et néanmoins, sans le secours de l'étranger, elle a fait face à des

frais énormes avec une facilité étonnante. D'où tirait-elle l'argent avec lequel étaient payés comptant les canons perfectionnés et les fusils de ses valeureux soldats de Plewna? De quels coffres mystérieux?

On sait aussi que la religion musulmane compte plus de deux cents millions d'adhérents. Quoique et peut-être parce que leur croyance est fondée sur une imposture, un enthousiasme aveugle les fanatise et, le jour où les chrétiens auront résolu d'extirper le mal dans sa racine, c'est-à-dire de planter la croix sur la kasbah et sur la mosquée où reposent les restes de Mahomet, il est raisonnable de prévoir une explosion de fureur de la part d'innombrables sectaires. Les forces coalisées de tout l'Occident ne seront pas trop puissantes pour dompter une résistance d'autant plus exagérée que ces vaillants combattront alors pour l'être ou le non-être, sous le drapeau vert qui les a conduits jadis à la conquête du monde.

Que ce jour se lève jamais et qu'à cette heure solennelle le Commandeur des croyants s'appuie sur son ami Guillaume II, n'est-il pas évident que l'alliance de la Russie avec la France, avec l'Angleterre et avec les États-Unis deviendrait alors une nécessité inéluctable?

Et à ce groupe de Puissances de premier ordre il conviendrait d'en ajouter une cinquième qui

paraît bien affaiblie aujourd'hui, mais à laquelle il est possible d'infuser un sang nouveau. Je veux parler de la Perse qui n'a jamais pardonné aux musulmans sunnites l'usurpation de l'héritage de Mahomet, et qui, pour cette raison, hait le Turc encore plus que le chrétien.

Par sa position géographique, la Perse coupe en deux tronçons les nombreuses populations musulmanes orthodoxes et peut empêcher leurs armées de faire leur jonction. Elle le peut si nous lui en donnons les moyens et si nous renonçons dès maintenant à la fausse politique qui consiste à la réduire graduellement à l'impuissance. Ce point est essentiel, et je vais tout à l'heure l'examiner attentivement.

Je me suis longuement étendu sur la question d'Orient et je crois qu'on me le pardonnera, n'ayant rien dit, je pense, qui soit inutile, étant donné que l'esprit public, encore mal renseigné, n'a pas cessé de se forger des chimères à son sujet.

Mais après avoir démontré que toute cause probable de conflagration est écartée de ce côté, du moins dans le présent, je dois rechercher s'il n'existe pas d'autres points noirs en Europe, et, surtout, s'il est sage de n'envisager dans le monde que les intérêts européens ou américains.

Il semble bien, hélas! que la stabilité présente de l'ancien monde et même du monde transocéanique ne soit qu'apparente.

Il n'est pas un diplomate qui ne prévoie que la mort de l'illustre vieillard qui préside aux destinées de l'Autriche-Hongrie ne soit interprétée comme le signal de la dissolution du disparate Saint-Empire apostolique. François-Joseph a soixante-quinze ans. Voilà longtemps que sa longévité déjoue les calculs intéressés de ceux qui escomptent sa succession. Mais enfin toute vie humaine a un terme, et il serait injuste de blâmer tous ceux qui édifient des programmes sur ce naturel événement.

La Prusse fait courir le bruit que les provinces allemandes de cet empire auraient à cœur de rentrer dans l'hégémonie germanique et de fortifier d'autant la puissance du roi de Prusse. L'Europe n'en croit rien. L'Allemagne du sud souffre avec impatience la suprématie de l'Allemagne du nord, et l'antique Vienne serait particulièrement humiliée s'il lui fallait perdre, au profit de Berlin la parvenue, son titre et son rôle de capitale.

Néanmoins il faut compter avec l'infatigable propagande de la coterie pangermaniste. Il faut même prévoir qu'en vertu d'un plébiscite frelaté,

quinze ou dix-huit millions d'Autrichiens viendront peut-être un jour se réunir aux cinquante-cinq millions d'habitants de l'empire allemand actuel.

Un pareil événement, résultant d'un pareil escamotage, serait plus qu'inquiétant. Il troublerait profondément l'équilibre du monde. Un empire allemand de soixante-dix millions d'hommes et plus, s'étendant de la Baltique et de la mer du Nord à l'Adriatique sans intervalles, ne laissant place à la liberté d'aucune nationalité, constituerait une menace permanente pour le repos universel.

A défaut d'un François I[er] pour faire obstacle à un nouveau Charles-Quint, la Russie devrait songer que les peuples slaves, qui composent actuellement la bonne moitié de l'empire autrichien, sont ses frères et qu'elle leur doit aide et protection.

Pour remédier aux dangers de cette situation dangereuse, il suffirait, croyons-nous, de déplacer le centre de la Puissance autrichienne actuelle et de le transporter à Prague ou à Cracovie.

L'histoire, on l'a dit et répété bien souvent, est un éternel recommencement. En relisant les annales du passé on voit quelles grandes places ont occupées jadis les royaumes de Bohême et de Croatie sur la scène du monde. Ce sont eux qui ont opposé à Mahomet II, à Bajazet, à Soliman la résistance insurmontable. Il serait certainement facile de restaurer leur splendeur. Un vent d'indé-

pendance nationaliste circule d'ailleurs depuis quelques années dans le cœur des peuples. Qu'ils se sentent soutenus par les Russes et les nations qui composent actuellement l'empire austro-hongrois, agglomérées d'après une méthode nouvelle et plus rationnelle, serviront de rempart à l'ambition de Guillaume II et barreront la route à ses armées, si celles-ci étaient tentées de rejoindre les rédifs d'Abdul-Hamid.

A tout prix, nous devons empêcher l'accumulation dans une seule main de toutes les forces de l'Europe centrale. A tout prix, nous devons favoriser la fédération des États du sud et plus spécialement des populations d'origine slave, pour les former en faisceau et opposer leur épée vigilante en contre-poids à la lourde épée de Berlin.

Ainsi donc, même après la mort de François-Joseph, il importe que le *statu quo* demeure dans ses possessions, *statu quo* sous d'autres formes et d'autres appellations, mais garantissant, dans l'avenir, comme dans le passé, l'indépendance des peuples qui en font partie.

L'Angleterre est aussi intéressée que la Russie et la France à empêcher la dislocation du Saint-Empire romain et surtout l'absorption de ses parties vives par l'Allemagne du nord. Les hommes d'État de Londres envisagent déjà les dangers d'un semblable dénouement, et l'animosité non

dissimulée qu'ils témoignent à Guillaume, neveu de leur roi Édouard VII, montrent qu'ils feront tout au monde pour empêcher ses desseins d'entrer dans la voie de la réalisation.

Le second point noir qui obscurcit l'horizon du ciel exclusivement européen, pourquoi ne pas le proclamer franchement, puisque nous voilà arrivés à l'heure où il faut que tous les voiles soient déchirés? C'est le caractère énigmatique de Guillaume II.

Que veut cet homme inquiet dont les allures turbulentes, tantôt font tressaillir le monde d'effroi et tantôt provoquent les sourires? Son ambition ne ressemble ni à celle de Charles XII, ni à celle de Napoléon. Elle est plus vaste que la première, moins aventureuse que la seconde. Elle est plus dangereuse que les deux réunies, car elle est exacerbée par l'attente d'une occasion favorable et irritée par les obstacles qui se sont toujours dressés en face de ses prétentions déraisonnables.

L'âge vient, et Guillaume II qui se croit du génie, qui est doué, à coup sûr, d'une intelligence originale et haute, n'a pas donné sa mesure.

Ce qu'il veut, c'est étonner le monde. Le jour où le fiel recuit, qui s'est amassé dans son cœur par suite de ses mésaventures diplomatiques, débordera dans son cerveau, — gare l'explosion!

Ce ne serait pas la première fois que les hommes pacifiques auraient été obligés de se conjurer contre un seul trouble-fête. Heureusement chaque fois qu'il a fallu faire l'union de tous pour mettre à la raison un dévastateur audacieux, servi par une volonté frénétique et un pouvoir absolu, le proverbe créé pour M. de Voltaire s'est réalisé : « Tout le monde avait plus d'esprit que ce spirituel écrivain, et tout le monde a été plus fort que Charles XII, que Napoléon et même que Louis XIV. »

Si l'aigle impériale de Bonaparte avait été écrasée dans son œuf dès 1804, la fameuse épopée sur laquelle vivent encore les poètes n'aurait pas été burinée avec l'épée, mais des millions de jeunes existences n'auraient pas été moissonnées avant l'heure; le monde vivrait encore en paix, car presque toutes les guerres qui ont ensanglanté le dix-neuvième siècle après 1815 ont été la conséquence de la politique napoléonienne.

Ce sont l'Angleterre et la Russie qui furent les principaux agents de la libération des peuples en 1813, 1814, 1815. L'Angleterre et la Russie, appuyées sur la France et l'Amérique, doivent être de nouveau les gendarmes de l'ordre public à l'époque moderne. C'est leur rôle d'inviter Guillaume à mettre de la cohérence dans ses actes et de la tempérance dans ses paroles; car, de nos

jours, pas un homme en état de penser et de réfléchir qui ne s'éveille le matin sans se demander si le maître de Berlin ne lui réserve pas quelque atroce surprise pour la journée.

Il est hors de doute, du reste, que ce qui peut arriver de moins funeste en cas de conflit avec la Prusse, ce serait l'anéantissement de ce royaume qui n'a aucune base historique et qui n'a pas su constituer une patrie commune pour ses habitants. Les Allemands, en très grande majorité, souffrent plus que les non-allemands de son grossissement anormal. Ils en souffrent matériellement, car le bien-être des peuples est beaucoup moindre sous le régime impérial qu'il ne l'était sous celui des principautés et des républiques confédérées; ils en souffrent moralement parce qu'ils ont toujours considéré le Brandebourg et la Prusse comme des provinces hors cadre, peuplées par des hommes sans foi et sans esprit, et que leur amour-propre est singulièrement froissé d'être dominés par des populations méprisées.

Le socialisme qui n'est, en Allemagne, qu'une forme du particularisme, s'est développé à outrance sous l'influence de ce mécontentement et de ce sentiment d'humiliation. Il est prêt à prendre la place de l'Empire, et je ne crois pas que l'Europe, même l'Europe le plus résolument monarchique, doive considérer cette éventualité d'un mauvais

œil. Car, je le répète, le socialisme allemand n'est qu'un particularisme déguisé, et il serait avantageux pour tous que l'Allemagne, reprenant ses traditions, redevînt la confédération de petits États, sans force pour l'attaque mais inexpugnables pour la défense commune, qui ont vécu heureux pendant mille ans, sans jamais troubler le bonheur de personne.

Mais ceci ne regarde que la police de l'Europe proprement dite et les derniers incidents montrent que l'Angleterre et la Russie, toutes deux animées d'un sincère amour de la paix, sont prêtes à s'entendre sur cette question.

Un danger plus grave menace la chrétienté, depuis quelques années. Il vient de l'Est. C'est le sort des peuples chrétiens comme ce fut celui du peuple hébreu d'être toujours menacés par le dragon de l'Est.

Après six siècles d'une profonde léthargie, qu'on prenait pour le sommeil de la mort, il s'est réveillé soudain, plus avide et mieux armé qu'autrefois Et ce n'est pas, hélas! avec les peintures plus ou moins artistiques de Guillaume II qu'on peut conjurer le Péril Jaune.

Il y faut des armées nombreuses, parfaitement disciplinées, abondamment pourvues de tout. Il faut que ces armées soient composées des contin-

gents de toutes les nations chrétiennes. Et ce ne sera pas trop qu'elles donnent bientôt conjointement et simultanément le maximum de leurs efforts.

Tous les Européens réunis fournissent à peine un total de 350 millions d'habitants. Les Asiatiques de la race jaune, leurs ennemis irréductibles, forment un chiffre de plus de 600 millions et tous ont le mépris de la mort, et tous savent fabriquer les armes modernes, et tous attendent impatiemment d'être convenablement exercés à leur maniement pour se ruer de nouveau sur l'Europe. Nos enfants sont menacés de voir, nous verrons peut-être nous-mêmes se renouveler les horreurs des douzième et quatorzième siècles, que les historiens n'osent décrire.

Comme au temps de Gengis-Khan, la Russie est placée à l'avant-garde de la civilisation chrétienne. Une digue peut contenir un fleuve débordé; elle ne saurait arrêter un océan qui aurait rompu ses digues.

Nous avons supporté le premier choc. Nos frères d'Europe, sauf les Français, ont assisté indifférents à une lutte formidable qui n'est pourtant que le prologue de la guerre future.

L'Angleterre qui a supputé, aussi bien que nous, les dangers de la situation nouvelle, a cru faire preuve de clairvoyance politique en accablant notre agresseur de témoignages d'amitié.

Nous n'hésitons pas à protester qu'elle a commis une grossière erreur si elle a cru ainsi s'épargner dans la suite les rigueurs du touranien qui englobe tous les Européens dans une même malédiction et dans une même haine. Les Eduens des Gaules n'ont pas échappé à l'esclavage de Rome en se faisant les alliés de César.

Les Indes anglaises n'échapperont pas à l'asservissement des nations d'Extrême-Orient, en se plaçant sous la protection du Japon.

L'alliance anglo-japonaise a eu beau être négociée par les plus habiles hommes d'État de Londres. Si elle devait produire les conséquences qu'escomptent déjà les Japonais, elle serait plus désastreuse pour l'Angleterre que pour la Russie elle-même.

Notre éminent professeur Latkine, connu par ses savants travaux sur les Zemski-Sobors, faisait ressortir récemment ses conséquences dans le journal *Slovo*. Son opinion doit être méditée non seulement en Russie, mais surtout en Angleterre et dans toute l'Europe. En voici les principaux extraits :

« Le traité anglo-japonais a une portée énorme, non seulement pour les deux parties contractantes, mais encore pour toutes les autres puissances ayant des intérêts en Asie.

« C'est bien de l'Asie entière qu'il s'agit, et non uni-

quement de l'Extrême-Orient, car la sphère d'action du traité d'alliance s'étend de l'océan Pacifique au golfe Persique.

« On est frappé, à première vue, du caractère antinaturel de cet accord. Quoi de plus étrange qu'une alliance entre deux Puissances qui se font concurrence l'une à l'autre, non seulement au point de vue économique, mais encore au point de vue politique. Toutes les deux considèrent l'Asie comme un marché propre à l'écoulement des produits de leur industrie; toutes les deux ont en vue d'exploiter les contrées de l'Extrême-Orient, la Chine comprise. Ces tendances constituent un terrain où Japonais et Anglais seront forcément appelés à lutter avec acharnement, les uns contre les autres, et il est difficile de prévoir qui sortira vainqueur de cette lutte.

« La proximité du Japon, de la Chine, ainsi que le bas prix de la main-d'œuvre dans ce dernier pays donne lieu de supposer que dans le domaine économique le Japon sera pour l'Angleterre un rival des plus dangereux.

« Pour ce qui est de la prédominance politique, le Japon est également une Puissance fort redoutable pour l'Angleterre ; beaucoup d'Anglais commencent à se rendre compte du danger que le pays du Soleil levant présente pour une grande partie de l'empire colonial britannique. »

Ainsi, peu après la bataille de Tsou-Shima, les journaux ont reproduit le télégramme suivant daté de Londres :

« Au milieu de l'étonnement général, on cons-

tate un certain sentiment d'appréhension. L'Australie attire l'attention générale par l'insuffisance des moyens de défense de ses côtes. Le Japon peut facilement arrêter les relations commerciales entre cette colonie et les marchés européens. Les hommes d'État canadiens expriment des craintes du même genre par rapport au Canada. »

Il semble bien que, la première ivresse passée, le peuple anglais soit déjà revenu à une appréciation plus saine de la situation. Il s'est formé à Londres un gros parti qui traite tout haut de trahison et d'impiété anti-chrétienne la fédération anglo-japonaise. Toute une série de nouvelles communiquées des Indes témoignent d'ailleurs de l'impression produite sur les Hindous par les succès japonais. Voici ce que, au commencement de la guerre, écrivait un des journaux hindous :

« Les victoires remportées par le Japon rempliront de joie les cœurs de millions d'asiates pliés sous le joug européen; un peuple d'Asie a finalement réussi à refouler les hordes des blancs. »

L'administration et la presse anglaise de l'Inde ont été sérieusement alarmées par la fermentation qui, sous l'influence des événements de la guerre, s'est produite parmi les Hindous. Un tel état de choses fait paraître fort étrange l'idée de défendre la puissance britannique dans l'Inde, à l'aide des baïonnettes japonaises.

Les écoles japonaises se trouvent actuellement inondées d'Hindous, de Chinois, de Malais, de Philippins, de Siamois, de Coréens et de Mongols. Les compatriotes de tous ces nouveaux disciples des Japonais n'ont pas tardé à voir apparaître dans leur pays des propagandistes japonais qui parcourent mystérieusement les différentes contrées de l'Asie et parlent les idiomes de tous les peuples asiates.

La doctrine « l'Asie aux Asiatiques » ne doit pas être considérée comme le fruit d'une imagination trop peureuse. On trouve la preuve du contraire dans le discours de M. Tzounoda, président du meeting des progressistes japonais, qui a formulé, vers la fin de l'année 1904, le programme de son parti. Ce discours renferme entre autres la phrase suivante : « N'oubliez pas que l'Asie est pour les Asiatiques ».

Il résulte de tout ce qui précède que le Japon est pour l'Angleterre un puissant rival tant politique qu'économique. Il est bien possible que ce soit la crainte que leur inspire le Japon qui ait poussé les Anglais à assurer leurs possessions d'Asie contre toute agression de la part des Japonais au moyen d'un traité d'alliance conclu avec eux.

Quoi qu'il en soit, l'équilibre politique est désormais rompu en Extrême-Asie. Un grand danger menace dorénavant les intérêts de la France, des

États-Unis et de la Hollande, autant que ceux de la Russie.

L'hypothèse la moins défavorable à la situation actuelle, c'est que le Japon serait entré très sincèrement dans les voies de la civilisation occidentale et qu'il serait résolument décidé à rompre avec ses antiques traditions qui l'ont constitué l'homme d'initiative et l'homme d'épée de la race jaune. Dans ce cas hypothétique il n'y aurait peut-être pas un grave inconvénient à l'admettre comme participant d'une combinaison qui aurait pour but d'assurer la paix dans le monde entier.

Resterait toujours à maîtriser les 500 millions de Chinois grisés par l'annonce des victoires de leurs frères japonais.

Défions-nous dorénavant des rapports qui nous représentent ce peuple de Chine comme actuellement incapable de renouveler ses torrentielles invasions à travers l'Occident. Les Chinois ne sont encore ni bien armés ni suffisamment disciplinés, d'accord. Ils peuvent l'être dans dix ans et les surprises qui accableraient dès lors les chrétiens seraient autrement funestes que celles de Liao-Yang et de Tsou-Shima.

L'Angleterre le sait aussi bien que nous. Elle sait aussi que l'annonce de sa nouvelle alliance avec le Japon a produit dans le monde une impression peu flatteuse. L'erreur de cette alliance con-

sistait encore moins dans sa conclusion que dans sa publication prématurée. L'Angleterre n'a pas attendu, pour en rendre les clauses obligatoires, la ratification du traité de Portsmouth.

Si notre Empereur, s'inspirant moins de sa sagesse que de l'opinion russe exaspérée, avait refusé cette ratification; si le Mikado lui-même, enivré par les joies d'un triomphe inespéré, avait ordonné à ses troupes de continuer la lutte, l'Angleterre était donc tenue de mettre ses forces à la disposition du Japon, c'est-à-dire de déclarer la guerre à la Russie. Mais la Russie ayant alors deux ennemis à combattre, la France, au nom de la foi jurée, était tenue de nous prêter son assistance. L'Allemagne, trouvant enfin l'occasion d'utiliser son armée toujours prête et sa marine impatiente de faire ses preuves, prenait indubitablement parti pour un côté ou pour l'autre. Toutes les autres nations, y comprise l'Amérique, se voyaient aussi condamnées à tirer l'épée. L'agitation chinoise prenait rapidement des proportions incalculables, et le monde musulman lui-même pouvait juger le moment propice pour se relever de la situation humiliée où il croupit depuis deux siècles.

C'était l'univers en feu, le genre humain tout entier en péril de mort.

L'Angleterre avait-elle médité ces conséquences

possibles de son intervention malencontreuse dans nos démêlés avec le Japon? Je laisse de côté, pour permettre d'apprécier équitablement cette intervention, les questions de race blanche et de race jaune, de paganisme et de christianisme. Je n'expose que le fait lui-même dans ses contingences diplomatiques et internationales. N'est-il pas vrai qu'un cauchemar affreux a pesé sur le monde pendant les cinquante jours qu'ont duré les formalités officielles de la ratification de la paix ?

Grâces à Dieu ! L'oppression des peuples a pris fin, et l'affolement momentané des hommes d'État d'Angleterre a fait place à l'appréciation raisonnée de la situation. Ils ont compris la justesse des critiques adressées par M. Latkine à leur alliance — je ne dis pas à leur bluff japonais — et déjà ils préparent la combinaison qui doit en neutraliser les effets calamiteux ou tout au moins garantir la paix de l'univers sur des fondements plus assurés.

L'Angleterre, prenant prétexte de l'incident marocain, a mis sa main dans la main de la France, son adversaire séculaire. Va-t-elle risquer sa flotte et ses richesses uniquement pour gratifier sa voisine de quelques arpents de terre sablonneuse? Qui ne voit qu'elle a des visées plus hautes et plus pratiques aussi?

La France est l'alliée de la Russie, et ni nous

ni les Français n'avons l'intention de dénoncer un pacte qui nous est si cher après nous avoir été si utile. Il subsiste donc intégralement. Cependant la France alliée de la Russie ne peut être l'amie de l'Angleterre si celle-ci entretient la pensée de devenir notre ennemie. Cette équivoque a pu se produire en 1808, alors que le talon de fer de Napoléon pesait sur toutes les consciences. De nos jours ce serait un scandale qui se terminerait tôt ou tard par une catastrophe. Force est donc de considérer la proclamation de l'entente anglo-française comme une invite à peine déguisée adressée par l'Angleterre à la Russie d'avoir à renouer les relations traditionnelles qui furent si longtemps profitables aux deux nations.

Et qu'on ne s'étonne pas que nous soyons courtisés de la sorte après nos récents malheurs.

La guerre de Mandchourie a été mal conduite, et sur terre et sur mer. Nous y avons perdu le plus clair de notre flotte cuirassée, et nos régiments de réservistes, encadrés à la hâte, ont dû reculer pas à pas depuis le Yalou jusqu'au delà de Moukden.

Ces faits établissent indubitablement que le Japon jouit d'une organisation militaire et navale que notre diplomatie n'a su ni révéler ni soupçonner. Mais ils prouvent avec autant de force que la Russie est aussi invulnérable de nos jours que par le passé. Les derniers combats ont été livrés à

plus de mille verstes de sa frontière orientale. Avant de l'atteindre, l'ennemi aurait été forcé de multiplier ses efforts au delà de sa puissance réelle ; avant de nous infliger une blessure sensible, il lui aurait fallu dépenser dans les steppes sibériennes jusqu'au dernier de ses hommes valides et jusqu'au dernier de ses taëls.

Avertis par une cruelle expérience, nous avons fait montre de nos forces et il se trouve que ces forces sont supérieures à ce que le monde supposait. Nous avons expédié huit ou neuf cent mille hommes à dix mille verstes de Saint-Pétersbourg, sans dégarnir une seule de nos forteresses ni de nos garnisons d'Europe. Nous avons actuellement en tout près de deux millions de soldats sous les armes et nous pourrions sans peine augmenter ce nombre pour faire face de tous les côtés à la fois. Alors que la guerre de Mandchourie n'aurait servi qu'à faire cette constatation elle ne doit pas être maudite.

Rien d'étonnant par conséquent que nous soyons, en même temps que la France, l'objet des prévenances de ceux qui furent d'abord disposés à se réjouir de nos désastres.

L'obsession indienne a remplacé dans le cœur des Anglais l'obsession turque. A la crainte de se voir enlever les marchés de l'Asie-Mineure a succédé chez eux la frayeur d'être dépossédés de leur

immense colonie d'exploitation. Il convient même d'attribuer exclusivement à ce sentiment irraisonné le mariage contre nature récemment contracté entre l'Angleterre et le Japon.

La clause la plus importante de ce contrat impose au Japon l'obligation de défendre les vastes possessions anglaises avec une armée japonaise. Mais l'Angleterre a-t-elle réfléchi qu'une armée de plus de cinq cent mille hommes ne suffirait pas à cette tâche, au cas où la Russie se déciderait à réaliser le noir programme de conquête qu'on lui prête si gratuitement. Et où trouver assez de transports pour conduire rapidement de Nagasaki à Calcutta ces cinq cent mille guerriers avec leur matériel de campagne ? et une fois débarqués, comment les conduire jusqu'à l'Indus et jusque sous les défilés de l'Himalaya ?

Avant d'y parvenir, cette armée de Jaunes se serait heurtée dans cent combats contre les Indiens eux-mêmes, tous impatients du joug anglais, tous altérés de vengeance contre leurs dominateurs. Et si les Japonais sortaient vainqueurs de toutes les rencontres, — puisqu'il est convenu que les Japonais doivent toujours l'être, — ils se verraient, en fin de compte, en face d'une colossale armée russe qui aurait eu tout le temps nécessaire de franchir sans encombre les passages montagneux qui séparent notre frontière de la frontière anglaise.

Pense-t-on à Londres que les Japonais n'ont pas supputé déjà tous les aléas d'une campagne si dure pour eux et si avantageuse pour leurs alliés? Croit-on qu'ils aillent, de gaîté de cœur, risquer tous leurs bénéfices de la dernière guerre pour les beaux yeux de l'Angleterre, qui ne leur concède, en retour, aucun avantage suppréciable?

Non! *La garantie des possessions anglaises n'est pas dans l'alliance japonaise. Elle est tout entière aujourd'hui, comme dans le passé, dans l'alliance russe.*

L'Angleterre a besoin du *statu quo* dans l'Asie méridionale. Ce *statu quo* notre amitié le lui assurera mieux que toute autre combinaison qui ne saurait être qu'anormale.

Et non seulement, au moyen de l'alliance anglo-franco-russe, le *statu quo* serait maintenu dans l'Asie méridionale, mais il serait également assuré dans l'Asie-Mineure et généralement dans tout l'empire turc. Il le serait aussi dans l'Asie orientale, et je touche ici à une question vitale.

D'accord avec l'Angleterre sur la question turque et sur la question autrichienne, pourquoi ne le serions-nous pas également sur deux autres questions qui peuvent devenir dans l'avenir une occasion de troubles et de discordes internationales? Je veux parler de la Chine et de l'Afghanistan.

La Chine, avec ses cinq cents millions d'habitants, peut constituer un danger mondial, le jour

où elle aura opéré sa transformation militaire et sociale; mais ces deux réformes capitales ne seront jamais accomplies qu'avec une assistance étrangère. Je ne puis comparer la Chine moderne qu'à un cheval vigoureux jadis domestiqué, aujourd'hui redevenu sauvage, ayant absolument besoin d'un cavalier expérimenté pour reprendre l'habitude du frein et le galop de la charge de combat. Le Japon aspire manifestement à devenir ce cavalier. Le Japon a accueilli avec empressement l'occasion que lui a offerte M. Roosevelt de conclure la paix, autant pour éviter la défaite finale qui l'attendait que pour refaire ses forces épuisées dans ces vastes réservoirs humains que sont les plaines du fleuve Bleu et du fleuve Jaune. Il compte y exercer une suzeraineté morale et, sous prétexte d'apporter aux Célestes les bienfaits de la civilisation occidentale, dont il ne fait lui-même que bégayer les premiers mots, il projette de recruter parmi eux d'innombrables soldats et de les dresser à la guerre de la race jaune contre la race blanche.

Mais les enfants d'Abel ne doivent pas permettre aux enfants de Caïn de préparer leurs bataillons homicides sous le couvert d'un humanitarisme équivoque et d'une philanthropie hypocrite.

Le traité de Portsmouth impose implicitement aux parties contractantes le respect de l'intégrité

de la Chine. Il importe que cette clause soit énoncée dans les termes les plus clairs et interprétée dans le sens le plus strict.

J'en appelle sur ce point à la solidarité de tous les Blancs, à l'instinct de conservation de tous les chrétiens.

C'est assez, c'est beaucoup trop de l'expérience japonaise. Après avoir initié follement une nation de 50 millions d'hommes à tous les secrets de la force occidentale; après avoir acquis la preuve que la science de la balistique et la théorie de la discipline militaire sont faciles à acquérir et, qu'après l'avoir acquise, les hommes à l'œil oblique se prétendent non pas seulement nos égaux mais encore nos supérieurs, va-t-on renouveler l'expérience insensée sur une nation dix fois plus nombreuse et dont les facultés d'assimilation sont plus développées encore que celles des Japonais?

Je jette le cri d'alarme. Je demande surtout à l'Angleterre si elle pense que sa domination durerait dans l'Inde le jour où une armée chinoise, bien armée et bien disciplinée, descendrait des gorges du Thibet pour envahir la vallée du Gange.

Le principe de l'intégrité de la Chine doit être absolu; non pas seulement au point de vue territorial, non pas même encore au point de vue commercial, mais surtout au point de vue des influences diverses que chaque nation peut y exercer.

Assez d'instructeurs japonais façonnant à l'européenne des régiments chinois! assez de constructeurs de navires et d'officiers de marine du Mikado, qui, en dix ans, auront construit une flotte de cuirassés formidables, servis par des matelots intrépides, si l'on n'arrête au plus tôt cette débauche d'activité.

Les Chinois resteront inoffensifs tant qu'ils conserveront leurs lois antiques, leurs mœurs et leurs coutumes, qui peuvent paraître surannées, mais qui néanmoins suffisent à leur repos et à la tranquillité du monde.

Le jour où l'on aura laissé le Japon maître de tout modifier, de tout couper, de tout réorganiser dans l'Empire du Milieu, c'en est fait, et le péril jaune devient une réalité.

J'en appelle donc à la raison des peuples chrétiens, et plus particulièrement au bon sens de l'Angleterre.

Je demande qu'une convention internationale garantisse l'intégrité des dix-huit vice-royautés de l'empire chinois, et je demande aussi, avec plus d'insistance, qu'on éloigne des Chinois les armes modernes comme on les écarte des enfants vicieux et vindicatifs.

La neutralisation chinoise doit avoir pour corollaire celle de l'Afghanistan; non que ces deux

pays aient entre eux quelque point de contact ou de connexité, mais parce que l'un et l'autre se trouvent sur la route de l'Inde et que, l'Inde étant actuellement la pierre d'achoppement de la paix universelle, il importe de l'isoler et de la préserver de toute tentative d'agression

En consentant à la neutralisation de l'Afghanistan et de ses annexes géographiques, le Beloutchistan et le Seïstan, nous donnons à l'Angleterre la plus haute preuve de notre désintéressement, et nous annulons en fait le traité d'alliance anglo-japonaise, qui ne prévoit guère que la possibilité d'une agression de la Russie sur la riche presqu'île.

Mais nous devons faire ce sacrifice au besoin de paix qui est au fond de tous les cœurs, et si, malgré tous ces excès de précautions, les destins prononcent contre nos prévisions et nos vœux les plus ardents, on saura du moins qu'aucune responsabilité ne pèse sur nous.

Depuis 1896 l'alliance franco-russe a été le plus respecté des instruments de paix. Cette alliance a annulé la menaçante Triplice et, grâce à son existence, l'activité débordante du grand brouillon de l'Europe s'est heureusement dépensée en phrases retentissantes et en agitations stériles. Le jour où notre alliance avec nos amis de Paris serait renforcée de la Puissance anglaise et de la Puissance

américaine, il est hors de doute que la fermentation chinoise serait calmée avant d'avoir éclaté. Il est certain que toute tentative de discorde de la part de la Turquie serait supprimée avant même que d'être concertée.

Et si les fureurs concentrées de l'Islam cherchaient quand même un dérivatif, c'est alors, comme je l'indiquais tout à l'heure, qu'il suffirait de lui opposer son adversaire irréductible, le chiïte, qui, même au temps de Philippe II d'Espagne, ne reculait pas devant la nécessité de s'allier au chrétien pour refouler vers l'Altaï, leur patrie d'origine, les hordes touraniennes qui en sont descendues au treizième siècle.

La Perse, il est vrai, est sans forces aujourd'hui. Une fausse politique, trop longtemps suivie par nos ambassadeurs dans ce pays, et particulièrement par M. Zinowiew, a systématiquement amoindri ses ressources naturelles et ses organisations militaire et administrative. Mais la faiblesse de la Perse n'est que transitoire. En parcourant ce beau pays, qui fut l'un des berceaux des grandes civilisations, on constate tout de suite quelles richesses il renferme en produits de toutes sortes, quelle race énergique et vaillante il nourrit. Qui ne sait également que les Persans appartiennent à la race humaine la plus vigoureuse physiquement

et la plus saine moralement du monde entier; qu'il suffirait d'une rapide éducation pour les transformer en soldats modernes des plus redoutables sinon des plus nombreux.

L'Angleterre va-t-elle nous soupçonner encore de nourrir des ambitions sur la Perse? Mais si nous avions quelques projets sur ce pays, il y a longtemps qu'ils seraient réalisés, même à l'insu du monde européen. Pierre Ier s'était emparé des provinces du nord ; Anna Ivanovna les a rendues spontanément au souverain de Téhéran. Est-ce que nos historiens ont jamais blâmé cette Impératrice d'avoir opéré cette restitution? Est-ce que, depuis elle, nos souverains n'ont pas eu cent fois l'occasion de revenir sur sa décision et d'enfoncer leur domination jusqu'aux rives du golfe Persique?

Est-ce que, de notre côté, nous reprochons aux Anglais de faire le blocus de cette mer qui ouvre une échappée sur l'Inde, et d'établir une sorte de suzeraineté morale sur les provinces méridionales de la Perse?

Je reviens sur ce sujet de la Perse parce qu'il est important. Les Persans, en leur qualité de mahométans chiïtes, ont brisé l'hégémonie de l'Islam et le grand service qu'ils ont ainsi rendu, d'ailleurs sans le vouloir, à la chrétienté, ils peuvent le rendre de nouveau, si on les fait capables de résister à la pression qu'ils subiront à l'Est ou à

l'Ouest, le jour où il plaira à un illuminé du Caire ou de la Mecque de proclamer la guerre sainte.

Ce que la Russie veut, ce que l'Angleterre devrait vouloir, c'est une Perse forte, maîtresse chez elle, rendue à ses traditions militaires, qui furent jadis glorieuses, organisée à l'européenne, développant les richesses de son sol, qui sont immenses, commerçant librement, par le nord et la Caspienne avec la Russie, par le sud et par le golfe Persique avec l'Angleterre.

Une Perse reconstituée et sachant se faire respecter, l'Afghanistan neutralisé, — voilà plus qu'il n'en faut, sans doute : d'une part pour apaiser les susceptibilités anglaises les plus invétérées ; d'autre part pour arrêter net toute tentative du panislamisme.

Il y va de la sécurité des nations chrétiennes de laisser ces frères ennemis se tenir mutuellement en respect. Au lieu de chercher à pénétrer, avant l'heure, dans leurs domaines, pourquoi ne pas permettre aux bons éléments qui subsistent encore dans le corps décrépit de l'Islamisme de s'épurer encore et de coopérer aux œuvres de civilisation et de paix?

Cette paix, nous la voulions passionnément avant les événements de 1904 ; nous la voulons résolument après, parce que la politique de revanche est féconde en déceptions et parce qu'il

est nécessaire que le monde chrétien tout entier, l'Angleterre aussi bien que la Russie, se recueille en attendant et en préparant l'heure des combats décisifs qui assureront le triomphe définitif de la civilisation ou replongeront le monde dans le chaos de la barbarie.

Les temps sont changés depuis Fox et Wiliam Pitt, et la politique extérieure de la Grande-Bretagne suit désormais une direction identique : que le pilote soit conservateur ou qu'il soit libéral.

La politique de lord Lansdowne était hier favorable ouvertement à la conclusion d'une entente anglo-franco-russe, augmentée de l'adhésion américaine. Son adversaire, Sir Edward Grey, s'est prononcé solennellement pour le maintien de cette politique des tories, au cas où son parti ferait la conquête du pouvoir. C'est chose faite au moment où paraît ce livre que nous sommes heureux de terminer en saluant, en qualité d'amis de la paix, l'avénement du parti libéral.

Quant à nous, Russes, nous resterons invariablement fidèles à notre politique traditionnelle, qui est une politique de concorde universelle entre les peuples. Grâce au magnanime Nicolas II, nous allons être dotés, nous aussi, d'institutions semblables à celles des nations d'Occident. Elles seront un nouveau gage de la sincérité de nos sentiments

pacifiques, et la prochaine conférence de La Haye sera, nous l'espérons, une occasion de les proclamer et de sceller à jamais la réconciliation générale des nations et des rois.

Le régime de liberté nous permettra d'ailleurs de panser des plaies intérieures, qui — j'en ai la ferme conviction — ne sont qu'accidentelles; il nous permettra aussi d'exploiter les richesses prodigieuses enfoncées dans notre sol et de donner à notre peuple, si durement éprouvé, un peu de ce bien-être dont la privation le pousse à de coupables extrémités...

TABLE DES MATIÈRES

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 7955.

521

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 7955.

HT. 4W

